

Le Monde

Le Monde des livres : « l'Être et le Néant »

Le Monde



15, rue Valguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15082 - 7 F

VENDREDI 2 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

Essais nucléaires en suspens

BILL CLINTON s'apprête à annoncer, selon la presse américaine, que les États-Unis prolongeront le moratoire - annoncé en septembre 1992 et expirant le 30 juin - sur leurs essais nucléaires tant qu'un autre pays ne reprendra pas les siens, alors que l'on attendait une reprise des expériences américaines et britanniques.

Le président américain a promis de rendre bientôt publique sa décision. Il justifie ce délai de réflexion par le fait qu'il doit encore discuter de certains détails avec son administration. Il doit aussi se concerter avec les Britanniques, qui n'ont pas d'autre solution, pour moderniser les armes à bord de leurs nouveaux sous-marins Trident, que de réaliser leurs propres expériences souterraines dans le désert américain du Nevada.

Le Congrès des États-Unis avait imposé, en septembre 1992, une suspension des essais jusqu'au 30 juin suivant. Au-delà de ce moratoire, il avait suggéré - mais sans trop y croire - de conduire une quinzaine d'expériences avant un arrêt définitif en 1996. Cette année-là, en effet, les pays signataires du traité de non-prolifération nucléaire auront commencé d'en renégocier les termes. Or, de nombreux États du tiers-monde font de la fin de leurs essais par les grandes puissances une des conditions de leur propre acceptation de ne pas accéder au « club » nucléaire.

APRÈS le vote du Congrès, l'administration Clinton a imaginé une option légèrement différente de neuf essais - six pour les États-Unis et trois pour la Grande-Bretagne - au Nevada avant 1996. Acquis à l'issue d'une intense discussion à Washington, cette initiative a toujours le soutien du Pentagone, qui dépense 2 milliards de dollars par an pour ses expériences. Elle s'est heurtée, depuis, à une très forte opposition de la Chambre des représentants et elle est loin d'avoir l'adhésion du Sénat.

Entre-temps un élément nouveau est intervenu : la Russie a interrompu ses essais et la Chine, qui faisait cavalier seul, n'en fait plus depuis neuf mois. L'option prônée par Bill Clinton - baptisée « pas de test en premier » - risque d'embarrasser sérieusement la France qui, unilatéralement en avril 1992, a décidé de suspendre ses expérimentations à Mururoa, laissant dans le brouillard la date précise d'une reprise éventuelle.

COMME les États-Unis, la France attend que l'un des autres puissances nucléaires se résolve à briser cet accord, qui n'est que tactique, de suspension des essais. Voilà donc les Français, président d'un côté, gouvernements de l'autre, bientôt au pied du mur. Le gouvernement et les armées veulent moderniser l'arsenal nucléaire ; ce qui suppose de nouveaux tir souterrains avant de pouvoir passer à des simulations en laboratoire. François Mitterrand, lui, peut difficilement, après avoir donné l'exemple, accepter que la France se singularise en ordonnant la reprise des essais si d'autres maintiennent leur suspension. Telle est l'équation de la cohabitation.

En différenciant, comme il le dit en privé, l'emploi de l'arme - de sa préparation, qui dépendrait du gouvernement, François Léotard croit pouvoir décaler la difficulté et mieux répartir les responsabilités. Mais on voit mal que sur un sujet aussi important - la discussion - la France puisse céder de peur d'une seule voix ; sauf à se disqualifier sur la scène internationale.

Avant la réunion du sommet des Sept à Tokyo

Les États-Unis durcissent leur attitude à l'égard de l'Europe et du Japon

Avant le sommet des Sept le 7 juillet à Tokyo, les États-Unis durcissent leur position. Peter Watson, vice-président de la commission américaine pour le commerce, a demandé mercredi 30 juin que M. Balladur présente ses « excuses » après ses déclarations selon lesquelles aucun accord commercial ne pourrait être signé avant la levée des sanctions américaines à l'encontre des sidérurgistes européens.

WASHINGTON

de notre correspondant

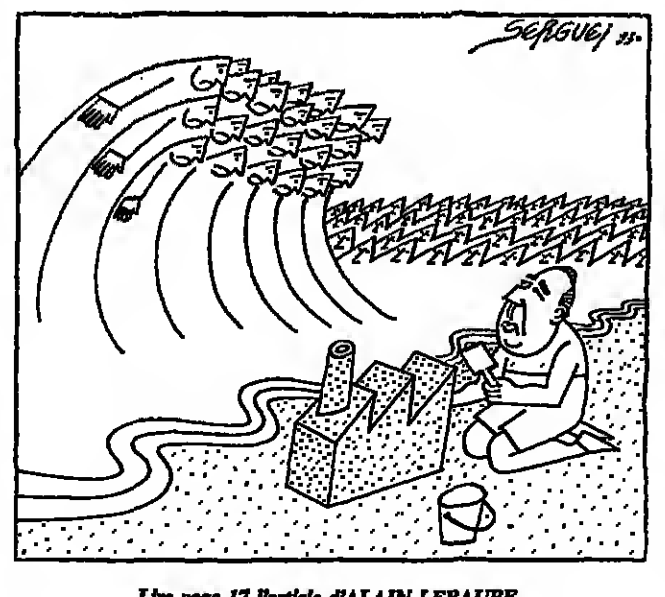
A se fier à l'état des dossiers tel qu'il est aujourd'hui, la bataille promet d'être rude. Plus qu'à la coopération, le climat paraît être à l'exaspération entre l'administration Clinton et certains des principaux partenaires du G7. Avec la France, le ton est même à la confrontation. Le vice-président de la Commission américaine pour le commerce international, Peter Watson, a vivement répliqué, mercredi 30 juin, au premier ministre Edouard Balladur, lequel

avait annoncé, en début de semaine, que la France ne conclurait rien à Tokyo en matière commerciale tant que les États-Unis n'auraient pas levé les sanctions qu'ils viennent de prendre sur les importations d'acier européens.

Annoncées mardi 22 juin au nom de la lutte contre une concurrence jugée déloyale, ces sanctions, sur lesquelles la commission pour le commerce doit définitivement statuer d'ici au 4 août, majoraient de près de 100 % les droits de douane sur certains aciers importés. Elles ont été décidées par le département

ALAIN FRACHON
Lire la suite et l'article de FRANÇOISE LAZARE page 18

Le chômage continue de monter



Lire page 17 l'article d'ALAIN LEBEAU

« Finale » sanglante en Bosnie centrale

A la fois assiégés et assiégeants, Croates et Musulmans achèvent le partage d'une région où les ethnies s'entremêlent

VITEZ (Bosnie centrale)

de notre envoyé spécial

De la défunte idée yougoslave, la Bosnie-Herzégovine était le quintessence ; de la cohabitation entre les différentes nations le peuplant, elle était le meilleur exemple. De l'éclatement de la Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine est l'illustration la plus sanglante, et plus particulièrement ce moment la Bosnie centrale, objet d'une lutte sans merci entre forces musulmanes et croates bosniaques, les Serbes ayant, eo un peu plus d'un an, atteint pratiquement

tous leurs objectifs territoriaux. Il aura fallu quinze mois d'une guerre implacable, des centaines de milliers de victimes et de personnes déplacées, pour arriver à un partage qui s'achève maintenant, sur le terrain, à coups de canon, tandis qu'à Genève les stylos ne font que consacrer, sur la carte, un fait accompli qui a nom « purification ethnique ».

Dans cette Bosnie centrale déchirée par la guerre, deux peuples étaient majoritaires : les Musulmans (Slaves islamisés sous l'occupation ottomane) et les Croates catholiques, longtemps alliés contre les Serbes orthodoxes. C'est là, aujourd'hui, que se joue, entre Croates et Musulmans, « la finale », comme on le dit avec amertume sur place.

Pendant un temps, aidés par un plan de paix international - dit Vance-Owen, du nom des médiateurs de l'ONU et de la CEE - qui leur faisait la part belle, les Croates se sont imposés politiquement et militairement. Ils ont notamment sommé les forces fidèles au président bosniaque Alija Izetbegovic de se soumettre ou de quitter les lieux.

YVES HELLER
Lire la suite et nos informations page 4

Agenda

Quelques dates importantes de la semaine :
Mardi 1er juillet : Fête nationale de la France.
Mercredi 2 juillet : Fête nationale de la Belgique.
Jeudi 3 juillet : Fête nationale de l'Espagne.
Vendredi 4 juillet : Fête nationale de l'Italie.
Samedi 5 juillet : Fête nationale de la Grèce.
Dimanche 6 juillet : Fête nationale de l'Allemagne.
Lundi 7 juillet : Fête nationale de la Suisse.
Mardi 8 juillet : Fête nationale de la Norvège.
Mercredi 9 juillet : Fête nationale de la Suède.
Jeudi 10 juillet : Fête nationale de la Finlande.
Vendredi 11 juillet : Fête nationale de la Danemark.
Samedi 12 juillet : Fête nationale de la Pologne.
Dimanche 13 juillet : Fête nationale de la République tchèque.
Lundi 14 juillet : Fête nationale de la République slovaque.
Mardi 15 juillet : Fête nationale de l'Autriche.
Mercredi 16 juillet : Fête nationale de la Hongrie.
Jeudi 17 juillet : Fête nationale de la République de Pologne.
Vendredi 18 juillet : Fête nationale de la République de Slovaquie.
Samedi 19 juillet : Fête nationale de la République de Croatie.
Dimanche 20 juillet : Fête nationale de la République de Serbie.
Lundi 21 juillet : Fête nationale de la République de Monténégro.
Mardi 22 juillet : Fête nationale de la République de Bosnie-Herzégovine.
Mercredi 23 juillet : Fête nationale de la République de Roumanie.
Jeudi 24 juillet : Fête nationale de la République de Bulgarie.
Vendredi 25 juillet : Fête nationale de la République de Grèce.
Samedi 26 juillet : Fête nationale de la République de Turquie.
Dimanche 27 juillet : Fête nationale de la République de France.
Lundi 28 juillet : Fête nationale de la République de Belgique.
Mardi 29 juillet : Fête nationale de la République de Espagne.
Mercredi 30 juillet : Fête nationale de la République de Italie.
Jeudi 31 juillet : Fête nationale de la République de Grèce.
Vendredi 1er août : Fête nationale de la République de Allemagne.
Samedi 2 août : Fête nationale de la République de Suisse.
Dimanche 3 août : Fête nationale de la République de Norvège.
Lundi 4 août : Fête nationale de la République de Suède.
Mardi 5 août : Fête nationale de la République de Finlande.
Mercredi 6 août : Fête nationale de la République de Danemark.
Jeudi 7 août : Fête nationale de la République de Pologne.
Vendredi 8 août : Fête nationale de la République de République tchèque.
Samedi 9 août : Fête nationale de la République de République slovaque.
Dimanche 10 août : Fête nationale de la République de Autriche.
Lundi 11 août : Fête nationale de la République de Hongrie.
Mardi 12 août : Fête nationale de la République de Pologne.
Mercredi 13 août : Fête nationale de la République de Slovaquie.
Jeudi 14 août : Fête nationale de la République de Croatie.
Vendredi 15 août : Fête nationale de la République de Serbie.
Samedi 16 août : Fête nationale de la République de Monténégro.
Dimanche 17 août : Fête nationale de la République de Bosnie-Herzégovine.
Lundi 18 août : Fête nationale de la République de Roumanie.
Mardi 19 août : Fête nationale de la République de Bulgarie.
Mercredi 20 août : Fête nationale de la République de Grèce.
Jeudi 21 août : Fête nationale de la République de Turquie.
Vendredi 22 août : Fête nationale de la République de France.
Samedi 23 août : Fête nationale de la République de Belgique.
Dimanche 24 août : Fête nationale de la République de Espagne.
Lundi 25 août : Fête nationale de la République de Italie.
Mardi 26 août : Fête nationale de la République de Grèce.
Mercredi 27 août : Fête nationale de la République de Allemagne.
Jeudi 28 août : Fête nationale de la République de Suisse.
Vendredi 29 août : Fête nationale de la République de Norvège.
Samedi 30 août : Fête nationale de la République de Suède.
Dimanche 31 août : Fête nationale de la République de Finlande.
Lundi 1er septembre : Fête nationale de la République de Danemark.
Mardi 2 septembre : Fête nationale de la République de Pologne.
Mercredi 3 septembre : Fête nationale de la République de République tchèque.
Jeudi 4 septembre : Fête nationale de la République de République slovaque.
Vendredi 5 septembre : Fête nationale de la République de Autriche.
Samedi 6 septembre : Fête nationale de la République de Hongrie.
Dimanche 7 septembre : Fête nationale de la République de Pologne.
Lundi 8 septembre : Fête nationale de la République de Slovaquie.
Mardi 9 septembre : Fête nationale de la République de Croatie.
Mercredi 10 septembre : Fête nationale de la République de Serbie.
Jeudi 11 septembre : Fête nationale de la République de Monténégro.
Vendredi 12 septembre : Fête nationale de la République de Bosnie-Herzégovine.
Samedi 13 septembre : Fête nationale de la République de Roumanie.
Dimanche 14 septembre : Fête nationale de la République de Bulgarie.
Lundi 15 septembre : Fête nationale de la République de Grèce.
Mardi 16 septembre : Fête nationale de la République de Turquie.
Mercredi 17 septembre : Fête nationale de la République de France.
Jeudi 18 septembre : Fête nationale de la République de Belgique.
Vendredi 19 septembre : Fête nationale de la République de Espagne.
Samedi 20 septembre : Fête nationale de la République de Italie.
Dimanche 21 septembre : Fête nationale de la République de Grèce.
Lundi 22 septembre : Fête nationale de la République de Allemagne.
Mardi 23 septembre : Fête nationale de la République de Suisse.
Mercredi 24 septembre : Fête nationale de la République de Norvège.
Jeudi 25 septembre : Fête nationale de la République de Suède.
Vendredi 26 septembre : Fête nationale de la République de Finlande.
Samedi 27 septembre : Fête nationale de la République de Danemark.
Dimanche 28 septembre : Fête nationale de la République de Pologne.
Lundi 29 septembre : Fête nationale de la République de République tchèque.
Mardi 30 septembre : Fête nationale de la République de République slovaque.
Mercredi 1er octobre : Fête nationale de la République de Autriche.
Jeudi 2 octobre : Fête nationale de la République de Hongrie.
Vendredi 3 octobre : Fête nationale de la République de Pologne.
Samedi 4 octobre : Fête nationale de la République de Slovaquie.
Dimanche 5 octobre : Fête nationale de la République de Croatie.
Lundi 6 octobre : Fête nationale de la République de Serbie.
Mardi 7 octobre : Fête nationale de la République de Monténégro.
Mercredi 8 octobre : Fête nationale de la République de Bosnie-Herzégovine.
Jeudi 9 octobre : Fête nationale de la République de Roumanie.
Vendredi 10 octobre : Fête nationale de la République de Bulgarie.
Samedi 11 octobre : Fête nationale de la République de Grèce.
Dimanche 12 octobre : Fête nationale de la République de Turquie.
Lundi 13 octobre : Fête nationale de la République de France.
Mardi 14 octobre : Fête nationale de la République de Belgique.
Mercredi 15 octobre : Fête nationale de la République de Espagne.
Jeudi 16 octobre : Fête nationale de la République de Italie.
Vendredi 17 octobre : Fête nationale de la République de Grèce.
Samedi 18 octobre : Fête nationale de la République de Allemagne.
Dimanche 19 octobre : Fête nationale de la République de Suisse.
Lundi 20 octobre : Fête nationale de la République de Norvège.
Mardi 21 octobre : Fête nationale de la République de Suède.
Mercredi 22 octobre : Fête nationale de la République de Finlande.
Jeudi 23 octobre : Fête nationale de la République de Danemark.
Vendredi 24 octobre : Fête nationale de la République de Pologne.
Samedi 25 octobre : Fête nationale de la République de République tchèque.
Dimanche 26 octobre : Fête nationale de la République de République slovaque.
Lundi 27 octobre : Fête nationale de la République de Autriche.
Mardi 28 octobre : Fête nationale de la République de Hongrie.
Mercredi 29 octobre : Fête nationale de la République de Pologne.
Jeudi 30 octobre : Fête nationale de la République de Slovaquie.
Vendredi 31 octobre : Fête nationale de la République de Croatie.
Samedi 1er novembre : Fête nationale de la République de Serbie.
Dimanche 2 novembre : Fête nationale de la République de Monténégro.
Lundi 3 novembre : Fête nationale de la République de Bosnie-Herzégovine.
Mardi 4 novembre : Fête nationale de la République de Roumanie.
Mercredi 5 novembre : Fête nationale de la République de Bulgarie.
Jeudi 6 novembre : Fête nationale de la République de Grèce.
Vendredi 7 novembre : Fête nationale de la République de Turquie.
Samedi 8 novembre : Fête nationale de la République de France.
Dimanche 9 novembre : Fête nationale de la République de Belgique.
Lundi 10 novembre : Fête nationale de la République de Espagne.
Mardi 11 novembre : Fête nationale de la République de Italie.
Mercredi 12 novembre : Fête nationale de la République de Grèce.
Jeudi 13 novembre : Fête nationale de la République de Allemagne.
Vendredi 14 novembre : Fête nationale de la République de Suisse.
Samedi 15 novembre : Fête nationale de la République de Norvège.
Dimanche 16 novembre : Fête nationale de la République de Suède.
Lundi 17 novembre : Fête nationale de la République de Finlande.
Mardi 18 novembre : Fête nationale de la République de Danemark.
Mercredi 19 novembre : Fête nationale de la République de Pologne.
Jeudi 20 novembre : Fête nationale de la République de République tchèque.
Vendredi 21 novembre : Fête nationale de la République de République slovaque.
Samedi 22 novembre : Fête nationale de la République de Autriche.
Dimanche 23 novembre : Fête nationale de la République de Hongrie.
Lundi 24 novembre : Fête nationale de la République de Pologne.
Mardi 25 novembre : Fête nationale de la République de Slovaquie.
Mercredi 26 novembre : Fête nationale de la République de Croatie.
Jeudi 27 novembre : Fête nationale de la République de Serbie.
Vendredi 28 novembre : Fête nationale de la République de Monténégro.
Samedi 29 novembre : Fête nationale de la République de Bosnie-Herzégovine.
Dimanche 30 novembre : Fête nationale de la République de Roumanie.
Lundi 1er décembre : Fête nationale de la République de Bulgarie.
Mardi 2 décembre : Fête nationale de la République de Grèce.
Mercredi 3 décembre : Fête nationale de la République de Turquie.
Jeudi 4 décembre : Fête nationale de la République de France.
Vendredi 5 décembre : Fête nationale de la République de Belgique.
Samedi 6 décembre : Fête nationale de la République de Espagne.
Dimanche 7 décembre : Fête nationale de la République de Italie.
Lundi 8 décembre : Fête nationale de la République de Grèce.
Mardi 9 décembre : Fête nationale de la République de Allemagne.
Mercredi 10 décembre : Fête nationale de la République de Suisse.
Jeudi 11 décembre : Fête nationale de la République de Norvège.
Vendredi 12 décembre : Fête nationale de la République de Suède.
Samedi 13 décembre : Fête nationale de la République de Finlande.
Dimanche 14 décembre : Fête nationale de la République de Danemark.
Lundi 15 décembre : Fête nationale de la République de Pologne.
Mardi 16 décembre : Fête nationale de la République de République tchèque.
Mercredi 17 décembre : Fête nationale de la République de République slovaque.
Jeudi 18 décembre : Fête nationale de la République de Autriche.
Vendredi 19 décembre : Fête nationale de la République de Hongrie.
Samedi 20 décembre : Fête nationale de la République de Pologne.
Dimanche 21 décembre : Fête nationale de la République de Slovaquie.
Lundi 22 décembre : Fête nationale de la République de Croatie.
Mardi 23 décembre : Fête nationale de la République de Serbie.
Mercredi 24 décembre : Fête nationale de la République de Monténégro.
Jeudi 25 décembre : Fête nationale de la République de Bosnie-Herzégovine.
Vendredi 26 décembre : Fête nationale de la République de Roumanie.
Samedi 27 décembre : Fête nationale de la République de Bulgarie.
Dimanche 28 décembre : Fête nationale de la République de Grèce.
Lundi 29 décembre : Fête nationale de la République de Turquie.
Mardi 30 décembre : Fête nationale de la République de France.
Mercredi 31 décembre : Fête nationale de la République de Belgique.

M0147 - 0702 0 - 7.00 F



Scrutin majoritaire en Italie

La Chambre des députés italienne a adopté en première lecture, mercredi 30 juin, une proposition de loi réformant le système électoral. Les députés, jusqu'alors élus à la proportionnelle, seraient choisis, pour les trois quarts d'entre eux, au scrutin majoritaire à un tour, et pour le quart restant, à la proportionnelle. La loi doit être examinée par le Sénat, qui reviendra ensuite devant la Chambre.

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis mercredi 30 juin au président de la République et présenté au Parlement par Pierre Joxe, nouveau président de cette institution, ne comporte aucun sujet dominant. Le Monde publie, comme à l'accoutumée, l'analyse des points les plus marquants. Aujourd'hui, les contre-performances de la Poste en matière financière et l'utilisation des ressources du Fonds d'action sociale pour les immigrés.

Sagan



On découvre un auteur curieux avec un sens remarquable du dialogue et de la coquetterie, un pamphlétaire avec sa liberté, son naturel, sa simplicité.

Jean-Claude Brialy - MADAME FIGARO

Julliard

Les socialistes font le vide

La préparation des « états généraux » a permis au PS de prendre la mesure du renouvellement à accomplir

par Patrick Jarreau

Les défaites électorales, surtout aussi écrasantes que celles qu'ont subies les socialistes en mars dernier, provoquent l'éclosion du camp vaincu et l'impression que la coalition victorieuse occupe seule une part plus large du champ politique que celle qui lui était antérieurement dévolue. Cette apparence est entretenue par les vainqueurs eux-mêmes, qui ne se font pas faute de chasser sur les terres de leurs adversaires défaits. Philippe Séguin, surtout, Simone Veil et Pierre Méhaignerie, dans une moindre mesure, s'y emploient aujourd'hui.

La gauche s'était trouvée dans la même situation, non pas en 1981 - la majorité absolue obtenue par le PS ne laissait guère de place au débat sur la politique à suivre, - mais, en 1988, après la victoire de François Mitterrand sur le thème de « la France unie ». Contraint de composer à l'Assemblée nationale où tentait de s'affirmer l'autonomie des centristes, le socialisme,

réformé par le choix de la rigueur économique et l'expérience de la cohabitation, semblait avoir la capacité de redessiner les contours du « camp du progrès ». La droite, victime de ses divisions, de ses ambiguïtés vis-à-vis de l'extrême droite, de la sévérité de ses chefs, paraissait condamnée à une longue période d'introspection, de révisions et de déchirements.

Le même effet d'optique joue-t-il contre la gauche, ou bien le mal est-il plus profond ? Les partisans de la première opinion avancent qu'il suffit d'attendre quelques mois, de laisser à la formule Balladur, pourtant riche de souplesse et de surprises, le temps de s'user ou de se heurter à des écueils sérieux, qui ne manqueraient pas : la « demande » d'opposition, renaissant dans l'opposition, rencontrant naturellement l'« offre » correspondante du côté de la gauche, dont les porte-parole seraient dès lors mieux écoutés qu'ils ne peuvent l'être à présent.

Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 5 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 7,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République tchèque, 450 F CFA ; République de la Corée, 15 KR ; République de Chine, 1,90 FS ; République de Chine (Taïwan), 2,50 \$.

par Emile Arrighi de Casanova

...the ...

EUROPE

La guerre en Bosnie-Herzégovine

Les forces musulmanes gagnent du terrain dans le Sud de la République

Les forces musulmanes bosniaques se sont emparées, mercredi 30 juin, de plusieurs quartiers de Mostar, la « capitale » des Croates de Bosnie, dans le sud de la République. Foca aux menaces des Croates, qui semblent préparer une contre-offensive, les « casques bleus » se sont retirés de la ville.

ZAGREB

de notre correspondant

Lors d'une offensive lancée aux premières heures du mercredi 30 juin, les forces fidèles au président bosniaque Alija Izetbegovic se sont emparées de plusieurs quartiers de Mostar, considérée

par les Croates bosniaques comme la « capitale » de l'Herzégovine, l'embryon d'un État qu'ils ont proclamé dans le sud-ouest de la République.

Avant la guerre, Mostar, qui abritait 130 000 habitants, comptait 35 % de musulmans contre 34 % de Croates et 19 % de Serbes. La ville, vidée des Serbes et griffée de 20 000 réfugiés musulmans, vivrait aujourd'hui avec 60 % de musulmans, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Annexée par Radio-Sarajevo, ces succès militaires musulmans ont été confirmés par le commandement des forces croates de Bosnie (HVO) ou conseil de défense croate. Les troupes musulmanes ont attaqué à Bijelo Polje, dans les faubourgs nord de la ville, et

ont pris plusieurs casernes du HVO (deux, selon les Croates; trois, selon les musulmans), situées sur la rive gauche (est) de la Neretva, le fleuve qui traverse la ville.

Les musulmans ont aussi lancé une offensive le long de la rivière. Selon Radio-Sarajevo, en s'emparant, plus au nord encore, de plusieurs localités, les forces musulmanes, qui étaient cernées par les Croates dans la vieille ville de Mostar, ont fait leur jonction avec les unités de la sixième armée bosniaque sur la route qui relie Mostar à Jablanica (à 50 km plus au nord).

Les hommes du HVO ayant menacé de tirer sur les « casques bleus » espagnols qui patrouillaient en ville, ceux-ci ont dû s'en

retirer, selon la BBC. En outre, le commandement croate bosniaque a déclaré, face à cette « offensive massive », la mobilisation « de tous les hommes en âge de porter les armes ».

Mercredi soir, alors que les combats se poursuivaient, des sources croates à Mostar ont affirmé que les Croates risquaient de perdre la ville et que la population croate commençait à fuir. Le président du HVO, Jadranko Prlić, a lancé un appel à l'aide aux Croates bosniaques et « aux frères de Croatie et de toute la diaspora croate », tandis que son chef militaire, le général Milivoj Petković, a demandé à l'ONU de faire cesser « de toute urgence » l'offensive musulmane.

JEAN-BAPTISTE NAUDE

« Finale » sanglante

Suite de la première page

En clair, les Croates ont cherché à enterrer un partage ethnique de la République qui ne voulait pas encore dire son nom. Puis, après une offensive croate aussi brutale qu'insouhaitée, en avril, contre des positions et des villages musulmans, le rapport de forces dans la région s'est inversé.

En juin, c'étaient aux musulmans de prendre le dessus et d'élargir leurs zones d'influence en Bosnie centrale tout en assurant le contrôle d'axes de communication. Par villages entiers, les Croates se sont trouvés, à leur tour, jetés sur les routes, leurs maisons incendiées par les extrémistes musulmans; au grand dam des autorités bosniaques qui se retrouvaient, de fait, dans le rôle de « purificateurs ethniques », alors qu'elles préconisaient, depuis le début du conflit, la constitution d'un État unitaire plurinational. Mais la haine accumulée au fil des mois sur le terrain a ses raisons que la politique officielle méconnaît.

Indifférence

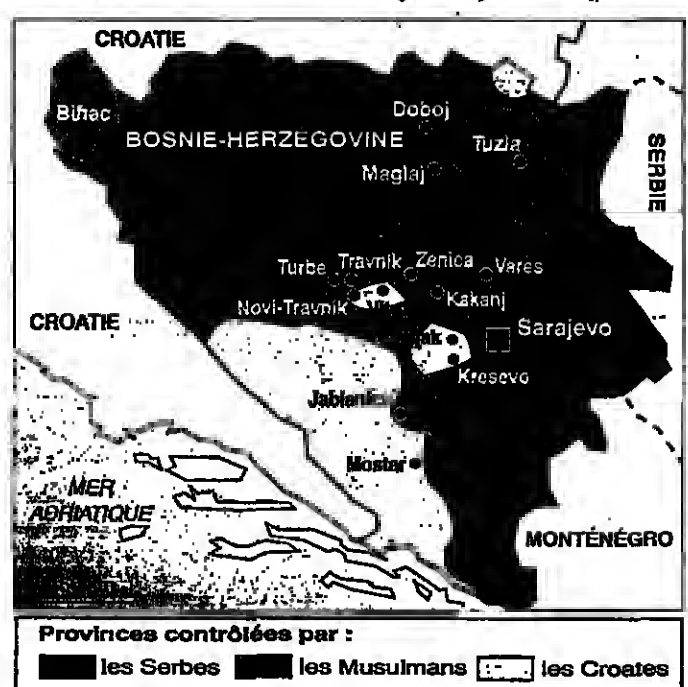
Et chacun, Croate ou musulman, est ainsi devenu assigné à son rôle, assésé l'un par l'autre, tant les deux communautés étaient entremêlées depuis des siècles. Ainsi en est-il de ces localités mixtes qui ont vu, Novi Travnik, Kiseljak ou Maglaj, là, les Croates sont campés de leurs bases arrière, encerclés par les musulmans, qui sont eux-mêmes pris entre les lignes de front serbes et les territoires croates de l'Herzégovine occidentale épinglés sur la Croatie. Assignés ici et là, les musulmans sont globalement enclavés, coupés du monde extérieur. Le sort d'autres régions, comme celles de Travnik ou de Kakanj, est déjà scellé : les musulmans en ont pris le contrôle, et les forces croates en sont parties, évanouies, par la même occasion, les populations civiles croates.

A force de bombardements, de pillages, de destructions d'églises et de mosquées, la Bosnie centrale est devenue une contrée dévastée où se croisent et s'entrechoquent des colonnes de réfugiés fuyant la guerre, chassés de chez eux par le vainqueur ou évacués « préventivement » par leurs propres armées. Dans les zones où les deux camps se sont encore totalement faits, comme à Vitez, les habitants — croates — vivent à leurs occupations, apparemment indifférents à leur sort futur, à leur exode imminent, bête que, déjà, l'eau et l'électricité leur soient coupées, que le ravitaillement se fasse de plus en plus difficilement, ils poursuivent leurs travaux agricoles; certains tendent leur pelouse ou taillent leur haie, comme si de rien n'était.

Régulièrement, plus ou moins proches, résonnent des explosions, des détonations, des rafales; sur les collines environnantes, des usages de fumée montent lentement au-dessus de villages capturés. Dans des jardins captifs de couleurs, des enfants jouent; dans les préfectures, des troupes passent. L'indifférence n'est qu'apparente, qui cache peur ou résignation.

Cadre des forces croates bosniaques (HVO) ou Conseil de défense croate, Ivan Šarić reconnaît que celles-ci, privées de renforts, ont pas les moyens de défendre longtemps Vitez au cas où les forces musulmanes passeraient à l'attaque. Pour cet autre habitant, un retraité installé à la périphérie de

la ville, « l'Yugoslavie » convaincu qui voudrait voir disparaître tous les effets croates, musulmans et serbes responsables de la ruine de la Bosnie-Herzégovine, « l'affaire est simple : il s'attend, en vain, que l'organisation d'un convoi de



protection de l'ONU pour quitter la région. Mais, juste avant de partir, explique-t-il calmement, il grattera une alimette et mettra le feu à sa maison. Puis il rêve qu'il passera par Zagreb où vivent ses deux frères et qu'il ira s'installer en Slovaquie où son fils est médecin.

Kreševo ville fantôme

Toujours en Bosnie centrale, à moins de 30 kilomètres à l'ouest de Sarajevo, les maisons de Kreševo sont soigneusement alignées au fond d'une étroite vallée. Aujourd'hui totalement silencieuse, la localité était majoritairement croate. A la porte d'un magasin, une pancarte pend, dérisoire : « Fermé ». Kreševo n'est plus qu'une ville fantôme. Elle a été évacuée de ses habitants par le HVO à l'approche des forces musulmanes venues du sud et, avant même les premières attaques directes, ses rues sont désertes, ses habitations vides.

Tout, ici, est net, propre, sans vie. A un coin de rue, on découvre soudain trois hommes âgés debout, fixés contre un mur; un peu plus loin, deux autres du même âge, immobiles, sont assis à la terrasse d'un café fermé. Le seul mouvement perceptible est celui d'une draperie croate flottant mollement dans la brise, celui d'un militaire remontant la rue principale et, de temps en temps, celui d'une voiture militaire rompant brusquement le silence. A certains carrefours, des tuyaux de toile métallique enroulés sont branchés à des bouches d'incendie; quatre pompiers veillent à l'entrée d'un garage, à l'intérieur duquel on distingue le capot d'un camion rouge. Tout est prêt; tout est figé dans l'attente.

Surplombant Kreševo, il y a l'église. Huit franciscains ont décidé de rester, « quoi qu'il arrive ». Ils ont donné asile à une vingtaine de personnes âgées, rassemblées dans les dépendances. Au

soixante-huit ans, Ivo o'e pour tout bien que sa petite maison, mais pas d'économie, et il ne veut pas « vivre en réfugié ». Alors, il est resté, à la fois décidé et désespéré. Mato et Ivanka, eux, ont l'air soumis de ceux qui voient le jour échapper, de ceux qui ont remis leur vie entre les mains de tiers. Assis sur les quelques sacs qu'ils ont pu sauver, Mato, Ivanka et leurs trois enfants attendent.

Sous protection française

Dans le grand hall bétonné de la centrale électrique de Kakanj, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kreševo, ils sont ainsi quelques dizaines de Croates à attendre; les plus « anciens » se sont installés sur des couvertures étendues à même le sol ou sur des lits de camp fournis par l'armée française. Dans toute la centrale, ils sont, près de huit cents, recueillis par le bataillon français de « casques bleus » — des hommes du génie sous le commandement du colonel Pierre-Eric Morache — stationnés à Kakanj.

Ici, les combats entre Croates et musulmans ont duré trois jours, du 9 au 11 juin. Ils succédaient à de multiples incidents survenus depuis le mois de mars (dont le meurtre d'un diplomate iranien supposé travailler pour une organisation humanitaire) et à l'issue desquels quelque 15 000 Croates — hommes, femmes et enfants — ont dû partir, quitter leur foyer sous la protection des unités locales du Conseil de défense croate. De 10 000 à 14 000 d'entre eux ont réussi à gagner Vitez, vers l'est, pratiquement sur la ligne de front serbe.

Sept mille ont essayé de fuir en passant de « l'autre côté », mais les Serbes, contrairement à ce qui s'est passé en d'autres points du front, ont exigé que l'évacuation des Croates se fasse sous la supervision du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ce que celui-ci a refusé. Depuis des mois,

estime un officier des « casques bleus », les forces musulmanes affichaient une volonté évidente d'évincer les forces croates et de prendre le contrôle de la région (à 34,5 % musulmanes et à 30 % croates, selon le recensement de 1991); elles y sont parvenues le 11 juin.

Pour ceux des Croates qui n'ont pu rejoindre Vitez, le salut résidait dans cette centrale partiellement transformée en camp militaire français, sur lequel flotte le drapeau bleu de l'ONU. Devant le petit bâtiment, à l'entrée, ils étaient encore, plus d'une semaine après la fin des combats, quelques dizaines à attendre, leurs maigres bagages aux pieds. Au début, raconte le colonel Morache, qui a pris sur lui d'accueillir les civils, ils étaient qu'une cinquantaine. Puis le flot a grossi, obligeant les 275 « casques bleus » français à installer et à entretenir un véritable camp de réfugiés sous leur protection.

Exode

Mato et Ivanka ont tout perdu. Lui était routier. Il avait travaillé cinq ans à l'étranger pour se payer sa maison, que des miliciens musulmans ont volé une semaine avant de les forcer à partir. Tout comme Bozo et Milka, que des combattants musulmans ont menacés pendant une semaine, avant que le couple ne « craque » et ne s'enfuit.

A l'autre bout de la Bosnie centrale, Turbe est un village aux trois quarts détruit, dont les pans de murs de mille musulmans que l'on a vu surgir des lignes serbes, par groupes compacts, obligés de marcher sur cinq kilomètres, poussés par les rafales d'armes automatiques gâchées à l'entrée de la ville. Les Serbes, payés en deux semaines, ont exodé, d'abord en car puis à pied.

Là, dans les premiers jours de l'été, sous un ciel de plomb puis sous une pluie battante, ce sont près de mille musulmans que l'on a vu surgir des lignes serbes, par groupes compacts, obligés de marcher sur cinq kilomètres, poussés par les rafales d'armes automatiques gâchées à l'entrée de la ville. Les Serbes, payés en deux semaines, ont exodé, d'abord en car puis à pied.

Hébétés, accablés, épuisés, des balais mal ficelés sur le dos, certains pieds nus, ils ont défilé, en pleurs ou soulagés, seuls ou en famille, devant les « casques bleus » britanniques chargés d'assurer la sécurité de leur passage. A quelques mètres des soldats anglais, un homme s'est discrètement essuyé les yeux et est passé, la tête haute, devant bilodes et fantassins. Un adolescent a écrié, ses chaussures, qu'il o'e dû de conserver qu'aux lacets qu'il a noués à ses mollets. Un jeune garçon a sauvé ses patins à roulettes, une petite fille sa poupée. Deux vieux d'ont pu emporter qu'un seul sac, tout ce qu'ils ont réussi à arracher au désastre.

Quelques-uns sont passés sans un regard sur le ciel, d'autres en lançant un « bonjour » poli aux « casques bleus ». Une femme qui tenait sa fille par la main a tenu quelques dizaines de mètres, avant de s'effondrer et d'éclater en sanglots, une fois passée la ligne formée par les militaires britanniques. Derrière elle, un homme poussait une bruyante dans laquelle avait pris place l'un de ses compagnons qui s'avançait plus la force de marcher. « Honne à l'Europe », o'a pu s'écouter, payant en voyant défilier la cohorte des réfugiés.

YVES HELLER

« Droit de parole » a cessé d'émettre à la suite d'une plainte de Belgrade

GENÈVE

de notre correspondant

Le bateau *Droit de parole* a cessé d'émettre le 26 juin, à la suite d'une décision de l'Union internationale des télécommunications déclarant recevable une plainte déposée en avril par Belgrade. Depuis trois mois, ce bateau ayant à son bord des journalistes serbes, croates, monténégrins et bosniaques diffusait à partir des eaux internationales de l'Adriatique des informations et de la musique. Il déployait aussi une activité humanitaire, notamment en transmettant des messages de réfugiés à l'intention de leurs familles.

Bernard Kirby, haut fonctionnaire de l'UIT et signataire de l'acte de recevabilité de la plainte serbe, nous a déclaré que cette

décision était conforme au point 2663 de son « règlement radio » en vertu duquel « l'établissement ou l'usage de stations radiophones ou de tout autre engin flottant ou aérien hors d'un territoire national sont interdits ».

Alors que la nouvelle fédération yougoslave a été exclue de toutes les instances onusiennes, les milieux internationaux de Genève sont gênés de constater que Belgrade dicte ainsi sa loi à une institution qui relève du système des Nations unies. Les responsables des émissions du bateau *Droit de parole* viennent de saisir de l'affaire M. Boutros-Ghali, le président d'intercession auprès de l'UIT pour que « la déclaration de recevabilité soit rapportée ».

ISABELLE VICHNIAC

Sur les routes de l'exode...

VITEZ (Bosnie centrale)

de notre envoyé spécial

Scènes de guerre et scènes de paix, drames et joies, images d'angoisse et de sérénité le long des routes de la Bosnie centrale. Fuyés et fuyant, hommes en treillis et garçons en maillots de bain, dans un décor fait de maisons pimpantes et de maisons incendiées, d'églises et de mosquées saccagées.

De ce réseau routier hérité de ce qui fut le Yougoslavie, il reste de longues portions de voies superbes laissant soudain la place à des ébouis, des cratères, des obstacles antichars, des mines, de larges chaussées débouchant sur d'étroites pistes de terre coupant à travers montagnes et haute plaine. Tout cela, dans la région de Vitez, la Bosnie est le royaume de l'incertitude.

Tirs

sans sommation

Du haut de la touraille de son blindé blanc, le « casque bleu » — un Britannique, un Canadien ou un Français, à moins que ce ne soit un Espagnol, un Ukrainien ou un Egyptien — agit négligemment la main. Il répond au salut insouciant d'un gosse torse nu, perché sur le dos d'un épais cheval noir qu'il monte à cru, trottant sur le bas-côté.

Un peu plus loin, le route fait un large coude; à sa sortie, une petite voiture noire, avançant à dix à l'heure; le pore-choc arrière racle la bitume; sur le toit, des valises d'entassement en désordre, mal arrimées, tandis qu'à l'intérieur, une famille est comprimée dans l'étroit habitacle; elle vient de quitter une zone croate pour se réfugier dans une région musulmane avec tout ce qu'elle pouvait sauver. Un peu plus loin encore, deux femmes chargées de sacs marchent péniblement; elles aussi font partie de l'exode per-

manent. De l'autre côté de la chaussée, l'air absent, une badine à la main, un paysan guide une vache sur ses dents.

En un groupe désordonné, des hommes vêtus de treillis poussés progressent le long de la route, le fusil d'assaut à l'épaule, le regard vide, les pieds traînants. Venant à leur rencontre, cinq ou six adolescents rient aux éclats; ils sont en maillot de bain, serviette sur le cou; à peine cachés par les arbres, la rivière n'est qu'à quelques mètres. Au-delà, à flanc de coteaux, des hommes fauchent de vastes prés. Au sommet de la colline, un squelette d'église expose ses murs, noircis par le feu. Au loin, des colonnes de fumée s'élèvent de villages conquis par l'un ou l'autre camp. Des explosions retentissent de façon sporadique.

Hurlant des ordres, un homme surgit un peu en retrait de la route, un lance-roquettes antichar sur l'épaule; prenant à peine le temps de mettre un genou en terre, il tire; le missile rate sa cible — une voiture d'un blanc éclatant, débordant de signes « pressés » et « TV » — de quelques centimètres. Ses compagnons lâchent une série de rafales. C'était simplement un « barrage », l'un de ces multiples « check points » qui morcellent la Bosnie; on ne saura jamais pourquoi les miliciens ont tiré sans la moindre sommation. Le lendemain, ils ont disparu.

A moins de vingt kilomètres, un autre « check point »; là, le geste des miliciens est immuable; invitation à prendre un café, agrémenté d'un verre d'alcool de prune ou d'une assiette de fruits. En contrebas, un torrent rafraîchit l'atmosphère. Installés à la terrasse de ce qui fut jadis un charmant relais de campagne, les miliciens d'avaient tranquillement.

Y. H.

Le sort des époux Draskovic

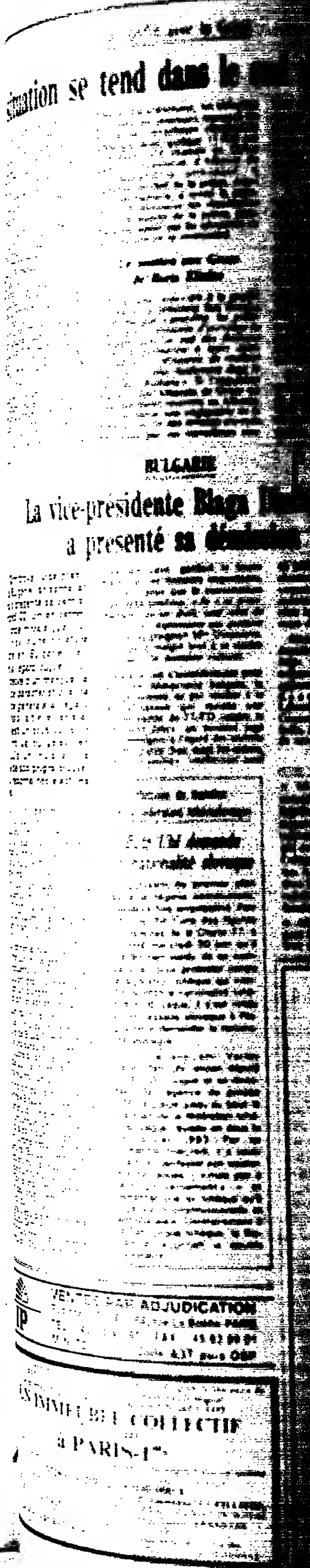
Le chef de l'opposition serbe maintenu en détention

Le parquet de Belgrade a décidé, mercredi 30 juin, de maintenir en détention le chef de l'opposition serbe, Vuk Draskovic, et son épouse, arrêtés le 1^{er} juin, après une manifestation qui avait tourné à l'émeute et provoqué la mort d'un policier. Accusé de « trouble de l'ordre public ayant entraîné mort d'homme », Vuk et Danica Draskovic risquent une peine de dix ans de prison aux termes de la législation yougoslave.

La décision du parquet prise à l'encontre des époux Draskovic, violemment battus lors de leur arrestation et pendant leur détention, risque de susciter de nouvelles réactions de l'opposition, qui a annoncé des mouvements de protestation, des grèves de la faim et le possible retrait de ses députés des Parlements serbe et yougoslave. (Corresp.)

M. Mitterrand : le plan Vance-Owen « commence à appartenir au passé ». Le plan de paix élaboré par MM. Vance et Owen pour la Bosnie « est aujourd'hui en péril », a déclaré François Mitterrand dans un entretien à la presse japonaise publié jeudi 1^{er} juillet. « Je l'ai soutenu parce que c'était la seule solution positive. Je connaissais ses imperfections; cependant, j'espère qu'il produira quelques effets positifs, mais d'une façon générale, il commence à appartenir au passé », a ajouté le chef de l'Etat.

CROATIE : le mandat de la FORPRONU prolongé de trois mois. — Le Conseil de sécurité a prolongé, mercredi 30 juin, de trois mois le mandat de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Croatie mais a accepté de revoir cette décision dans trente jours pour tenir compte des objections de Zagreb. La Croatie, dont le consentement est nécessaire pour le maintien sur son territoire des 12 000 « casques bleus », a demandé à ce que le mandat ne soit prolongé que d'un mois. — (Reuter.)



ASIE

Philippines : Fidel Ramos, un an après

En douze mois, le président philippin a consolidé son pouvoir et cherché à négocier avec les trois rébellions

MANILLE

de notre envoyé spécial

En dépit de quelques attentats et d'enlèvements crapuleux – souvent opérés par un banditisme ayant partie liée avec une police corrompue que le pouvoir s'efforce de reprendre en main – la première année de présidence de Fidel Ramos – élu en mai 1992 à une faible majorité (23,6 %) et intronisé le 30 juin 1992 – a vu un retour des Philippines à une paix civile relative.

Commandant de la gendarmerie sous Ferdinand Marcos, puis l'un des chefs de la rébellion militaire qui – autant que le soulèvement populaire – entraîna, en 1986, la chute du dictateur, enfin tueur de « Cory » Aquino (1986-1992), l'actuel chef de l'Etat a consacré la première année de son pouvoir à consolider ses bases et à gagner ses alliés : ayant réussi à faire désigner des hommes de confiance à la présidence d'une Assemblée et d'un Sénat qui, dans un régime de séparation des pouvoirs à l'américaine, peuvent paralyser l'exécutif, il semble désormais bien tenir les rênes.

La présence d'anciens officiers dans les instances comme dans les coulisses du pouvoir signale, par ailleurs, une évolution dans la gestion des affaires : elle tend à rapprocher les Philippines des « modèles » indonésiens ou thaïlandais. Ici, néanmoins, d'importants contrepoids existent : en particulier une presse qui compte parmi les plus libres d'Asie (souvent même débridée). Autre différence notable : l'armée est loin de constituer une machine politique.

Avant d'élire rétabli la stabilité politique, condition du redressement d'une économie malade, M. Ramos a amorcé un processus de négociation avec les trois insurrections qui troublent l'archipel. Les discussions progressent avec les « soldats perdus » du RAM (jeunes officiers), qui avaient tenté plusieurs putschs contre l'ancienne présidence de « Cory » Aquino.

Et les rébellions communiste et musulmane, qui affectent le pays depuis des lustres, semblent en recul. Parmi les facteurs qui donnent confiance à la politique du président Ramos figurent la nomination de Haydee Yorac à la tête

de la commission chargée de dresser un programme de réconciliation nationale assorti d'une amnistie générale. Juriste et femme à poigne, M^{me} Yorac est très respectée. « Je m'emploie à donner une chance au dialogue », nous dit-elle. Elle doit soumettre un « plan de paix » au chef de l'Etat le jeudi 1^{er} juillet. Ce texte doit comporter une amnistie immédiate et inconditionnelle... Il ne sera pas nécessaire de faire serment d'allégeance. Il ne sera pas nécessaire de rendre les armes », a expliqué M^{me} Yorac. Les rebelles la créditent en général de bonne volonté.

La fatigue de la guérilla marxiste

L'effondrement du régime soviétique a accentué l'isolement du Parti communiste (PCP) ; elle a aussi provoqué en son sein de fortes divergences en matière de stratégie, d'organisation et de vision de l'avenir du socialisme, lesquelles se reflètent sur la lutte armée. Ainsi, même en ce pays qui est l'un des derniers au monde où se poursuit une guérilla marxiste (elle a été lancée à la fin des années 60), la fatigue de la guerre se fait sentir : la Nouvelle armée du peuple (NPA) a perdu huit cent cinquante membres (de 25 800 combattants en 1988, elle n'en compte plus que 11 000) ; et elle n'est plus sur l'offensive.

Le Parti communiste est écartelé entre ses tendances : une minorité est favorable à la poursuite de l'insurrection urbaine (voie dite « nicaraguénne ») ; le retour à la « guerre populaire », modèle maoïste, a des partisans – dont José Maria Sison, fondateur et président du PCP, en exil en Hollande, télu élu l'année dernière à un plénum auquel assistaient huit des quarante-quatre membres du comité central ; et une « nouvelle gauche » qui condamne les méthodes « staliniennes » du PCP et n'exclut pas la lutte dans le cadre parlementaire.

Ce dernier groupe, mené par Ricardo Reyes, ex-secrétaire général du PCP, menace de faire scission. Romulo Kintanar, ancien chef de la NPA, est également en position ouverte avec José Maria Sison. Celui-ci risque la révocation de son permis de séjour en Hollande, les autorités de Manille, agacées par ses prises de position, voudraient s'en débarrasser, et font valoir que sa vie n'est plus en danger. Sur le terrain règne une réelle confusion : les comités régionaux de Manille, de Mindanao et des Visayas ignorent les directives de Sison. Seuls ceux de Luzon lui sont fidèles.

■ NÉPAL : nouvelle journée d'action communiste le 4 juillet. L'Union marxiste léniniste (UML), principal parti communiste du Népal, a annoncé une nouvelle journée d'action à Katmandou pour le 4 juillet. Une précédente grève, le 25 juin, avait dégénéré dans les jours suivants : des tirs de la police contre des bandes de jeunes gens qui attaquaient des édifices publics ou pillaient des boutiques ont fait au moins dix morts. L'UML entend obtenir du gouvernement de G.P. Koirala (Parti du Congrès) qu'il ouvre une enquête, sous l'égide de la Cour suprême, à propos de la mort dans un accident de voiture, en mai, de son secrétaire général Madan Bhandari. (UPI).

Un éclatement du PCP serait la « pire des scènes » et les protagonistes du débat interne en sont conscients, estime Satur Ocampo, l'un des dirigeants du Front démocratique national (FDN), organisation dans la mouvance du PCP qui fait partie du petit nombre de démos politiques libérés (dans son cas, faute de preuve). Six cents sont encore en prison.

L'abrogation des dispositions anti-communistes de 1957, annoncée en septembre, revient à légaliser le PCP. Mais « les circonstances politiques ne se prêtent pas à ce qu'il sorte de la clandestinité : pendant six ans, le gouvernement Aquino a poursuivi les communistes pour des crimes de droit commun », rappelle M. Ocampo. Il faut certes désormais engager d'autres formes de lutte mais il n'y a pas de raison, pour l'instant, de renoncer aux armes », dit-il.

En septembre, à La Haye, le FDN a accepté d'entamer des négociations avec Manille. En 1986, aucune condition concrète n'avait été mise aux pourparlers avec le gouvernement Aquino, qui se traduisait par un cessez-le-feu mais furent sans lendemain. Cette fois, un accord préalable doit intervenir sur plusieurs questions (réformes socio-économiques, droits de l'homme, etc.). Le gouvernement s'était donné jusqu'au 30 juin pour faire des propositions.

Des fondamentalistes parmi les musulmans

Le 30 juin, c'était aussi la date fixée pour renouer le dialogue entre Manille et les séparatistes musulmans, à la suite de pourparlers exploratoires qui ont eu lieu en avril à Djakarta. Après des années de calme précaire, Mindanao, la seconde « île de l'archipel », théâtre depuis 1970 d'un soulèvement qui fit vingt-cinq mille morts, connaît un regain de tension.

Alors que jusqu'à présent cette rébellion menée par le Front national de libération Moro (MNLF) et un groupe dissident, le Front Moro de libération islamique (MLIF), avait un caractère politique « classique », une nouvelle force pourrait constituer le fer de lance d'un mouvement fondamentaliste. Elle s'est constituée à Basilan, autour d'un jeune prédicateur formé au Proche-Orient, Abubakar Abdurajak Janjalani. Son groupe, Abu Sayyaf (« Celui qui tient le

Glaive »), pourrait entraîner la rébellion sur la voie de la « guerre sainte », avant les antagonismes avec les chrétiens, comme ce fut le cas au début des années 70.

Pour le professeur Asiri Abubakar, doyen de l'institut des études asiatiques à l'université des Philippines, il est encore trop tôt pour pronostiquer une telle évolution. L'entrée en scène du groupe Abu Sayyaf, qui avait pris en otage un prêtre espagnol (le Monde du 14 mai), complique néanmoins une équation déjà complexe. Aux combattants du MNLF, estimés à douze mille hommes, et à ceux du MLIF, s'ajoutent en effet, un millier de « soldats perdus » devenus des bandits rançonneurs.

Ces organisations rivalisent, mais sont néanmoins liées par des relations familiales. S'y ajoutent les multiples groupes rassemblés autour des grandes féodalités musulmanes qui ont traditionnellement dominé Mindanao et pactisé avec tous les pouvoirs, avec l'unique souci de conserver leurs privilèges. Manille s'appuie sur elles pour concrétiser une politique d'autonomie restreinte accordée par référendum en 1989 – une autonomie en « peau de léopard » – qui concerne les provinces de Lanao del Sur et Maguindanan, ainsi que les îles de Sulu et Tawi Tawi.

Le Front Moro demande un retour aux accords de Tripoli de 1976, qui prévoyait l'autonomie pour treize provinces. Bien que les musulmans y soient désormais en minorité, le MNLF argue de leur « légitimité » de premiers occupants de Mindanao, victimes de l'arrivée en masse de chrétiens et souvent dépossédés de leurs terres. L'accord de Tripoli ne fut jamais suivi d'effet, et un nouveau cessez-le-feu est intervenu en 1986 après une rencontre entre Nur Misuari, chef en exil du MNLF, et « Cory » Aquino.

Mais à la suite du référendum d'élections dans les provinces autonomes le 25 mars, le MNLF, qui rejette ces consultations, estime que le cessez-le-feu est rompu. Nur Misuari est pourtant incité à renouer le dialogue afin de renforcer sa position de seul interlocuteur de Manille aux yeux de la Conférence de l'Organisation islamique (OCI). Sur le terrain, en revanche, son pouvoir est contesté par les nouvelles forces radicales.

PHILIPPE PONS

► « Le Monde » l'Economica du 22 juin a publié un dossier sur l'économie philippine.

AFRIQUE

BURUNDI : victoire du parti du président élu Melchior Ndadaye

Les élections législatives confirment l'arrivée au pouvoir de la majorité hutue

Les élections législatives, organisées mardi 28 juin, confirment la prise de pouvoir démocratique de l'état-major hutu, avec la large victoire du parti du président élu Melchior Ndadaye. Selon les résultats partiels publiés mercredi, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) semble assuré de remporter soixante-cinq des quatre-vingt-un sièges de la nouvelle Assemblée nationale.

Les seize autres sièges reviennent à l'ancien parti unique, l'Unité pour le progrès national (UPRONA) du major Pierre Buyoya, battu par M. Ndadaye lors de l'élection présidentielle du 1^{er} juin qui, pour la première fois depuis l'indépendance en 1962, a porté un Hutu à la tête de l'Etat. Les quatre autres partis en lice n'ont pas réussi à passer la barre des 5 % de suffrages nécessaires au niveau national pour avoir des

élus. Le processus de démocratisation au Burundi, lancé par le major Buyoya après sa prise de pouvoir en septembre 1987, s'achève donc sur un bouleversement complet des rapports de forces politico-ethniques dans un pays jusqu'alors largement dominé par sa minorité tutsie, alors que les Hutus représentent plus de 80 % de la population.

Cette « révolution » qui s'est déroulée dans le calme doit beaucoup à la « thérapie d'unité » appliquée par le major Buyoya, créditée d'une politique exemplaire même par ses adversaires. Elle doit aussi aux déclarations apaisantes de M. Ndadaye, qui s'est engagé à « guérir les Burundais de leur maladie ethnique ». Immédiatement après son élection, il avait annoncé qu'il désignerait un chef de gouvernement tutsi. (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : les négociations sur l'avenir du pays

Compromis sur le processus constitutionnel

Une Assemblée constituante sera bien élue en Afrique du Sud lors des prochaines élections démocratiques prévues pour avril 1994, mais celle-ci ne sera pas entièrement souveraine. C'est ce qui ressort du compromis auquel sont parvenus mercredi 30 juin les vingt-six formations politiques engagées dans les négociations sur l'avenir du pays. Cette assemblée sera liée par les principes constitutionnels, concernant les pouvoirs et le découpage géographique des régions, qu'auront arrêtés les négociateurs avant le scrutin.

■ ANGOLA : le Mullen Altonne Blondin Beye nouveau représentant spécial de l'ONU. Le nouveau représentant spécial au secrétaire général des Nations unies en Angola, Altonne Blondin Beye, a pris, mercredi 30 juin, ses fonctions en se déclarant décidé « à mettre fin à la guerre » dans l'ancienne colonie portugaise. (Reuters.)

■ NIGERIA : des manifestants libèrent cent quarante-quatre prisonniers. Des manifestants protestant contre l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin ont libéré, mercredi 30 juin, cent quarante-quatre prisonniers détenus à la prison Agodi à Ibadan (140 km au nord de Lagos), selon l'agence de presse officielle. La plupart de ces détenus avaient été emprisonnés pour des délits de

droit commun – meurtres et vols – et certains avaient été condamnés à la prison à vie, a indiqué un responsable de l'établissement en précisant que douze gardiens et huit prisonniers ont été blessés. (AFP.)

■ ZAMBIE : l'opposition appelle à la désobéissance civile. Les trois principaux partis d'opposition ont appelé, mercredi 30 juin, la population à la désobéissance civile à partir du 11 juillet pour protester contre le projet gouvernemental d'austérité économique. Le Parti national unifié de l'indépendance (UNIP, ancien parti unique), le Parti démocratique unifié (UDP) et le Parti travailliste (LP) ont annoncé lors d'un meeting qu'ils avaient formé un « Front unifié » et ils ont appelé à des grèves et manifestations. (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Les Khmers rouges souhaitent être incorporés dans l'armée nationale

A la surprise générale, les Khmers rouges ont informé l'ONU qu'ils désiraient rejoindre l'armée nationale du nouveau gouvernement cambodgien issu des élections de mai. Ils ont de même proposé d'ouvrir « des casques bleus » les quelques 20 % du territoire cambodgien qu'ils contrôlaient, a annoncé mercredi 30 juin la porte-parole des Nations unies.

Les Khmers rouges commandent à quelques milliers d'hommes armés (de six mille à dix mille). Leurs dirigeants ont rencontré mercredi le chef militaire de l'au-

torité provisoire de l'ONU au Cambodge (AFRONUC), le général australien John Sanderson. Le représentant des Khmers rouges en Chine, Chen Younan, est arrivé jeudi 1^{er} juillet à Phnom-Penh pour y négocier le très prochain retour du président des Khmers rouges, Khieu Samphan, qui quitte la capitale le 13 avril, en un geste de rupture avec l'AFRONUC.

Les Constituents a, par ailleurs, approuvé jeudi la composition du gouvernement provisoire, coprésidé par le premier ministre sortant Hun Sen (duo-communiste) et le prince Ranariddh, chef du FUNCINPEC (royaliste), vainqueur des élections. La veille, comme l'Assemblée tenait sa première séance de travail, le drapeau rouge et bleu de la monarchie, pour la première fois depuis 1970, date de l'éviction de Norodom Sihanouk, flottait sur Phnom-Penh. (AP, UPI.)

GRANDE-BRETAGNE

Mesures antiterroristes renforcées dans la City

La police britannique va mettre en place, à partir de la fin de cette semaine, à titre expérimental, un cordon de sécurité autour de la City pour prévenir les actes terroristes de l'IRA, notamment les tentatives à la voiture piégée comme ceux qui ont eu lieu en avril 1992 et 1993. Ce cordon de sécurité, composé de barrières fixes, remplacera les barrières mobiles qui protègent actuellement ce haut lieu de la finance et des affaires. Dans le même temps, des négociations se poursuivent avec

le ministère des transports pour que des provisions ces mesures deviennent définitives. (AFP, AP.)

HAÏTI

Le médiateur de l'ONU affirme que les négociations de New-York auraient abouti

L'aspir d'une solution provisoire de l'interminable crise haïtienne est apparu, mercredi 30 juin, après l'annonce par le médiateur de l'ONU, Danta Caputo, que des accords sur « certains éléments essentiels » étaient conclus. « Cela est une dernière chance et je n'ai pas l'habitude de mettre la même deux fois », a déclaré M. Caputo au début d'une conférence de presse improvisée à Governors Island, à New-York, où se déroulent depuis dimanche les pourparlers entre le président Jean-Bertrand Aristide et les représentants du régime en place à Port-au-Prince (le Monde du 29 juin).

Aucune indication n'était immédiatement disponible sur le contenu des accords annoncés par M. Caputo. Les pourparlers ont tourné jusqu'ici autour des conditions pour la mise à l'écart du général Cédras, inspiéreur du coup d'Etat de septembre 1991 et le retour du Père Aristide au pouvoir. La démission de tout le haut commandement de l'armée haïtienne ne serait plus agitée par le Père Aristide. Ce dernier pourrait en échange nommer sans entraves l'officier qui remplacerait M. Cédras. (AFP.)

MOZAMBIQUE

Le président Chissano en visite en France

Le président du Mozambique, Joaquim Chissano, devait arriver jeudi 1^{er} juillet en France pour une visite au cours de laquelle il évoquera la mise en œuvre de l'accord général de paix dans son pays, a déclaré mercredi le porte-parole du ministère français des affaires étrangères.

M. Chissano, en provenance de Londres, rencontrera notamment François Mitterrand, Edouard Balladur, ainsi que les ministres des affaires étrangères, Alain Juppé, de l'intérieur, Charles Pasqua et le directeur général de l'UNESCO, Michel Mayor. Il devrait quitter Paris samedi matin pour Maestricht aux Pays-Bas.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a rappelé que la France avait été « observateur » lors des négociations qui ont abouti le 4 octobre 1992 à Rome à l'accord général de paix au Mozambique, en soulignant que l'application de cet accord rencontrait « quelques difficultés ». (AFP.)

■ IRAK : confirmation de la détention d'un Français. L'ambassade de Russie au Irak, chargée des intérêts français, a confirmé, jeudi 1^{er} juillet, qu'un Français, Jean-Luc Barrière, était détenu à la prison d'Abou-Ghraib, près de Bagdad, pour entrée illégale en Irak (le Monde du 1^{er} juillet). L'ambassade n'a cependant pas fourni de détails sur ses conditions de détention. (AFP.)

INDE

Incinération forcée d'un gourou

Malgré l'opposition de centaines de personnes, cinq mille policiers ont confisqué mardi 29 juin le corps d'un gourou mort depuis cinquante-cinq jours que ses fidèles refusaient d'incinérer, affirmant qu'il était entré en transe.

La bataille a eu lieu autour d'un eshran (armata) de la banlieue de Calcutta où le dévoué de Thakur Balak Brahmachari – gourou de personnalités indiennes, dont le seigneur, Santan Das, revendique quatre-vingt-dix millions d'adeptes dans le monde – était gardé par des fidèles dans une chambre fraîche. Une loi exige l'incinération ou l'inhumation des corps dans les vingt-quatre heures du décès. Le gourou a été brûlé mercredi sous protection policière sur les bords du Gange. (APJ.)

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes	appartements achats	locations non meublées offres	bureaux Locations
13^e arrdt 60 ARAGO, décent 2-3 P. 3 ^e ét. 62 m ² VUE SUR PARC AUGUSTINE 1 350 000 F Eclairc ARAGO 45-87-11-42	Recherche 2-3 P. PARIS 5 ^e . 5 ^e , 14 ^e , 15 ^e , 16 ^e , 4 ^e , 5 ^e , PAIE COUPAINT, chez natale. 45-73-48-07 même s. son	Paris 19 ^e VOLONTAIRE, Beau 4 P. 80 m ² , 3 ^e ét. Bel int 7 500 F PARTENA : 47-42-07-43	CHATELET rénové, 12 bur., 4-ét., asc. Excellent état. 42-71-23-30.
14^e arrdt Studio, Arago-Nordmann. 8 ^e étage, escalier 51-47. 330 000 F 43-20-77-47	maisons de campagne MAISON D'ECUSE, 40 km sud de Bourges, 175 m ² , grand séjour cheminée, poêles chéris. Cuites caves, quatre chambres. 7. M ^{me} VANHAEL, Beau 2 P. 4 ^e ét. 100 m ² , 3 ^e ét. 3 ^e ét. 250. Sijerden Lower : 6 000 F H. C. GASSI, RUE GAUCHÉ : 45-85-43-43	18^e TROCAËRO , Beau 3 P. 4 ^e ét. 100 m ² , 3 ^e ét. 3 ^e ét. 250. Sijerden Lower : 6 000 F H. C. GASSI, RUE GAUCHÉ : 45-85-43-43	VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services 43-55-17-50.
			terrains PART vend terrain 1 000 m ² près Pointe-à-Pitre, très bien situé, constructible, 320 000 F. Tél. : 15-85-062-20-15

مكتبة الامم المتحدة

L'oppe à la politique

Les cessions aux sociétés

L'ordre du jour

AFRIQUE

[illegible]

Compromis le processus constitutionnel

[illegible]

MONDE

MOZAMBIQUE
Le président Carlos
de Sousa Santos

Le président Carlos de Sousa Santos, à gauche, avec le ministre de l'Intérieur, José Carlos Lourenço, et le ministre de la Défense, António de Almeida, lors d'une cérémonie à Lourenço Marques.

BOIR DE LOU
LES DES APPORTEURS
PARTI ANCIEN 2007

Le parti ancien 2007, le Parti des Apporteurs, a été fondé en 1997. Il est le seul parti à avoir obtenu des sièges à l'Assemblée nationale lors des élections de 2007. Le parti a été fondé par le journaliste et écrivain Carlos de Sousa Santos, qui a été élu président du parti en 1997. Le parti a été fondé en 1997, mais il n'a pas eu de succès électoral jusqu'en 2007. Le parti a été fondé en 1997, mais il n'a pas eu de succès électoral jusqu'en 2007.

POLITIQUE

Motion de censure en réponse à l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur la loi de privatisation

L'opposition veut marquer son hostilité à la politique économique et sociale de M. Balladur

Edouard Balladur n'aura pas maintenu la suspension bien longtemps. Quelques heures après avoir obtenu l'autorisation du conseil des ministres, mercredi 30 juin, le premier ministre engageait, devant les députés, la responsabilité du gouvernement, au titre de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution — qui permet l'adoption d'un texte sans vote, sauf dépôt d'une motion de censure dans les vingt-deux heures — de la loi de dérégulation adoptée par le Sénat et assorti de vingt-deux amendements.

Recourir à une telle procédure quand on dispose d'une majorité aussi confortable que celle de l'actuel premier ministre méritait une explication. M. Balladur invoqua les quelque 3 800 amendements déposés par les socialistes et les communistes sur le projet de loi de privatisation « bloquant ainsi le processus législatif ». A l'issue du conseil des ministres, M. Sarkozy, porte-parole du gouvernement, avait

insisté sur la nécessité de «disposer le plus rapidement possible du texte sur les privatisations afin de ne pas inquiéter les souscripteurs de l'emprunt Balladur, dont elles sont la contrepartie.

Il est vrai que depuis lundi l'opposition utilisait tous les moyens dilatoires qui lui offrait le règlement de l'Assemblée pour retarder l'examen du texte avant la fin de la session parlementaire ordinaire le 30 juin à minuit. Très en forme, elle y avait assez bien réussi puisque mercredi la discussion générale n'était toujours pas entamée.

L'examen du texte aurait pu avoir lieu dans le cadre de la session extraordinaire, mais il semble bien que le Balladur n'ait pas souhaité un débat qui provoquait des divergences dans sa majorité. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, ne s'est d'ailleurs pas privé de déclarer, jeudi matin sur RTL, qu'il «aurait préféré qu'on aille jusqu'au bout

du débat » car « c'est un grand débat que la France méritait ».

Dès l'annonce de l'intilissation du 49-3, qui avait provoqué la fureur de l'opposition en séance, Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée, s'était levé avec vigueur contre une procédure « sans précédent dans l'histoire parlementaire », qui retirait la parole à l'opposition, mais aussi « à ceux de la majorité qui en avaient souhaité s'exprimer sur ce sujet » afin d'éviter les « dissensions ».

M. Séguin :
les droits de la minorité

Dans la foulée, M. Malvy annonçait l'intention du PS de déposer une motion de censure sur la politique économique et sociale du gouvernement et sur le respect des droits du Parlement. Le débat devrait avoir lieu lundi 5 juillet. Ironie du sort : l'annonce du recours au 49-3 par M. Bal-

ladur était intervenue quelques instants après le discours de bilan de fin de session prononcé par le président de l'Assemblée nationale.

Philippe Séguin y rappela le droit d'expression de l'opposition : « *Je connais moi-même, pour avoir été dans la minorité et pour avoir fait usage, le caractère irréprochable du droit d'amendement comme moyen d'expression de cette minorité*, s'entrait ainsi les époufflements des socialistes. *Molt*, avait-il appelé, l'exercice de ces droits n'a toutefois deux limites : le règlement dont je suis le garant; le bon usage de ces débats et le dignité de notre assemblée dont chacun se doit compte devant le pays. »

Dans son intervention, Philippe Séguin devait également, en souhaitant l'amélioration des méthodes de travail parlementaire (par l'institution d'une session unique de neuf mois notamment), émettre certaines critiques : « *Il n'est guère admis-*

si ble que, par l'effet de délais tardifs, les commissions ne puissent donner leur avis sur des amendements dont certains peuvent être d'une très grande portée et même susciter, comme l'actualité récente l'a montré, des controverses qui pourraient aussi devoir être évitées par un examen plus approfondi. Une allusion à peine voilée à l'amendement Marsaud».

Enfin, le président de l'Assemblée a rappelé la fonction de contrôle et de prévention du Parlement en matière de règles communautaires : « Il nous revient d'apprecier la conformité des projets d'actes communautaires aux intérêts de notre pays, de dénoncer si nécessaire le caractère superflu de certaines réglementations... » Une déclaration qui lui valut les applaudissements sur les bancs du RPR mais aussi de la part des communistes et de Jean-Pierre Chevènement.

C. B.

**Les cessions aux étrangers hors CEE
des titres des sociétés privatisées seront limitées à 20 %**

Pour satisfaire sa majorité, bâillonnée elle eussit par l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, le gouvernement e accepté de modifier, par vingt-deux amendements, le projet de loi de privatisation, adopté au Sénat, sur lequel il engage sa responsabilité. Ces amendements, qui émanent du gouvernement lui-même ou des députés, portent sur quatre points principaux :

- La compétence de la commission de la privatisation est élargie à l'évaluation des entreprises sou-

mises à des opérations dites de «*respiration*», quand leur chiffre d'affaires annuel est supérieur à 2,5 milliards de francs ou leurs effectifs supérieurs à 2 500 personnes. Pour les entreprises de taille plus modeste, la consultation de la commission est facultative.

● L'action spécifique, qui accorde certaines prérogatives au gouvernement dans les entreprises à privatiser, quand la protection des intérêts nationaux l'exige, est étendue aux filiales de sociétés publiques en cas de «*respiration*».

● Les investisseurs étrangers non membres de la CEE ne pourront acquérir plus de 20 % des titres ou des parts de la privatisée. Ce amendement présenté par le groupe UDF s'applique aux cessions sur le marché comme aux cessions de gré à gré. Mais, précise l'amendement, « il peut être admis que les cessions de titres intervenant dans le cadre d'un accord de coopé-

ment devra aussi comporter la liste des opérations de « respiration ».

Le gouvernement a, en revanche, refusé de supprimer, comme le proposait un amendement de la commission des finances, l'obligation pour le ministre de l'économie d'agir « sur avis conforme » de la commission de privatisation pour le choix des acquéreurs hors marchés, lors de la constitution de ces groupes d'actionnaires stables.

« Nous avons maintenu cette disposition », a expliqué Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, « car elle est dans la droite

céder pénale, les avocats se sont mobilisés, mercredi 30 juin, afin de défendre les acquis de la réforme engagée en 1992 par le gouvernement de Pierre Bérégovoy. Symbole réuni au siège parisien de l'Association nationale des barreaux (CNB) "ensemble pour les organisations de la profession (1)", a souligné les acquis de ce texte entré en vigueur le 1^{er} mars dernier. Dans la matinée, l'Association des avocats pénalistes (ADAP) avait elle aussi dénoncé les risques de retour en arrière. « Notre combat n'est ni occasionnel, ni politique, ni corporatiste », a souligné le

Réunie le 23 juin, la commission des lois de l'Assemblée nationale, présidée par Pierre Mazeaud, a adopté une démarche différente de celle des sénateurs. En matière de garde à vue, la commission est allée au-delà de la loi actuelle en adoptant un amendement du député RPR Emmanuel Aubert autorisant l'avocat à intervenir dès la première heure de garde à vue, et non plus à partir de la vingtième heure, comme c'est le cas actuellement. A l'initiative du rapporteur,

Les organisations d'avocats s'inquiètent de la réforme de la procédure pénale

A la veille du débat, à l'Assemblée nationale, sur le code de procédure pénale, les avocats se sont mobilisés, mercredi 30 juin, afin de défendre les acquis de la profession. Le 29 juin 1992, par le gouvernement de Pierre Bérégovici. Symboliquement réuni au siège parisien du Conseil national des barreaux (CNB), l'ensemble des organisations de la profession (1) a souligné les acquis de ce texte entré en vigueur le 1^{er} mars dernier. Dans une massive l'Association des avocats a analysé les risques qu'avait elle aussi dénoncés les risques de retour en arrière. « Notre combat n'est ni occasionnel, ni politique, ni corporatiste », a souligné le président du CNB, Guy Danet. Nous nous battons pour défendre les principes de liberté et d'équilibre inscrits dans la loi du 4 janvier 1993.

Réunie le 23 juin, la commission des lois de l'Assemblée nationale, présidée par Pierre Mazeaud, a adopté une démarche différente de celle des sénateurs. En matière de garde à vue, la commission est ainsi allée au-delà de la loi actuelle en adoptant un amendement du député RPR Emmanuel Aubert autorisant l'accès à intervenir des premiers accusés, qu'ils soient ou non pas à partir de la vingtième heure, comme c'est le cas actuellement. A l'initiative du rapporteur, Jean Tiberi (RPR, Paris), l'accès de l'avocat a cependant été repoussé à la trente-sixième heure, soit après la troisième nuit. La commission a donc voté en faveur d'une association de malfaiteurs : ou d'une infraction en bande.

L'ordre du jour de la session extraordinaire

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale eut lieu, mercredi 30 juin, le calendrier des travaux de la session extraordinaire qui s'est ouverte jeudi matin 1^{er} juillet et devrait durer jusqu'au 13 juillet. Philippe Séguin, président de l'Assemblée, e indiqua mercredi que la réunion du 12 juillet avait été laissée ouverte, pour le cas où le Congrès se réunirait à Versailles pour la révision de la Constitution.

L'ordre du jour fixé par décret présidentiel ne comporte pas l'aménagement de la loi Felloux sur l'aide aux écoles privées, le président de la République s'étant opposé à son inscription. Il comprend en revanche les textes suivants : proposition de loi réformant la nouvelle procédure pénale ; projets de loi sur le report de la date d'entrée en vigueur du code pénal ; sur les pensions de retraite et le

sauvegarde de la protection sociale ; sur la transparence des prix du gaz et de l'électricité ; sur les pupilles de la nation ; sur la révision de la Constitution ; sur les privatisations ; sur le code rural ; convention sur la conciliation et l'arbitrage au sein de la CSCE ; accords CEE-Pologne et CEE-Hongrie ; proposition de loi sur les droits des artistes interprètes et des producteurs de phonogrammes ; proposition de loi sur l'enseignement supérieur ; projets de loi sur l'emploi et l'apprentissage ; sur le statut de la Banque de France ; sur la société par actions simplifiée ; sur le code de la consommation ; sur la maîtrise de l'immigration ; sur le règlement définitif du budget 1991 ; sur les contrôles d'identité ; convention entre l'Etat et la Banque de France ; protocole sur la protection du Rhin.

Le gouvernement n'a pas non

L'État considéré comme discriminatoire.

Le gouvernement a accepté de réintroduire cette limite de 20 %, existant dans la loi de privatisation de 1986, pour tranquilliser une partie de sa majorité, qui craint que l'indépendance nationale ne soit menacée par la cession de certaines entreprises publiques stratégiques, comme dans l'armement ou l'aéronautique. Cette disposition n'est applicable qu'au moment de la mise en vente de l'entreprise.

Le gouvernement a aussi intervenu après la privatisation ne permettant plus de contrôler, et *a fortiori* d'imposer, le maintien de ce quota de 20 %.

- L'information du Parlement est améliorée. Le Sénat a institué la présentation par le gouvernement, au moment de l'examen du projet de loi de finances, d'un rapport sur la mise en œuvre des privatisations. Les députés ont souhaité que ce rapport précise le montant et l'utilisation des recettes tirées des privatisations. Le docu-

plus accepté de limiter la durée de vie de l'action spécifique qui donne des pouvoirs importants au titulaire de l'action, à savoir la protection des intérêts nationaux l'étranger. Bien que soucieux de l'indépendance nationale, certains députés « tiquaient » à l'idée que l'Etat pourrait garder *ad vitam aeternam*, dans les sociétés privées, un droit de veto sur certaines décisions de l'Etat ou pouvoir de nommer ses représentants au sein du conseil d'administration. Ces députés avaient proposé de limiter à huit ans la durée de vie de l'action spécifique. Cet amendement ne faisait d'ailleurs pas l'unanimité, le commission de la défense n'ayant pas pu obtenir l'assentiment pour les entreprises de l'aéronautique et de l'armement. Le gouvernement l'a suivi dans cette voie. *Rien ne prouve que les intérêts nationaux les plus essentiels ne seront plus en cause dans huit ans*, s'est affirmé Edmond Alphonse.

L'attitude du Sénat, qui est revenu sur le plupart des dispositions de ce texte au début du mois de juin, a beaucoup inquiété les

Le bulletin de santé

« Le président

aucun trouble fonct

de M. Mitterrand

EN BREF

U Jean-Pierre Kérifaria placé MM. Barre au « centre de gravité de l'UDF ». — Commentent les récentes déclarations de Raymond Barre sur la politique économique de la France, Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, s'estimé, mercredi 30 juin, que l'ancien premier ministre se situe au « centre de gravité de l'UDF » et qu'il y a « une grande coérence » entre M. Barre et M. Giscard d'Estaing. « M. Barre, qui reste pour l'UDF « Monsieur Rigueur », fait réfléchir, a-t-il ajouté, quand il appelle à faire preuve de plus de souplesse dans la politique monétaire et budgétaire. Il y a dans la crise actuelle une dimension nouvelle, qui modifie certains raisonnements économiques. »

□ La popularité de MM. Mitterrand et Balladur en hausse. — Selon un sondage BVA publié dans *Paris-Match*, les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre, sont en mesure moiaire, sont en augmentation. François Mitterrand obtient 46 % d'opinions favorables (41 % en mai) et Edouard Balladur en totalise 59 % (57 % en mai). Un nombre crois-

soit de Français illustres ne mécontentement sur la façon dont le pays est gouverné : 57 % contre 53 % le mois précédent. Ils restent 33 % à être satisfaits. Enfin, « le meilleur candidat pour représenter la droite en cas d'élection présidentielle » est M. Balladur qui, avec un score de 33 %, devance largement Jacques Chirac (19 %).

□ Les parlementaires européens d'extrême droite ne se réuniront pas à Dublin. — Selon le *Times* et le *Guardian* du 1^{er} juillet, le groupe technique des droites européennes présidé par Jean-Marie Le Pen au Parlement de Strasbourg ne pourra se rendre à Dublin (Irlande) du 5 au 9 juillet pour tenir la réunion qu'il organise, chaque mois, dans un pays différent de la Communauté. Après le Sheraton d'Edimbourg (Ecosse), c'est l'hôtel irlandais qui avait été pressenti pour accueillir la douzaine de parlementaires européens d'extrême droite qui s'est disséminé. Le mois dernier, le déplacement de ce groupe à Corfou (Grèce) avait suscité de nombreuses protestations.

La commission des lois du Sénat supprime l'« amendement Marsaud »

a adopté, mercredi 30 juin, un amendement au projet de loi sur la maîtrise de l'immigration, destiné à remplacer l'amendement Marsaud, adopté le 17 juin par l'Assemblée nationale et désapprouvé, le 22 juin, à la demande de M^{me} Veil et de M. Méhaignerie (*le Monde*, des 22, 23, 24 et 25 juin). Le nouvel amendement présenté par Paul Masson (RPR, Loiret), rapporteur de la commission, est ainsi libellé : « En dehors de tout contrôle d'identité, les personnes de nationalité étrangère doivent être en mesure de présenter les pièces ou documents sous le couvert desquels elles sont autorisées à circuler ou séjourner en France, à toute réquisition des officiers de police judiciaire » (nos dernières éditions du 1^{er} juillet).

La nouvelle rédaction revient en fait à supprimer l'« amendement Marsaud » et à rétablir les dispositions antérieures. Seule précision nouvelle : les contrôles de la régularité des séjours pourront s'effectuer en dehors de la procédure des contrôles d'identité. Ces contrôles

Les Français ne sont pas des personnes étrangères, mais les sénateurs ont abandonné l'idée de préciser les facteurs déterminant la qualité d'étranger, comme tentait de le faire l'amendement décrié. Celui-ci autorisait en effet la police à effectuer des contrôles d'identité en se fondant sur « tout élément permettant de présumer de la qualité d'étranger, à l'exception de toute appartenance raciale ». Les sénateurs ont préféré abandonner cette définition qui avait soulevé le courroux de l'opposition et de deux ministres d'Etat.

M. Masson a justifié la nouvelle rédaction de l'amendement en expliquant à l'Agence France Presse que désormais « on ne demandera pas à une personne étrangère son identité, mais on vérifiera son titre de séjour ». Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) a estimé que « l'ombrigué du texte n'était pas levée ». « Pour réclamer un titre de séjour », a-t-il souligné, « on se basera toujours sur des indices extérieurs à la personne ».

indique le communiqué officiel

Le service de presse de l'Élysée a publié, mercredi 30 juin, le bulletin de santé diffusé tous les six mois par le chef de l'État. Signé par le docteur Claude Guibler, ce texte indique :

« M. François Mitterrand, président de la République, n'a subi durant le premier semestre de l'année 1993 des examens cliniques, biologiques et para-cliniques permettant d'apprécier les suites de son intervention chirurgicale de septembre 1992.

» Les examens ont été effectués en janvier, avril et juin 1993 par les praticiens habituels. Le président n'a présenté aucun trouble fonctionnel particulier et les examens cliniques sont satisfaisants.

» Tous les examens complémentaires sont identiques aux précédents, en particulier les marqueurs spécifiques, qui restent stables. »

(Le président de la République a été opéré le 11 septembre 1992 d'un cancer de la prostate. Son précédent bilan de santé, rendu public le 18 décembre 1992, indiquait que « les examens cliniques et l'imagerie n'ont pas révélé de localisation secondaire, les phosphatases acides et alcalines sont normales, les marqueurs tumoraux spécifiques, qui a déclenché son intervention, est encore supérieur à la normale ». Le 6 janvier 1993, à l'occasion de la cérémonie des vœux de Nouvel An à la

presse, M. Mitterrand a précisé que le
 taux sanguin de PSA (prostate specific
 antigen) était de 25 microgrammes par
 litre et qu'il était, avant son intervention
 chirurgicale, de 75 microgrammes par
 litre. On peut donc en conclure que le
 taux sanguin de PSA du président se
 situe toujours aux alentours de 25 micro-
 grammes par litre. En dépit du traitement
 hormonal administré à M. Mitterrand
 (agonistes de la LH-RH et antiandrogè-
 nes), ses médecins ne sont donc pas
 parvenus à normaliser le principal indica-
 teur d'évolution du cancer de la prostate.
 - F. N.]



POLITIQUE

L'interruption du débat sur la loi Falloux au Sénat

« Les obstrueteurs ont gagné »

L'examen de la proposition de loi de Bruno Bourg-Broc, député RPR de la Marne, réformant la loi Falloux sur l'enseignement privé, déjà adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale, a été interrompu, mercredi 30 juin à minuit, au Sénat, alors que venait de s'achever la session ordinaire de printemps. François Mitterrand ayant refusé de l'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire, Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Sénat, a précisé que ce texte serait examiné à la session d'automne.

Ce sont des «obstrueteurs». Il faut un œil expert pour les identifier car rien d'a priori ne les distingue des autres prototypes de l'élo de la nation. Ils ont le costume-cravate aussi grave et les cartables de cuir aussi lestés de documents que leurs semblables. Pourtant, ces «obstrueteurs» ne peuvent dissimuler longtemps leur vraie nature. Ils se meuvent toujours en groupe avec des airs comploteurs. Ils ont la voix éraillée d'avoir trop discuté et le nez plongé dans un volume de l'Encyclopædia Universalis ou un dictionnaire des citations de philosophes des Lumières. On en dénombre deux sous-groupes. Il y a les anciens, blanchis sous le harnais de l'époque 1986-1988, et il y a les nouveaux qui débourent avec enchantement l'après-mars 1993.

On les appelle d'ordinaire les «libustiers», mais François Bayrou a préféré les qualifier de «obstrueteurs». Il était alors 23 heures, mercredi 30 juin, au Sénat. «Les obstrueteurs ont gagné», a lancé sur un ton navré le ministre de l'Éducation nationale, qui interrompait ainsi subitement, à une heure de la clôture de la session ordinaire de printemps, l'examen laborieux de la proposition de loi de Bruno Bourg-Broc, député RPR de la Marne, réformant la loi Falloux sur l'enseignement privé. A cet instant, les obstrueteurs en chef du Sénat — socialistes conduits par Michel Dreyfus-Schmidt et commu-

nistes par Charles Lederman — se sont tassés avec gourmandise dans leur fauteuil de capitaine pourpre. Mais M. Bayrou était pas là pour battre une retraite honteuse. Il a solennellement tenu à exprimer le «sentiment de malaise très lourd» qu'il avait éprouvé tout au long de cette discussion au Sénat. «Le débat a dérapé vers des positions antithétiques et antichrétiennes», a-t-il déploré en faisant allusion à une série d'amendements de l'opposition qui, selon lui, tendaient à «assimiler les religions à des sectes». Il n'en fallait pas davantage pour que l'hémicycle se trouve plongé dans un assourdissant brouhaha. «Inquisition!», entendait-on de côté des bancs de gauche. «Dinosaures sectaires!», répliquait-on sur les bancs de droite. Le charivari fut tel qu'Yves Guéna (RPR, Dordogne), le président de séance, fut obligé de faire tinter sa clochette pour remettre de l'ordre dans un palais du Luxembourg qui n'avait pas connu pareille effervescence depuis bien longtemps.

Répit éristal

L'affaire était-elle donc si grave? «Ces manœuvres d'obstruction n'ont pris tout leur sens qu'en raison de la décision du président de la République de ne pas inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire un texte qui avait déjà été adopté par l'Assemblée», a souligné M. Bayrou, qui a donné rendez-vous à chacun à la prochaine session d'automne.

La victoire arrachée par les «obstrueteurs» ne sembla donc qu'un simple répit éristal. Mais c'en est assez pour les combler d'aise. N'est-ce pas là le premier contretemps subi par le gouvernement de M. Balladur, le jour même, en outre, où celui-ci se voit contraint de «passer en force» à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de privatisation? Deux «poils» lourds du groupe PS du Sénat, Michel Charasse et Pierre Mauroy, ont gagné illico presto le Palais du Luxembourg pour encourager les derniers coups de main des «obstrueteurs». Ils ont été rejoints dans les tribunes par une députation de députés socialistes — Martin Malvy, Julien Dray, Jean-Pierre Balfanz — trop

heureux d'assister à la conclusion du travail qu'ils avaient eux-mêmes engagé, samedi, à l'Assemblée. Tout ce petit monde s'est ensuite congrégué à la buvette autour d'une bouteille de champagne.

Les sénateurs du RPR et de l'UDF avaient choisi, eux, la pièce voisine pour se restaurer en compagnie de MM. Bayrou et Romani et des partisans de l'école privée. On ne méchait pas ses mots aux «petits nouveaux» des socialistes «à la veille d'un petit congrès» (les états généraux du PS à Lyon). Très entouré, Philippe Toussaint, président de l'Union

nationale des associations des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), avait malgré tout bon espoir. «Un processus parlementaire est en cours, dit-il, il est momentanément interrompu. Nous attendons donc la rentrée».

Quant au Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, il était encore sous le choc. Non de l'interruption provisoire du débat, car il pouvait s'y attendre. Mais parce qu'un sénateur communiste venait de l'appeler... «monseigneur».

FRÉDÉRIC BOBIN

Le débat inachevé

par Jean-Michel Dumay

La victoire contre le montre des députés et sénateurs socialistes dans le débat sur le financement de l'enseignement privé est un symbole. Depuis cent quarante-trois ans au bas mot, et l'adoption de la loi Falloux, la question scolaire est un long débat, toujours inachevé.

C'est ainsi. La passion, lorsque le temps presse, laisse poindre la revanche et parfois l'arrogance; il aura fallu, pour s'en convaincre, écouter se déchainer les invectives électorales — «sectaires», «jésuites», «dinosaures», «égarés de l'infirmité». La fureur d'empêcher était digne d'un temps que l'on croyait révolu. Mais le débat sur la laïcité est-il véritablement d'un autre temps? Serait-il plus actuel lorsqu'il porte sur l'école des honnêtes et moins prégnant pour l'école privée à dominante catholique?

Dire, comme le fait François Bayrou, le ministre de l'Éducation nationale, que «des choses ont changé», que les deux écoles — privée et publique — se rapprochent ne suffit pas. Le déclin de l'influence de l'Église n'implique pas, que l'on confonde ou non, le laïcisme. A l'ère épiscopale où laïque du sens se

fait insaisissable, l'affaiblissement parallèle des convictions et des confessions ne doit pas mener à la confusion.

D'une part, pour l'Église, conformément au statut de l'enseignement catholique adopté l'an passé et à son préambule, l'école demeure «un lieu d'évangélisation, d'authenticité apostolique, d'action pastorale, non par le moyen d'activités complémentaires, parallèles ou parasitaires, mais par la nature même de son action éducatrice orientée à l'éducation de la personnalité chrétienne».

Enjeu électoral

A charge pour l'enseignement catholique de redonner force à «caractères propres» que lui reconnaît la loi. D'autre part, pour l'État, la laïcité reste l'un des principes fondateurs de la République qui, comme le rappelle le sénateur (PS) Jean-Luc Mélenchon, n'est pas qu'un simple principe de neutralité, une garantie constitutionnelle des libertés de la République, mais bien un principe de construction active de la citoyenneté. Par ailleurs, croire que la paix scolaire s'installe et que le conflit

M. Mitterrand souhaite que le Parlement se donne un «délai de réflexion»

De «réserves» en «observations», le chef de l'État a pris à plusieurs reprises ses distances à l'égard de l'action de M. Balladur, ce réaffecté strictement dans les limites qu'il s'est lui-même fixées : coopération entre l'Élysée et Matignon dans le domaine de la défense et de la diplomatie; mains libres au gouvernement dans celui de la politique intérieure, sauf graves atteintes au fonctionnement des institutions. En refusant d'inscrire la révision de la loi Falloux à l'ordre du jour de la session extra-

ordinaire du Parlement, François Mitterrand va un peu plus loin, puisque, pour la première fois depuis la victoire de la droite, il ne se contente pas d'exprimer une opinion, mais, par sa décision, contrarie — et retarde — un projet approuvé par le gouvernement, comme il l'avait fait en 1986 lorsqu'il n'avait pas signé l'ordonnance sur les privatisations.

Toutefois, on refuse, à l'Élysée, tout parallélisme avec la situation de 1986. On fait observer qu'à la différence des autres textes inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire, qui portent sur le programme économique et social du gouvernement et relèvent donc, à ce titre, pour des raisons d'efficacité, d'une «logique d'urgence», la révision de la loi Falloux, issue d'une initiative parlementaire, peut attendre quelques mois. Compte tenu des polémiques que suscite cette proposition et de l'importance du «choix de société» qu'elle engage, le chef de l'État «garant de son fonctionnement des institutions», souhaite, précise-t-on, que le Parlement puisse se donner «un délai de réflexion» et élaborer un texte «qui ne se ressent pas des conditions de précipitation dans lesquelles celui-ci a été conçu».

On souligne, dans l'entourage du président de la République, qu'en acceptant d'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire vingt-deux projets ou propositions de loi sur les vingt-trois que soumettait M. Balladur, M. Mitterrand n'a en aucune façon donné son approbation à ces textes, mais qu'à la différence de la révision de la loi Falloux ils ont fait l'objet de larges débats au cours desquels chacun e pu s'exprimer. On rappelle enfin qu'en 1960 le général de Gaulle avait refusé de convoquer une session extraordinaire du Parlement qui lui était demandée par une majorité de députés. M. Mitterrand n'outrepasse pas ses prérogatives, conclut-on, ce se contentant d'écarter un texte de l'ordre du jour.

T. F.

POINT DE VUE

La laïcité, un archaïsme revendiqué

par Jean-François Hory

CURIEUX destin que celui de la loi Falloux, initialement conçue comme la garantie de la «liberté» de l'enseignement et devenue, après les abandons des lois Debré et Guemour et avec le menacement de dépeuplement des établissements publics dans l'école privée, le point de ralliement emblématique de la gauche laïque.

Laïque, l'essentiel est dit. La laïcité : un principe qui ne serait plus guère avouable, une valeur qui fleurirait bon archaïsme. Telle qu'elle est, fût-elle archaïque aux yeux de certains, nous revendiquons la laïcité. Et tout ce que nous voyons nous incline à penser qu'elle n'a peut-être jamais été aussi accrue et nécessaire, et jamais aussi menacée.

Il y a encore beaucoup de citoyens dans ce pays qui pensent que l'école libre, c'est celle de la République et qui pensent aussi que l'argent public devrait aller à l'enseignement public. Même s'ils sont désormais méprisés par une opinion officielle de droite comme de gauche qui, au prétexte de tolérance, arme l'intolérance, il y a beaucoup de Français qui estiment qu'une neutralité absolue doit protéger toutes les institutions publiques — et particulièrement l'école — contre le pouvoir des factions, de l'argent, ou des religions.

La guerre scolaire n'est pas finie

Il est vrai que nous avons perdu en 1984 une bataille politique sur la question scolaire. Était-ce une raison pour amener pavillon? Il est vrai sans doute que beaucoup de responsables sont autant préoccupés par le contenu de l'enseignement que par son statut. En ce qui concerne le statut de l'école, il est devenu sans importance? Il est vrai encore que l'argent public affecté à l'enseignement privé n'atteint pas des sommes exorbitantes. Mais n'y aurait-il pas des dépenses plus symboliques que d'autres? Bien vrai enfin que nombre d'anciens militants laïcs insistent leurs enfants dans des éta-

blissements privés en raison de la dégradation de certains segments du service public. Devons-nous pour autant consentir à cette dégradation et faire du renoncement un exemple?

Chacun peut comprendre qu'une situation politique impose un repli tactique, une pause dans un grand effort. Chacun peut voir que, pour nos concitoyens, les priorités sont ailleurs. Mais nous n'acceptons pas l'idée que la loi laïque serait éteinte et, pour dire les choses bien franchement, pour nous la guerre scolaire n'est pas finie. Que le mot «guerre» soit excessif, nous en convenons, mais cette guerre-là n'a pas été imposée par les républicains. Dès lors que nous voulons que l'école fût gratuite et obligatoire, elle ne pouvait être que laïque. Ceux qui depuis plus d'un siècle s'insurgent contre cette évidence toute simple, ceux-là ont déclaré la guerre. Et elle ne sera pas finie aussi longtemps que l'école, qui devrait être la lumière libérant les consciences, éveille l'esprit critique des futurs citoyens, sera la proie des intérêts économiques, des factions et des corporations, des influences cléricales et de l'irrationnel.

Se trouvera-t-il, à la fin, un responsable politique de ce pays pour dire que la République est déjà assez bonne fille en tolérant l'obscurantisme pour qu'on ne lui demande pas en outre de la financer? Pour des générations de Français, l'école fut le creuset de l'unité nationale, de la cohésion sociale et la matrice de valeurs républicaines constamment actualisées. C'en était trop pour la pensée réactionnaire arc-boutée depuis deux siècles et, puisque la gauche en avait donné les moyens, il fallait décentraliser. Plus que d'autres, les radicaux ont porté et défendu la décentralisation. Plus que d'autres, ils pensent aujourd'hui qu'il faut l'approfondir et la prolonger. Mais en matière d'enseignement, si la décentralisation signifie l'abandon des programmes et des diplômes nationaux, la discrimination par le niveau des investissements, la

renoncement à la gestion nationale des personnels, c'est à la décentralisation qu'il faut renoncer. Sinon notre pays connaîtra un enseignement riche dans les régions riches et un enseignement pauvre dans les régions pauvres; et c'est le projet tout à fait délégué de certains parlementaires de droite.

Pour notre part, nous proposons un système simple, propre à contrecarrer les visées du privé mais aussi le pseudo-ditisme républicain qui privilégie les milieux bourgeois dans les grandes établissements publics. Que l'État calcule le coût moyen théorique annuel d'un élève à tous les stades de sa scolarité et que s'imputent, sous ce plafond, toutes les participations (parents, entreprises, collectivités locales, etc.) autres que celles de l'État à qui incomberait alors le paiement de la différence jusqu'au plafond. Si ce mécanisme prend en compte les coûts réels de l'enseignement, y compris les différences de traitement des enseignants, on se rapprochera de l'égalité sans toucher à la liberté.

Un acte de revanche des conservateurs

En réalité, la poussée actuelle contre une législation déjà globalement très défavorable à l'enseignement public n'est qu'un acte de revanche politique et sociale des conservateurs. Il faut y répondre avec la plus grande détermination. De toutes parts remontent dans notre société les mauvais ruisseaux de l'irrationnel et de la religiosité. L'Europe de l'est s'insère dans le monde arabe et l'intégrisme. Dans le monde arabe, le tribalisme ethnico-religieux bouscule l'humanisme. Chaque terrain — et en particulier le terrain scolaire — est celui d'une bataille dans une guerre qui n'est jamais finie.

Révo, arché, la laïcité? Si cette idée-là est surannée, c'est la République qui est devenue archaïque.

Jean-François Hory est président du MRG et député européen.

La préparation des «états généraux» du PS

Les socialistes font le vide

Suite de la première page

D'autres redoutent, au contraire, que l'effacement électoral de mars ne soit l'épilogue d'une lente agression idéologique commencée, en fait, à la fin des années 70. Masqué par l'équipement de la droite en 1981, mais bientôt mis en lumière par le tournant de 1983, ce déclin, avec des phases d'aggravation et de réajustement, expliquerait que la dernière donne favorable, en 1988, ait été gâchée non tant par avoir été mal jouée que pour s'être révélée, en réalité, injoable.

L'autocritique de Michel Rocard, dans un entretien à *Libération* du 15 juin dernier, se situe à mi-chemin entre ces deux thèses. Soulignant sa fidélité, durant les trois années qu'il avait passées à l'hôtel Matignon, aux aspirations traditionnelles de la gauche que devenaient celles de l'État à qui incomberait alors le paiement de la différence jusqu'au plafond. Si ce mécanisme prend en compte les coûts réels de l'enseignement, y compris les différences de traitement des enseignants, on se rapprochera de l'égalité sans toucher à la liberté.

Michel Rocard dans le lot commun

Cet aven à d'autant plus de poids qu'il est consenti par celui qui, depuis près de vingt ans, s'est distingué en politique par sa culture dominée par les socialistes de ce s'intéresser qu'à la répartition des richesses et de s'occuper rien à dire de sérieux sur leur production. En s'appliquant cette critique à lui-même, Michel Rocard se met dans le lot commun, ce qui lui permet de revenir sur le premier rôle dans cette gauche dont il reconnaît qu'il a partagé les carences, mais avec le mérite de les discerner et de les dénoncer.

En invoquant la continuité «sociale» de l'action de la gauche au pouvoir, il cherche à préserver son droit de censure vis-à-vis de la droite et des mesures de rigueur décidées par le gouvernement, en raison de leur caractère inégalitaire. Cependant, en constatant que la gauche a toujours rien à proposer de convaincant, aujourd'hui sur la question du chômage, sinon la conscience que les «recettes classiques» sont inopérantes, le président de la direction nationale du PS met en évidence le déficit majeur qui affecte son camp.

L'opération «états généraux», dont la première phase se conclut à Lyon, à la fin de cette semaine — trois mois après avoir été ouverte par le comité directeur lors de la mise en place d'une nouvelle direction, le 3 avril dernier, trouve là son sens et aussi ses limites. L'appel à la base était destiné à faire le vide autant qu'à l'occuper.

D'un côté, l'ensemble des socialistes ont pu prendre la mesure de l'ampleur du renouvellement à accomplir pour se doter d'une doctrine économique et sociale susceptible de retenir l'attention. D'un autre côté, en attendant, ils ont pu consacrer leurs efforts au seul sujet sur lequel ils aient pris dans l'immédiat : l'organisation de leur parti, leurs règles de vie commune. La question n'est pas futile puisque, dans ses rangs ou autour de lui, les différents courants qui partagent le projet de faire évoluer la société.

C'est, pour le moment, sur le plan de l'organisation, de la surcelui des idées ou de la stratégie, qu'est recherchée, à travers ces «états généraux» des socialistes, la synthèse : Michel Rocard a besoin d'une majorité solide dans un PS préservant sa diversité. L'état des forces ne lui laisse guère de choix. L'évolution du parti, au cours des dernières années, a été caractérisée par l'affaiblissement et la dislocation des courants, devenus de plus en plus des syndicats d'élus ou de «fédéraux», réunis autour d'un homme et d'une équipe de hauts fonctionnaires. Les échecs électoraux, aux régionales et aux canto-

nales de 1992 puis aux législatives de mars dernier, ont renforcé le poids des fédérations, appuyées sur les militants. Le champ des alliances est ainsi balisé.

Unies pour la circonstance, les deux principales fédérations socialistes, celle du Pas-de-Calais et celle du Nord, proposent à la direction rocardienne un accord durable, fondé sur une organisation interne qui réduirait ou ferait disparaître, même les courants. Le premier secrétaire de celle du Nord, Bernard Roman, a demandé, mercredi 30 juin, que le rapport de synthèse des «états généraux» qui doit être adopté à Lyon devienne le texte de référence unique du congrès ordinaire que le PS réunira en octobre prochain. L'effacement des courants deviendrait ainsi un état de fait, puisque leur existence est fondée, au contraire, sur la présentation de motions concurrentes devant les militants.

Les délégués au congrès seraient élus au scrutin majoritaire à bulletin secret, et non plus désignés par chaque courant en fonction des voix recueillies par sa motion. Le comité directeur serait désigné de la même façon par le congrès. Pour Bernard Roman et son homologue du Pas-de-Calais, Daniel Percheron, l'alternance est simple : ou bien Michel Rocard accepte cet accord; ou bien, au congrès d'octobre, en application des statuts adoptés l'an dernier, il trouvera en face de lui un challenger pour le poste de premier secrétaire du parti.

Les participants aux assises de Lyon, dont le pouvoir sur la suite que le PS donnerait à leurs débats paraissait limité, pourraient donc être investis, par la proposition du Nord-Pas-de-Calais, d'une influence décisive sur l'évolution du parti. Le comité directeur qui se réunira le 7 juillet pour tirer les enseignements des «états généraux» pourrait s'estimer tenu par un vote massif en faveur de la «révolution» que les deux principales fédérations, avec l'appui du maire de Lille, Pierre Mauroy, cherchent à provoquer. En revanche, si leur initiative échoue, la direction rocardienne restera prisonnière de ces arrangements entre courants, dont Michel Rocard lui-même a souvent dit qu'ils avaient empêché le PS de renouveler sa pensée et sa stratégie. Le vide ne sera pas près d'être comblé. On bico le sera par d'autres, ailleurs.

PATRICK JARREAU

SPYGLAS

Maîtrise des Dépenses de Santé

Mitterrand souhaite que le Parlement donne un « délai de réflexion »

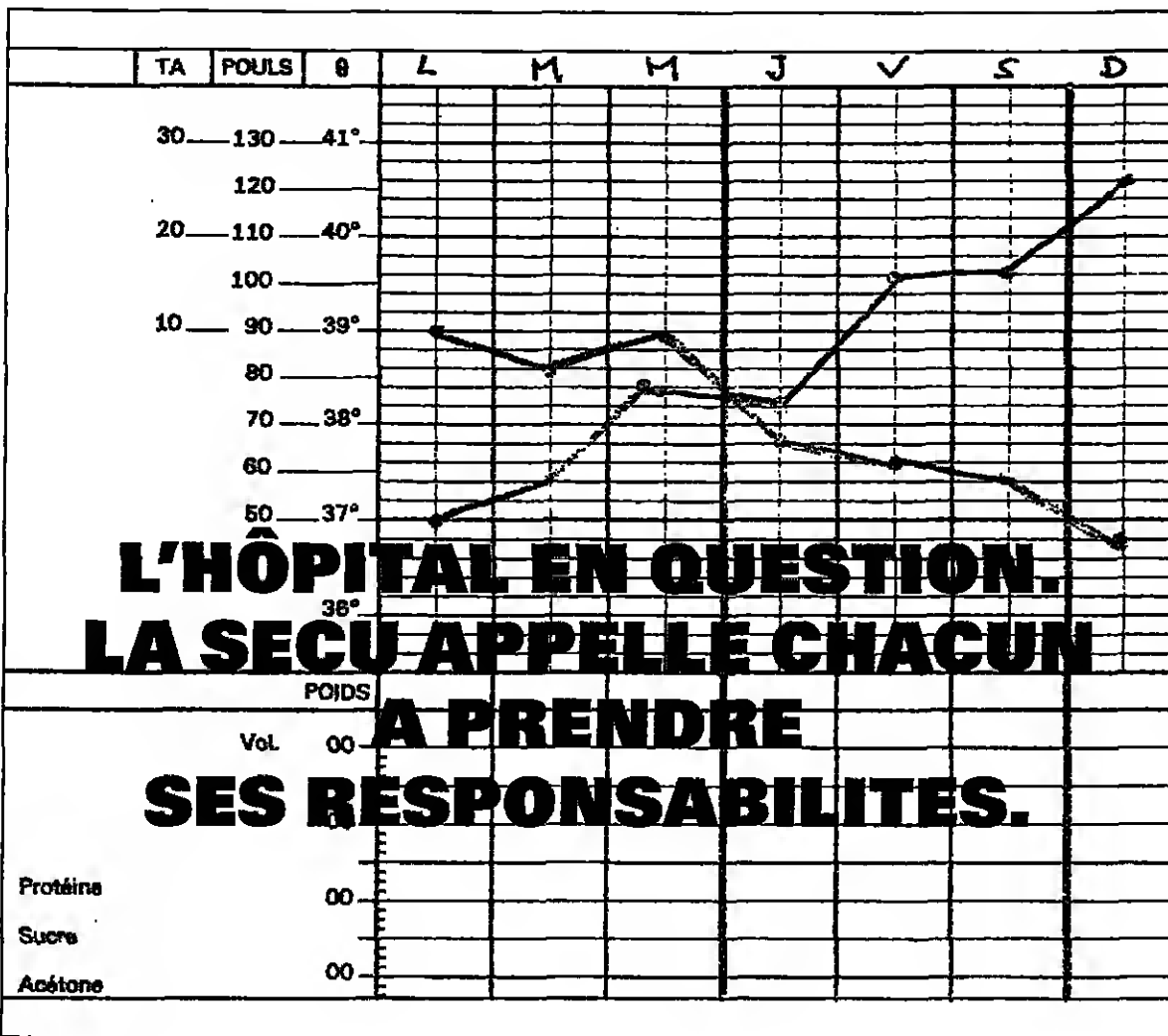
Le président de la République a souhaité que le Parlement prenne un « délai de réflexion » avant de voter la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1994. M. Mitterrand a déclaré à l'issue d'une audience à l'Élysée que le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, est « complexe » et qu'il faut laisser le temps au Parlement de l'examiner.

Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, est « complexe » et qu'il faut laisser le temps au Parlement de l'examiner.

Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, est « complexe » et qu'il faut laisser le temps au Parlement de l'examiner.

LES « GÉNÉRALISÉS » DU PS

Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, est « complexe » et qu'il faut laisser le temps au Parlement de l'examiner.



Notre Sécurité Sociale repose sur la solidarité, et l'Assurance Maladie permet à tous de bien se soigner. Mais aujourd'hui, la progression non maîtrisée des dépenses de santé la met en danger. Certes, ce dérapage est loin d'être la seule cause du déficit, et c'est pourquoi une clarification des comptes est aussi indispensable. Cependant, on ne peut supporter davantage une progression des dépenses de santé qui, depuis 10 ans, est le double de celle des autres pays européens. Enrayer cette dérive est impératif. Chaque jour tout le réseau de l'Assurance Maladie s'y emploie. Il a aussi besoin de vous.

C'est vrai. Le progrès médical permet aujourd'hui d'hospitaliser moins souvent et pour moins longtemps. La Sécu c'est bien ! Et pourtant, un équipement et un parc hospitalier excédentaires incitent à remplir les lits et à prescrire des examens souvent inutiles au lieu de réorienter l'hôpital vers les soins aux personnes âgées et aux handicapés. Une augmentation des dépenses hospitalières de 5 % en 1991 et 8 % en 1992, cela donne à réfléchir... Il ne s'agit pas de rationner mais de maîtriser, secteur par secteur, les dépenses de santé. C'est notre rôle. C'est aussi le vôtre. Chacun doit prendre ses responsabilités. Car l'enjeu, c'est de préserver le droit aux soins pour tous.



Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
des Travailleurs Salariés
sécurité sociale

MAÎTRISER LES DÉPENSES DE SANTÉ, C'EST MIEUX GÉRER VOTRE ARGENT.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les suites judiciaires du match Valenciennes-Marseille

Le joueur Jorge Burruchaga entendu par le juge d'instruction

Le joueur argentin de Valenciennes Jorge Burruchaga, de retour de vacances dans son pays, s'est présenté au palais de justice de Valenciennes, jeudi 1^{er} juillet, vers 9 heures, pour être entendu par le juge d'instruction Bernard Boffy, en charge de l'enquête sur l'affaire de corruption présumée lors du match Valenciennes-Marseille du 20 mai. Jorge Burruchaga se trouvait aux côtés de ses coéquipiers Christophe Robert et Jacques Glassman, la 19^{ème}, lorsque les trois hommes auraient reçu la proposition de corruption de membres de l'OM.

Le mercredi 30 juin, la magistrat instructeur avait perquisitionné pendant sept heures au siège de l'OM mais il n'avait pas entendu le directeur général du club, Jean-Pierre Bernès, toujours hospitalisé. Concernant les soupçons pesant sur le match de l'OM contre le CSKA Moscou le 17 mars en Coupe d'Europe, le président du Milan AC, Silvio Berlusconi, a déclaré que « si les accusations étaient fondées », il demanderait à l'Union européenne de football (UEFA) de rejouer la finale contre les Glasgow Rangers. A Marseille, une manifestation de soutien à l'OM a rassemblé environ 1 500 personnes.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le siège de l'OM, à Marseille, est situé sur la grande artère du Prado, dans un hôtel particulier, de style néo-classique, entouré d'un petit parc planté de magnolias, de lauriers d'Apollon et de massifs de pitosporums. Le juge Boffy, accompagné de quatre policiers lillois et de deux ins-

pecteurs de la brigade financière du SRP de Marseille, y est arrivé en milieu de matinée, mercredi 30 juin, pour effectuer une perquisition surprise qui n'a pris fin que vers 17 heures. Une longue journée pendant laquelle il a épuisé la comptabilité du club, assisté du vice-président de l'OM, Jean-Louis Leveau.

En novembre 1990, déjà, le siège de l'OM avait reçu la visite des policiers marseillais venus effectuer le même type d'investigations dans le cadre de l'affaire du Sporting-club de Toulon. Ils avaient saisi de nombreux documents comptables ainsi que des contrats et des dossiers de joueurs sur la base desquels une

enquête incidente avait été déclenchée par le parquet de Marseille. Celle-ci avait abouti, un an et demi plus tard, à l'ouverture d'une information judiciaire sur la gestion du club marseillais.

Qu'espérait trouver le juge Boffy? Selon M. Leveau, il se serait borné à emporter « quelques documents ». Du moins a-t-il fait preuve de méticulosité. A la mi-journée, il a requis un serrurier pour se faire ouvrir le coffre-fort du directeur financier de l'OM, Alain Larocque, en déplacement à Paris. Les journalistes, éboués, ont également assisté, vers 15 h 45, à la saisie d'une double-croisière se trouvant à l'extérieur du bâtiment.

A sa sortie, le magistrat instructeur s'est refusé à toute déclaration. En début de soirée, il reprenait l'avion sans avoir procédé, comme on avait pu le supposer, à l'audition du directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, dans le service psychiatrique de l'hôpital Sainte-Marguerite. Interrogé par RMC, le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, a déclaré, à ce sujet, que « si les experts judiciaires avaient conclu que l'état de M. Bernès était compatible avec une garde à vue en milieu hospitalier, le juge a, très sagement, décidé de ne pas précipiter le mouvement. Je ne crois pas, a-t-il ajouté, que la justice sortirait grandie d'une telle précipitation ». Il est probable, cependant, que M. Bernès soit entendu, assez rapidement, par les policiers lillois.

Manifestation anti-parisienne

Quelque 1 500 supporters de l'OM (1) se sont rassemblés, par ailleurs, mercredi en fin d'après-midi, sur la Canebière, pour témoigner leur soutien à leur club. Ils ont défilé, sans incidents, jusqu'au Vieux Port, avant de se rendre devant l'hôtel de la ville où devait être présentée la nouvelle équipe de l'OM pour la saison 1993-1994. A travers les slogans et les banderoles brandies dans le cortège, la manifestation a essentiellement pris un tour anti-parisien. Les supporters ont notamment pris, notamment, à partie, Michel Denzot, le président délégué du PSG, mais aussi les rédacteurs en chef de l'Équipe et de France-Football. Le nom des deux journaux parisiens apparaissait également sur l'une des principales banderoles qui énonçaient cette équation sommaire : « F. Football + L'Équipe = justice française ». Plusieurs personnes interrogées exprimaient, par ailleurs, l'opinion, dur comme fer, que « Paris avait payé Robert... »

Les manifestants ont également réclamé, tout au long du parcours, la libération de Jean-Jacques Eydelie, le défenseur de l'OM, incarcéré à Valenciennes (« Robert en prison, Eydelie à la maison ! »). On pouvait lire, aussi, sur d'autres calicots ou pancartes, « fiers de Tapie, fiers de l'OM, fiers de Marseille ». Dans une déclaration au Méridional, le président du Club central des supporters, Jacques Pflissier, avait, toutefois, tenu des propos modérés sur la nécessité de « laisser la justice aller jusqu'à son terme, dans la sérénité ».

GUY PORTE

(1) Sur environ 13 000 abonnés dont 5 000 à 6 000 membres des sept ou huit clubs de supporters.

Dans un entretien accordé à « Paris-Match »

Bernard Tapie affirme que Christophe Robert aurait demandé un prêt de 200 000 francs à Jean-Jacques Eydelie

Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, affirme, dans un entretien publié jeudi 1^{er} juillet par Paris-Match, que « Robert et sa femme ont reconnu avoir téléphoné à leur ami Jean-Jacques Eydelie, un mois avant le match, pour lui demander s'il pouvait leur prêter 200 000 francs pour acheter un restaurant ». Le dirigeant marseillais, qui n'adique pas d'où il tient cette information, affirme : « Ça, ce ne sont pas des rumeurs, c'est officiel. Avouer que ça change la nature du deal ». Le président de l'OM présente ce nouvel élément comme « officiel », mais le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, interrogé jeudi 1^{er} juillet par le Monde, a indiqué que, à sa connaissance, ni Jean-Jacques Eydelie ni Christophe Robert n'avaient jamais évoqué un quelconque prêt.

Le magistrat a également précisé que Bernard Tapie ne lui avait pas parlé de ce prêt lors de leur entrevue du mercredi 23 juin. Dans ce même

entretien avec Paris-Match, l'ancien ministre dit qu'il ne croit pas à la culpabilité de Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM. « Il n'y a qu'un seul témoignage, celui de Christophe Robert, qui dit, aujourd'hui, avoir formellement reconnu la voix de Bernès au téléphone. Or, dans sa première audition, il parait de que qu'un se présentait comme Bernès mais qu'il ne pouvait pas identifier, car il ne le connaissait pas assez. Le crédit que je donne aux déclarations de Robert est égal à zéro. D'ailleurs, tous les joueurs de Valenciennes sont manipulés ». Le président de l'OM précise qu'il ne peut pas encore dire par qui les joueurs seraient manipulés.

Bernard Tapie exprime aussi son soutien à ce qu'on appelle le monde à Paris plutôt qu'à Valenciennes. « L'avocat d'Eydelie a raconté au mien qu'il avait l'impression d'être le défenseur d'un tueur d'enfant, tant le climat était délirant. Le moins que l'on puisse dire est que, la sérénité

indispensable à la justice ne règne pas à Valenciennes ».

Le président de l'OM semble s'interroger sur la façon dont la justice aborde cette affaire. « Quand un crime est commis, à qui profite-t-il? J'ai toujours cru que les hommes de loi partaient de ce principe. Or l'équipe de Valenciennes avait autrefois plus intérêt que la mienne à ce que ce match se termine dans la confusion à partir du moment où elle avait perdu ».

Bernard Tapie s'indigne enfin du comportement du président valenciennois qui « a le culot d'aller demander à la Ligue les deux points de son équipe en première division. Il est incroyable, ce type! C'est inimaginable! Il perd parce que ses joueurs se conduisent comme des voyous et il ose demander réparation. Étonnant moral! le pire est que ça ne choque personne... »

Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

L'ombre de Pierre Bérégovoy et l'honneur d'Alain Boublil

La 11^{ème} chambre correctionnelle du tribunal de Paris a entendu, mercredi 30 juin, les plaidoiries de M^{rs} Thierry Lévy et Jean-Claude Darrois en faveur d'Alain Boublil, ancien directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy, pour le premier fois, les verrous du non-dit politique ont sauté. Alain Boublil est accusé d'avoir transmis à Roger-Patrice Palat, ami du président de la République, l'information confidentielle concernant l'achat du groupe américain Triangle par Pechiney en novembre 1988, lui permettant ainsi de réaliser plusieurs millions de francs de plus-values.

M^{rs} Thierry Lévy a commencé sa plaidoirie en disant des choses désagréables à tout le monde. Dès les premières minutes, il a écrié en cliquant Alain Boublil en une phrase : « L'homme est cassé, fier de sa fonction au point d'être arrogant, sûr de lui ». Et puis, se tournant vers le premier substitut Jean-Claude Merin, il a cinglé : « Monsieur le procureur, nous vous attendons... Nous étions très impatient de savoir comment l'accusation requerrait contre un innocent ».

D'un souffle, M^{rs} Lévy avait aboli le cadre de la 11^{ème} chambre correctionnelle. En quelques mots rugueux, nous nous retrouvions propulsés dans le décor d'une cour d'assises où l'on ne sait jamais ce qui l'emportera de l'odeur de la prison ou du vent de la liberté, ni où l'on se bat pour son honneur comme au Grand Siècle.

Vous avez voulu « criminaliser » Alain Boublil, vous avez requis contre lui deux ans d'emprisonnement, vous avez cédé à l'outrecuidance, signifiait l'avocat, ah bien, chache! Gros calibre contre gros calibre, durent trois quarts d'heure, M^{rs} Lévy a fait feu. Feu contre l'instruction, feu contre l'accusation : « Le juge d'instruction a pris le

goût de plaisir et aujourd'hui le procureur a peur de déplaire ». Feu contre la presse : « Elle n'attend pas même votre jugement pour dire qu'elle est contente. La réputation lui suffit. Votre but est atteint ».

Ce fut donc une plaidoirie sans gants, truffée de petites phrases assassines. Une plaidoirie ouvrant grand les plaies de la politique. Une plaidoirie destinée à plonger l'accusation pour l'insultier et gagner la bataille devant l'opinion, davantage que devant le tribunal. La moindre complaisance visait à imposer l'estocade, comme ce trait lancé au procureur : « Votre même conviction est patiemment respectable même si elle s'exprime avec violence et un certain fanatisme. Mais elle est sous-tendue par une arrière-pensée légitime encore que non exprimée : vous voulez absolument qu'il y ait un lien entre cette affaire et le président de la République ».

« Faut-il mourir pour vous convaincre ? »

Avec cette véhémence maîtrisée qui est sa marque, l'avocat était développer cette analyse : « Vous avez lors de vos réquisitions proféré des insultes à l'encontre d'un mort. Vous avez accusé Roger-Patrice Palat d'avoir « trahi toutes ses amitiés ». C'est la première fois qu'il m'est donné d'entendre bouffer quelqu'un qui est décédé. En accusant la mémoire d'un mort, on s'en promet à travers lui à quelqu'un d'autre, on fustigeait bien sûr ses amis, on étiquetait, et lui seul, la civellière de l'Élysée! Si on garde aujourd'hui Boublil, c'est d'abord pour garder Mitterrand ».

Ainsi M^{rs} Lévy accuse-t-il sans complexe l'institution judiciaire d'avoir pris un gage, voire un otage, en la personne d'Alain Boublil, qui fut de 1981 à 1988 conseiller à l'Élysée, pour servir un dessein politique : nuire à François Mitterrand. Et l'avocat n'ajoute pas s'en tenir là, soutenant que son client ne se retrouve sur le banc

des prévenus, cible de la calomnie, que par l'obstruction de juges aveugles.

Ainsi M^{rs} Thierry Lévy a-t-il assuré que rien ne prédisposait Alain Boublil à être davantage offert en pâture dans un tribunal que tel ou tel, et par exemple l'ancien premier ministre Pierre Bérégovoy qui s'est décoré la mort le 1^{er} mai. « Personne ne peut dire pourquoi il s'est tué, a lancé l'avocat. Mais ce qui est sûr, c'est que tout ce qu'on peut reprocher à Boublil, au point de reprocher à Bérégovoy. Son amitié avec Roger-Patrice Palat, comme celle avec Roger-François Palat ».

Le prêt de 1 million de francs accordé par Palat à Pierre Bérégovoy — dont personne n'avait soupçonné mot dans le prétoire depuis le début du procès — fut alors évoqué par M^{rs} Lévy. Un prêt resté confidentiel jusqu'à la clôture de l'instruction de l'affaire Pechiney-Triangle et qui aurait fort bien pu entretenir l'ouverture d'un supplément d'instruction lors de sa révélation. Un prêt qui bouscula une accusation prompt à écarter tout soupçon à l'égard de l'ancien premier ministre.

Un ennuieusement néanmoins rempant. « Alors, faut-il mourir pour vous convaincre », décocha l'avocat. Et M^{rs} Lévy, pâle, de jeter : « Les enfants de Boublil ont entendu vos insultes. Vous avez rouvert des blessures. Ils ont souffert et ils n'ont pas fini de souffrir. J'aimerais vous y voir! Comment se comporter devant vous? Faut-il qu'il se mette à genoux? Les railleries sont la démonstration de la faiblesse insigne de l'accusation. Quand on est fort, on n'injurie pas ».

La mitraille et le miel

L'avocat demanda alors que la justice rende son honneur à l'ancien haut fonctionnaire et plaide : « Il était parfait à cause de sa vieillesse personnelle, parfait à cause de ses liens avec Mitterrand, parfait à cause du résultat des der-

nières élections, mais il est innocent ».

Après cette mitraille, la plaidoirie de son confrère sembla presque épaissir. D'une voix de miel, M^{rs} Jean-Michel Darrois décocha pourtant des flèches acérées contre une instruction « lacunaire et partielle » et un ministère public recourant « aux canotnières » et « l'occurrence, dit-il, ne résiste pas. Elle ne repose sur aucun élément ». Méthodiquement, l'avocat reprend alors les pistes que les enquêteurs ne se soient pas intéressées à Harris Palsais, aujourd'hui décédé, qui fut le conseiller et le confident de Pierre Bérégovoy, l'ami de Max Théret et de Roger-Patrice Palat, et accessoirement un spécialiste de l'emballage. Ainsi ne comprend-il pas que le juge d'instruction n'ait pas entendu toutes les personnalités que les gendarmes de la Bourse new-yorkaise avaient interrogées : « Le président d'une grande banque parisienne, les présidents de plusieurs grandes entreprises, un ministre proche du premier ministre ».

« Le secret monétaire »

Est-ce de la pudeur, M^{rs} Darrois ne prononce aucun nom. Mais le ton est d'acier. L'avocat revêtit pas à pas le dossier et ne veut pas croire à la version du procureur Jean-Claude Marin. Un exemple permit d'entendre : l'avocat affirme que les négociations entre les groupes Pechiney et Triangle ne remontent pas au 7 juillet 1988 comme prétendu, mais au mois d'avril précédent. A cette date, explique-t-il, le PDG de Pechiney, Jean Gandois, avait son comité stratégique que le groupe industriel « veut procéder à l'acquisition d'une cible majeure ».

En cachant ce fait, Pechiney aurait voulu éviter que des actionnaires minoritaires de Triangle puissent se retourner contre le groupe français alors que l'on sait depuis que durant le même

période, les dirigeants de Triangle recherchaient à bas prix le plus grand nombre possible de titres. Mais surtout, M^{rs} Darrois en déduit qu'Alain Boublil est finalement tardivement informé des projets de Pechiney à la fin du mois de juin. Bien d'autres personnes que lui ont, bien d'autres ont pu parler...

Autre exemple : M^{rs} Darrois conteste fortement l'affirmation du procureur selon laquelle Roger-Patrice Palat a bénéficié d'un tuyau boursier le 13 ou le 14 novembre 1988. Relisant les dépositions des uns et des autres, il démontre que l'ami du président de la République est le plus vraisemblablement reçu en confidence le 15 novembre. De même rappelle-t-il que les ordres d'achat sur le titre Triangle de Max Théret et Robert Rolpin datent du 15 novembre en début d'après-midi. Ce n'est pas là du simple pinaillage : entre le 11 novembre, jour de l'accord de principe entre Pechiney et Triangle, et le 15 du même mois, bien des jours ont passé. « Le nombre de personnes au courant s'est multiplié. Il est impossible de déterminer combien il y a eu de fuites », souligne l'avocat.

Comme son confrère, M^{rs} Darrois en conclut tristement que son client avait été diabolisé. « Comment penser qu'il aurait à l'occasion de cette affaire trahi son comportement depuis tant d'années? », a-t-il demandé. Il a connu tous les secrets d'affaires. Tous. Chaque jour, il était possesseur du secret monétaire. S'il avait voulu faire gagner de l'argent à un copain, il lui faisait gagner des milliards en un coup de téléphone!.

Alors, s'adressant à la présidente Claude Nacquet, il assurait : « Madama, il n'a rien dans cette affaire. Les raisonnements de l'accusation ont été bâtis pour vouer Alain Boublil à la vindicte publique. Ce n'est pas le relaxe de cet homme que je vous demande, mais de lui permettre d'être réhabilité ».

LAURENT GRELSAMER

L'affaire des disparus de Mourmelon

Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

Pierre Chanal a été mis en examen le 30 juin à Châlons-sur-Marne par le juge d'instruction Muriel Fusio, pour « séquestrations et assassinats » dans le cadre de l'affaire de Mourmelon, en raison des conclusions de « l'examen atomique de chevreux ». La procédure concerne six jeunes gens — cinq appelés et un civil — âgés de dix-huit à vingt ans, qui ont mystérieusement disparu entre 1980 et 1987, alors qu'ils quittaient en auto-stop les camps militaires de Champagne, entre Mourmelon, Châlons-sur-Marne et Mailly-le-Camp, pour rejoindre leurs familles lors de permissions. Le dossier d'no septième est toujours en instruction à Troyes.

L'ancien adjudant-chef du 4^{ème} régiment de dragons de Mourmelon avait été condamné en octobre 1990 à dix ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Saône-et-Loire, pour viol et attentats à la pudeur avec violence et séquestration. Surnommé à l'époque « Rambo » par les enquêteurs et les médias, l'ex-militaire avait été arrêté en août 1988, près de Mâcon, alors qu'il séquestrait dans son camping-car un jeune Hongrois qu'il venait de torturer.

Déjà soupçonné d'être responsable de la disparition des sept victimes, dont trois avaient servi sous ses ordres lorsqu'il était instructeur à Mourmelon, Pierre Chanal, qui jure sa peine à la maison d'arrêt d'Ensisheim, n'avait pu être formellement inculpé, faute de preuves. Selon Patrick Poirier, procureur de la République à Châlons-sur-Marne, les conclusions de l'expertise atomique comparée des cheveux de Chanal et des victimes, menée pendant plusieurs années par l'institut de physique et d'électronique de Metz, imposaient de le « mettre en examen avant de poursuivre plus avant le dossier d'instruction ». Il pourrait bien s'agir d'une des clés d'une enquête qui s'est déroulée entre 1983 et 1992.

■ Affaire Botton : Michel Chérasse porte plainte contre X. — Michel Chérasse, socio-moistère du budget, a déposé une plainte contre X pour « violation du secret de l'instruction », après la publication par le Monde du 29 juin d'un article sur l'affaire Botton, a annoncé, mercredi 30 juin, M^{rs} Gilles-Jean Foncejo.

DÉFENSE

La France met en garde l'Allemagne contre un abandon du programme d'hélicoptères Tigre

Le ministre de la défense, François Léotard, a affirmé, mercredi 30 juin, à l'Assemblée, que « la France attachait la plus grande importance » au programme franco-allemand d'hélicoptères de combat Tigre/Gerfaut, actuellement remis en cause par l'Allemagne. Outre son attachement au « développement de la société [franco-allemande] Eurocopter », qui a été chargée de concevoir ce programme, la France « a besoin » des hélicoptères Tigre/Gerfaut « pour ses forces armées et elle considère qu'une coopération avec l'Allemagne sur ce sujet est capitale ». A-t-il ajouté en réponse à une question d'Henri d'Antilly, député socialiste des Bouches-du-Rhône.

« Ce programme sera poursuivi », a assuré M. Léotard en rappelant toutefois que les Allemands « remettent en cause en partie le calendrier, mais surtout leurs besoins » co-hélicoptères Tigre. A l'origine, l'Allemagne envisageait d'acquiescer 212 Tigre en version antichars, un nombre qu'elle souhaite réduire à moins d'une centaine (le Monde du 18 juin). La France prévoit de se doter de 140 Tigre antichars, et de 75 Gerfaut en version appui-protection.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

الصحافة

EURO NSCC

ruction

suppression. Il est probable que St. Bernadine soit un rapatriement par les...

réhabilitation

200 supporters de l'OM... Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

réhabilitation des... Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

du PORT

les 1000... Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

Roubil

suppression de l'usage... Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

suppression de l'usage... Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde sans visa

T. GOSLANER

L'affaire des séquestrations et assassinats

Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

Pierre Chanal est mis en examen pour « séquestrations et assassinats »

DÉFENSE

La France met en garde l'Allemagne contre un abandon du programme d'hélicoptères

La France met en garde l'Allemagne contre un abandon du programme d'hélicoptères

"Citroën ZX Aura Turbo Diesel élue meilleure voiture française."

(Auto-Plus n° 249.)

"Auto-Plus élu meilleur hebdomadaire français."



Pendant l'été,
dans 130 villes, comme à Paris,
Le Monde
est en vente le soir de sa parution



هكذا من الاصل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Grâce à une nouvelle banque de données informatique

France-Transplant annonce une plus grande transparence dans l'utilisation des organes prélevés

L'association France-Transplant devait annoncer, jeudi 1^{er} juillet, la mise en place d'un nouveau système informatique concernant l'ensemble de l'activité de transplantations pratiquées en France. Après une série de controverses, ce système vise notamment à une plus grande transparence dans l'utilisation des organes et des tissus prélevés post mortem.

Baptisée « Cristal », la banque de données informatique, financée grâce au mécénat (1), a pour objectif de fournir à tout moment et en temps réel la liste des malades en attente de greffe, la répartition des organes prélevés et le choix des receveurs. « Cristal » tiendra également à jour le registre exhaustif des prélèvements effectués et des greffes réalisées. En d'autres termes, l'outil informatique devrait offrir une transparence jusqu'ici jamais atteinte.

La première phase de l'installation de cette banque de données, réalisée au début de cette année, a consisté à transférer le serveur groupant la liste des malades en attente de transplantation d'organe au siège parisien de l'association France-Transplant. Ainsi, dès maintenant, les différentes équipes spécialisées peuvent consulter en temps réel le fichier de chaque donneur ainsi que le registre national d'inscription des receveurs. « Cela permet un contrôle précis de toutes les données et la mise en place des premières étapes néces-

saires à la création d'une base unitaire pour l'ensemble des données nationales », indique-t-on à France-Transplant.

An printemps 1994, lorsque la seconde phase sera terminée, on disposera alors de l'unification de toutes les applications sur un ordinateur central et d'une diversification des moyens d'accès. « Cristal » interviendra alors à tous les niveaux de la chaîne de transplantation : malades en attente, donneurs et répartition des greffons, greffés et suivi des greffes. Les malades seront inscrits sur des registres nationaux par le médecin responsable de l'équipe de transplantations. Ces registres comporteront l'ensemble des données médicales indispensables (identité, diagnostic, groupes sanguins et tissulaires, poids, tailles, degré de priorité, etc.) afin de « faciliter la sélection des malades susceptibles de recevoir le greffon ». Cette banque de données permettra également le recensement exhaustif des organes et des tissus disponibles, les causes de non-prélèvement ainsi que la destination des organes et des tissus.

Baisse du nombre des greffes

Outre une amélioration de l'efficacité du système des transplantations, il s'agit de mieux faire respecter « les règles nationales de répartition », et ce, explique-t-on à France-Transplant, « afin de ne pas donner aucun organe et de respecter fidèlement les priorités d'accès des malades en attente ».

Il sera en particulier très instructif de noter si cet outil informatique parviendra à intégrer les données relatives aux tissus. On seil depuis un récent rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) qu'une certaine « anarchie » règne dans le recueil et l'utilisation des tissus prélevés sur des cadavres (le 1^{er} juillet du 5 mars et du 19 juin). L'association France-Transplant, qui ne gère que l'activité relative aux organes (structures qui ne peuvent être conservées au-delà de quelques heures), parviendra-t-elle à harmoniser l'activité que tente de coordonner la jeune association France-Tissus ?

L'annonce de la mise en œuvre de « Cristal » intervient alors que rien n'est acquis sur la réforme éventuelle de France-Transplant. L'association refuse sa transformation en un groupement d'intérêt public, préférant la concession de service public. Enfin, alors que les équipes de transplantations doivent faire face à un accroissement des refus de prélèvement, et donc à une baisse du nombre des greffes (-10 % en 1992), le projet d'un registre national informatisé des opposants aux dons d'organes semble ne pas progresser.

JEAN-YVES NAU

(1) « Cristal » est notamment financée par la Caisse nationale de prévoyance (CNP), filiale de la Caisse des dépôts. France-Transplant avait déjà dans le passé, bénéficié, pour différents aspects d'information, du soutien d'Air France et des Dernières Nouvelles d'Alsace.

La recherche sur les greffes de moelle osseuse

Accord entre le centre anticancéreux Léon-Bérard et la société américaine Systemix

LYON

de notre bureau régional

Le centre de lutte contre le cancer Léon-Bérard, à Lyon, et la société américaine Systemix, filiale de Sandoz, ont décidé de s'associer pour développer la recherche sur la culture de cellules souches destinées à améliorer les chances de réussite des autogreffes de moelle osseuse. Aux termes d'un accord rendu public le mercredi 30 juin, ce laboratoire californien doit implanter une unité dans l'enceinte de l'hôpital lyonnais en vue d'engager rapidement les essais cliniques et thérapeutiques.

Pratiquée avec les propres cellules du malade, l'autogreffe de moelle osseuse pour le traitement des leucémies, des lymphomes ou des tumeurs solides, comporte encore une part importante de ris-

ques de rechute. Depuis une dizaine d'années, les efforts des médecins et des chercheurs ont porté sur l'élimination des cellules malignes contaminantes, par un processus de division effectuée lors de purges de moelle. Avec la découverte d'un antigène marquant « CD34 », il a été possible de réaliser, avec plus de succès, des mini-greffes à partir de cellules souches améliorées.

L'accord que viennent de signer le centre de lutte contre le cancer Léon-Bérard et Systemix, une société américaine de Palo-Alto (Californie), vise à perfectionner cette technique. Après des essais sur des souris, le laboratoire californien a élaboré un brevet industriel de détection d'un antigène supplémentaire, THY1+, permettant une identification affinée des cellules souches. Dès lors, il

deviendrait possible, non plus de chercher à éliminer les parties contaminées, mais de sélectionner des cellules « pures », à la fois réinjectables au malade et utilisables, par un processus de culture, dans le transfert de gènes, le traitement des effets de la chimiothérapie.

Systemix obtient ainsi la possibilité de lancer, dès l'an prochain, des essais cliniques et thérapeutiques sur des malades. Bien que les espoirs de réussite restent à démontrer, le centre lyonnais envisage, pour sa part, des évolutions suffisantes non seulement dans le traitement de la maladie mais aussi dans la technique de sélection des cellules décontaminées à partir de plaquettes sanguines, et non plus à partir du prélèvement, douloureux, de moelle osseuse.

MICHEL DELBERGHE

IMMIGRATION

Au guichet des étrangers

Suite de la première page

D'autres, malins, tentent de passer en force et remontent allègrement le fil : « Madame, c'est juste pour savoir si... », provoquant un tonnerre de protestation, et un geste sans appel de la guichetière. Rester debout et attendre son tour, telle est la consigne, même si c'est une heure pour rien. Que, dans un moment de faiblesse, la vigile dame s'es-saie, et elle perdra son tour. Qu'importe si, dans l'autre file de la sous-préfecture, dévolue aux papiers de conduire et aux cartes grises, un simple système de tickets numérotés évite les stations debout et les algèbres.

Conseil poli et abolement hystérique

Au guichet des étrangers, les échos de voix sont pour ainsi dire programmés. Qu'il s'agisse de retirer un formulaire, de s'inquiéter d'une demande de carte de séjour ou de demander l'acte politique, la consigne oscille entre « e-ne-ve-nir » et, dans le meilleur des cas, « at-tendre », formulée sur tous les

tone d'une gomme ellent du conseil poli à l'abolement hystérique. A intervalles réguliers, un incident fait grincer la tension. Le commissaire algérien n'a pas compris assez vite que l'employée lui réclame une justification de son changement d'adresse. Il finit pas produire le document requis. Trop tard : « Tout à l'heure, vous ne l'aviez pas ! Vous reprenez un autre rendez-vous ! ». L'intéressé proteste. Dialogue attendu :

« Vous vous moquez du monde ! Ça fait vingt-cinq ans que je suis en France !
- Allaz-y, insultez-nous !
- Je veux voir votre chef de service !
- Sûrement pas, rappelez un ticket ! (il faut pour cela reprendre toute la file d'attente)

L'Algérien finit pas se retirer en maudissant à haute voix « Pasque, mes couilles », tandis que l'employée prend à témoin l'une de ses collègues sans baisser le ton : « Le suivant, je vais le massacrer, ça va finir par arriver ! »

Un peu plus tard, le même fonctionnaire sera nattement plus

aimable pour expliquer à un jeune Polonais qu'il faut avoir gardé la même employeur pendant trois ans pour obtenir une carte de résident, accompagnant son refus d'un « e-ne-ve-nir ». Ce type d'ambivalence reste exceptionnel : les étrangers savent que venir à la sous-préfecture est un long et mauvais moment à passer. La jeune fille au pair anglaise venue renouveler ses papiers n'a pas l'intention de perdre son temps. Pendant que l'employée farfouille dans son dossier, elle poursuit la lecture du roman de Philippe Djian qu'elle a posé à même le guichet.

Certains perdent une demi-journée de travail pour s'entendre répéter que la carte qu'ils attendent impatiemment est « en cours de fabrication », ou qu'il faut apporter toutes les pièces originales et pas seulement les photocopies. Tous les étrangers de la file d'attente ne sont pas de parfaite bonne foi, et certaines employées s'adressent à eux dignement. Mais tous semblent prisonniers d'une organisation barbare et de l'atmosphère méprisante du moment.

Entre deux policiers

Les habitués du lieu murmurent d'indignation lorsque, au milieu de la matinée et en pleine affluence, l'employée disparaît durant cinq minutes, puis revient après avoir troqué son tailleur à

SPORTS

TENNIS : championnats de Wimbledon

Boris Becker, le phénix

Les quatre premières têtes de série des championnats de Wimbledon, les Américains Pete Sampras (n° 1) et Jim Courier (n° 3), le Suédois Stefan Edberg (n° 2) et l'Allemand Boris Becker (n° 4), se sont qualifiés, mercredi 30 juin, pour les demi-finales du tournoi. C'est la huitième fois que cela se produit dans un tournoi du grand chelem depuis l'instauration du professionnalisme en 1968 et la première fois à Wimbledon.

Pour parvenir à ce stade de l'épreuve, Stefan Edberg et Jim Courier, qui rencontraient les deux seuls joueurs non têtes de série parvenus en quarts de finale, respectivement le Français Cédric Pioline et l'Américain Todd Martin, n'ont pas eu de difficultés particulières. En revanche, Pete Sampras et Boris Becker ont longuement bataillé, contrairement, respectivement, à Andre Agassi (2 h 48), et le champion de 1991, l'Allemand Michael Stich (4 h 14). Les demi-finales promettent d'être particulièrement équilibrées vendredi 2 juin. Sampras et Becker (3 à 3) ainsi que Courier et Edberg (4 à 4) s'étant partagé les victoires lors de leurs précédentes confrontations.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Le protocole des championnats de Wimbledon est strict. Il prévoit notamment que les joueurs qui viennent de disputer un match sur le centre court regagnent les vestiaires ensemble et qu'avant d'y pénétrer ils inclinent le buste en direction de la loge royale (les femmes doivent faire une révérence).

Michael Stich, membre de droit du All England club depuis qu'il a gagné le tournoi en 1991, ne peut pas ignorer cette coutume sacrée. Qu'il l'ait outragé mercredi soir révélerait bien sa déception après la défaite. Une déception d'autant plus vive qu'il s'était doublement trompé. D'abord il avait sous-estimé son adversaire, l'ayant battu trois semaines auparavant en quarts de finale du tournoi de Queen's, ensuite il avait prévu une rencontre cannyseuse sous prétexte que les précédentes avec ce partenaire l'avaient été.

Dans les deux cas, Boris Becker l'a pris en défaut : il a disputé, de superbe façon, le match le plus intense sinon le plus long depuis le début de la quinzaine, le plus lourd de sens assurément. Depuis quel-ques temps, on se demandait en effet si Boris Becker avait encore la tête sur le tennis. On a maintenant la réponse.

A son âge, vingt-cinq ans, le Suédois Björn Borg et l'Américain

John McEnroe s'étaient mis en congé du circuit. N'était-il pas dans un état d'esprit analogue à ces anciens super-champions ? Avec trois Wimbledon (1983, 1986 et 1989), un Flushing Meadows (1989) et un Melbourne (1991) à son palmarès, n'avait-il pas épuisé toutes les joies de la compétition, n'aspirait-il pas à s'évader de la cage dorée des stars ?

Depuis plusieurs mois en tout cas, son nom apparaissait plus souvent dans les rubriques faits de société que dans les comptes rendus sportifs. Sa relation avec un mannequin noir, ses prises de position contre l'apartheid faisaient plus enlever d'encre que ses perfor-

Boris Becker, le phénix ? C'est un peu le joueur de dix-sept ans qui avait ravi Wimbledon en 1985 qui jouait mercredi soir, celui qui n'hésitait pas à rouler-bouler pour tenter une volée impossible. Sur le court, c'est aussi un joueur qu'on ne connaissait pas, un jeune homme silencieux comme un trap-piste. Même Michael Stich en a été étonné : « Pendant la finale de 1991, il n'avait pas arrêté de s'in-vec-tiver ; cette fois, il n'a pas dit un mot. Il était totalement concentré ».

Est-ce déjà l'empreinte de l'entraîneur qui a commencé à s'occuper de lui avant les Internati-

Cédric Pioline premier Français

LONDRES

de notre envoyé spécial

Cédric Pioline n'a pas cherché de mauvaises excuses. Il portait une genouillère pour effrayer Stefan Edberg en quarts de finale des championnats de Wimbledon, mercredi 30 juin. Ce n'est pas cela qui l'a handicapé. S'il a perdu contre le Suédois, c'est qu'il n'a pas pu garder l'avantage quand il a mené 4-0 dans le deuxième manche. On ne lui en voudra pas.

Arriver au cinquième tour dans un tournoi du grand chelem ratera une belle performance, d'autant qu'il a battu au passage l'espoir ukrainien

Andre Medvedev. A vingt-quatre ans, un âge où certains joueurs commencent à penser à la retraite, Cédric Pioline continue de progresser.

Il a gagné une cinquantaine de places au classement mondial depuis le début de la saison, et se performance à Wimbledon devrait le faire passer devant Guy Forget, lui confiant ainsi le rang de premier Français.

Reste maintenant à savoir si l'équipe de France peut se passer de lui pour le Coupe Davis au printemps, que son entraîneur n'opère pas dans le cadre fédéral ?

A. G.

menées depuis bientôt deux ans. C'était comme si quelque chose s'était cassé en lui après le finale des championnats de Wimbledon 1991 qu'il avait perdue face à son compatriote Michael Stich.

Alors qu'il avait commencé cette année-là à la première place mondiale, il ne cessera dès lors de régresser et, tout en continuant de gagner quelques tournois, il ne dépassera plus le cap des quarts de finale dans les quatre levées du grand chelem auxquelles il participera. A cet égard, l'année 1993 s'ouvrira encore pire, puisqu'il a été éliminé au premier tour à Melbourne et en deuxième à Roland-Garros.

Totalement concentré

On craignait donc de retrouver à Wimbledon, et particulièrement face à Michael Stich, un Boris Becker en pleine dépression, incapable de relever à nouveau le défi de ce jeune compatriote qui semblait avoir scellé son destin. On est pleinement rassuré. Alors que sa victoire sur Henri Leconte en huitièmes de finale ne prouvait pas grand-chose sinon que l'Allemand avait un grand service, celle sur Michael Stich est comme l'annonce d'une renaissance au tennis, la promesse de lendemains qui chantent.

nationaux de France, Eric Jelen ? Boris Becker n'est pas seulement plus concentré, il semble aussi en meilleure forme physique, plus « affûté ». Un véritable mur en somme, dans lequel Michael Stich ne pas trouvé la moindre faille : il a eu neuf balles de break, mais n'a pas réussi à prendre une fois le service de son adversaire, les deuxième et troisième manches ne lui revenant qu'au tie-break.

« Quand Stich m'a battu au Queen's, je jouais à 75 % de mes possibilités. Maintenant je suis à 90-95 % », avait prévenu Boris Becker. S'il arrive à 100 %, il y aura de fortes chances pour qu'il soit le meilleur candidat au titre.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats du mercredi 30 juin

Simple messieurs
Quarts de finale
P. Sampras (E-U, n° 1) b. A. Agassi (E-U, n° 8) 6-2, 6-2, 3-6, 3-6, 6-4 ; B. Becker (All, n° 4) b. M. Stich (All, n° 6) 7-5, 6-7, 6-7, 6-2, 6-4 ; J. Courier (E-U, n° 3) b. T. Martin (E-U) 6-2, 7-6, 6-3 ; S. Edberg (Sue, n° 2) b. C. Pioline (Fra) 7-5, 7-6, 6-3.

(Entre parenthèses la nationalité et, éventuellement, le numéro de tête de série des joueurs.)

ATHLÉTISME : Record de France de saut à la perche. - Le perchiste Jean Galfione a battu le record de France de saut à la perche avec un bond de 5,92 m, au deuxième essai, mercredi 30 juin à Reims. Le précédent record (5,91 m) était détenu par Thierry Vignerot depuis août 1984. Cette performance lui assure sa qualification pour les prochains championnats du monde de Stuttgart (14 au 22 août).

AUTOMOBILISME : La succession de Jean Todt chez Peugeot. - Jean-Pierre Jabouille et Michel Schreiber ont été nommés, mercredi 30 juin, respectivement directeur de Peugeot Talbot Sport et directeur des activités sportives du groupe PSA, en remplacement de Jean Todt, directeur des activités sportives de Ferrari à partir du 1^{er} juillet. L'ancien pilote Jean-Pierre Jabouille, cinquante ans, prend ses nouvelles fonctions dix jours après sa dernière course au Mans, où il était arrivé troisième au volant d'une 905. Michel Schreiber, quarante-sept ans, auparavant chargé du marketing de PSA, coordonnera l'ensemble des activités sportives, automobiles et non automobiles du groupe. A ce titre, il aura autorité sur Jean-Pierre Jabouille chez Peugeot et Guy Frequin chez Citroën.

Jeune Alesi reste chez Ferrari jusqu'à la fin de 1995. - Le Français Jean Alesi, vingt-neuf ans, défendra les couleurs de Ferrari dans le championnat du monde de formule 1 jusqu'à la fin de la saison 1995, a annoncé, mercredi 30 juin, l'écurie de Maranello.

PHILIPPE BERNARD

CULTURE

ARCHITECTURE

Les atouts de Paul Andreu

Il vient d'achever l'aérogare de Roissy 2
tandis que se poursuivent les travaux de la gare du TGV

Belote, rebelote, et dix de der... La référence à la belote de Pagnol s'impose désormais, puisque le dernier des quatre terminaux de l'aérogare Roissy 2 vient d'être terminé. Ainsi s'achève en beauté, la partie engagée il y a plus de vingt ans, en 1971, par l'architecte Paul Andreu.

Roissy 1, où dix millions de voyageurs annuels devaient pouvoir transiter n'était, en effet, pas terminé que le jeune polytechnicien était déjà en train d'étudier ce nouveau principe d'aéroport, l'inverse, à tous les égards, de son premier chantier : Roissy 1.

Ce dernier aurait dû se poursuivre, selon les premiers schémas de 1967, par quatre modules cylindriques similaires, refusant la lumière, sinon par un puits central. C'était un objet autarcique, neutre, unique, autorisant la répétition mais non la prolongation. Peut-être se souvenait-on de l'émotion technico-futuriste que l'inauguration de cette complexe rotonde avait engendré en 1974.

Pour Aéroports de Paris (ADP), Roissy 2 devait avoir la mission d'accueillir au moins 20 millions de voyageurs chaque année. Pour cause de crise pétrolière aidant, les études en furent interrompues de 1974 à 1976. L'ADP demanda en outre à son architecte fidèle et à son équipe (notamment Fretat et Renner) de proposer une solution qui puisse se réaliser par étapes. L'enthousiasme qui avait entouré la naissance de Roissy 1 et la découverte de la jeune architecte d'aujourd'hui se retrouvent projetés à la patience et à la réflexion.

Belote : Roissy 2A et 2B furent ouverts à peu près en même temps en 1981-1982. Rebote : l'ADP attendit la fin de la décennie pour ouvrir le module 2C, où les voyageurs surent apprécier les progrès constants des attaches terrestres de l'aéroport. Chaque étape apportait son lot de clarté supplémentaire, d'efficacité, de confort. A un détail près sur

Le rôle

de la Grande Arche

Or, pour être ingénieur, Andreu n'en est pas moins architecte. Pour avoir l'autorité, parfois vaine, que donne la capacité de manier les chiffres et les structures complexes, il a aussi l'amour de l'art, c'est-à-dire, lorsqu'on parle de construction, la tolérance du subjectif et un certain intérêt, maîtrisé, pour le caractère aléatoire des pas du promoteur. On le voit mal ignorer l'évolution, voire la maturation complète qu'est en train de connaître l'architecture, alors même que le plus important des grands travaux français - car c'est bien cela Roissy - est appelé à durer encore deux ou trois décennies.

S'est-il rendu compte, dans le courant des années 80, que Roissy 1, puis Roissy 2 prenaient un sérieux retard par rapport à l'histoire ? La Grande Arche, aussi, a dû jouer son rôle. La Grande Arche à la construction de laquelle Andreu a été associé à

Otto von Spreckelsen, et dont il a assuré l'achèvement après le retrait, puis la disparition du maître d'œuvre. Nombreux sont ceux qui disent que sans Andreu, comme sans les ingénieurs de Bouygues, ce monument n'aurait sans doute pas vu le jour. Pourtant, les commentaires ont été assez significativement unanimes pour ne se souvenir que du seul Spreckelsen, et pour regretter, au fond, la matérialité qu'aurait donné l'architecte de l'ADP à cette œuvre qui naviguait sur la mer des concepts. Et voici qu'Andreu, pour son terminal 2C, s'est adjoint les conseils de Jean-Michel Wilmotte qui est à l'architecture intérieure et au design français ce que Paul Andreu est aux aéroports.

La rencontre a été profitable. S'appuyant sur quelques nouvelles contraintes techniques (la séparation des zones arrivées et départs), les deux hommes insistent dans la coquille 2C, apparemment semblable aux trois autres, un espace nettement plus racé, dessiné, généreux, lumineux, et qui ne renvoie plus Andreu seul devant le doigt menaçant de l'éternel architectural, qui nous dit : « C'est dans les détails ». Détails dont la qualité, et l'ensemble, se révèlent ni l'architecture ni la décoration. Encore faut-il noter une particularité technique, ou plus exactement d'usage. Est-ce la volonté de l'ADP ? Le parti de l'architecture ou le souci désarmant exaspérant de la transparence ? Toujours est-il qu'un ombre sensiblement élevée de voûte ou sont plus relâchés directement à des passerelles, mais transitent par des bus dont les responsables de l'ADP ont mesuré manifestement pas la capacité d'absorption le voyageur fatigué.

Le meilleur reste sans doute à venir. Andreu, qui a manifestement pris goût à l'architecture - il vient de signer, dans le même esprit, l'extension d'Orly ouest, -

est, en effet, en travail sur un ouvrage remarquablement complexe, à l'extrémité de l'aérogare Roissy 2 et du futur Roissy 3. Il s'agit de l'interconnexion des terminaux aériens avec le TGV, le RER, et le système routier, le tout, dominé, pour se donner des frissons d'ingénieur à la Rem Koolhaas (le grand maître d'œuvre), par un hôtel de luxe où l'on s'évertue, d'ores et déjà, à éliminer les bruits « parasites » : avions, TGV, trains ou voitures... Andreu avait fait appel à Peter Rice, aujourd'hui disparu, pour l'aider à imaginer la structure de la verrière qui couvrira l'ensemble.

Forte et simple

Qui est l'ingénieur, qui est l'architecte ? Vieille question qu'on se poseait déjà du temps de Jean Prouvé, l'un des pères du CNIT de la Défense. Qu'il en soit, le chantier en cours, très largement avancé, laisse entrevoir une œuvre arachnéenne tout à fait éblouissante, forte et simple comme les grandes verrières des gares ligées par le dix-neuvième siècle, audacieuse comme les plus spectaculaires réalisations des architectes anglais contemporains.

Il est curieux, dans ce contexte, de tourner autour de l'hôtel Hyatt d'Helmut Jahn, le inaccessible et triste que les voyageurs doivent avoir quelque mal à gagner, ou de tourner autour des bureaux solitaires construits par Charpentier pour Kaufmann and Broad sur un principe de rue intérieure similaire. Mais il n'est pas désagréable d'imaginer, là encore à trois pas, le nouveau siège d'Air France, concours gagné par Valodé et Pistre, et qui, s'il se réalise, sera une œuvre d'architecture et de construction pour Shell ou encore pour l'Oréal, devrait aider la firme à trouver une image unitaire et cohérente dans la phase difficile qu'elle traverse.

FRÉDÉRIC EDELMANN

THÉÂTRE



« Il Campiello » à l'Odéon

Depuis toujours, Strehler et Goldoni sont compagnons de route ; l'un a fourni à l'autre ses spectacles les plus envoûtants, les plus émouvants. Ils ne se quittent pas. C'est en 1976 que Strehler a montré à Paris, pour la première fois, à l'Odéon déjà et pour le Festival d'Automne, *Il Campiello*, chronique du petit peuple vénitien, à la fois libre et attaché à ses traditions. L'action se passe en une seule journée entre trois familles, sous le regard amusé et tendre du « Cavallaro », un homme de Naples, un étranger, et par surcroît, le spectateur.

tacle est donné dans sa version originale : la vénitienne. Pau importe (une traduction de Valéria Tesca est parue aux Éditions Circé). Il n'y a pas à proprement parler une histoire, il y a des gens, des conflits, des danses, des rires, des colères, la générosité des acteurs et la splendeur des images de Strehler.

► Odéon-Théâtre de l'Europe, 1, place de l'Odéon, métro Odéon, du 9 au 17 juillet à 20 h 30. Les 17 et 18 juillet à 15 heures. 40 à 190 F. Tél. : 44.43.36.36.

MUSIQUES

Les colères de Jamiroquai

Le groupe britannique est à Paris
pour un concert unique

Le 4 juin dernier, Jamiroquai (prononcez « Djamirokwai ») remplissait la Brixton Academy, prestigieuse salle de 5 000 places au sud de Londres. Une sorte de petit exploit pour un groupe qui n'avait sorti alors que trois singles. En Angleterre, la grosse toque en fourrure synthétique de leur leader, Jason Kay, n'échappe à aucune couverture de magazine. La presse britannique s'est fait une spécialité de ces enthousiasmes démesurés, en général, annonçant de proportionnelles rumeurs de flamme. On s'insquière donc un peu pour ce jeune homme de vingt-trois ans qui vient de se lier à Sony pour un contrat très longue durée, et dont le premier album, *Emergency on Planet Earth*, vient d'être en tête des meilleures ventes de disques en Grande-Bretagne la semaine de sa sortie. Qu'est-ce qui justifie un tel emballement ? Jamiroquai officie dans une tendance en vogue - fusion de funk, de soul et de jazz - utilisée au début des années 70, mais remise au goût du jour comme une alternative au mécanisme trop robotique de la house music. Une façon d'être instrumentale, les musiques de danse.

Fils d'une chanteuse de jazz, Jason Kay a d'abord gagné ses galons sur scène avant que son premier simple, *When You Gonna Learn* (sorti sur le label indépendant

dant Acid Jazz), ne soit désigné comme un des titres-phares de 1992. Ses atouts ? Une voix blanche capable pourtant d'imiter Stevie Wonder à la perfection, un groupe au swing calorifique intelligent enregistré en direct, manière de revigorer un genre souvent trop exotique. Un second simple, *Too Young Too Die*, confirme, d'autre part, une belle capacité d'indignation propre à affûter ses chansons. Une hargne d'angry young man pourtant loin de la poésie déclamatoire de Dylan, car cette colère, sympathique mais trop littérale, a une fâcheuse tendance à enfoncer les portes ouvertes (politique, écologie, économique), avec une irritante naïveté qui handicape un album par ailleurs trop irrégulier.

Sur la scène de la Brixton Academy, entouré d'une dizaine de musiciens (dont une section de cuivres et les cordes du Reggae Philharmonic Orchestra) et malgré de louables efforts, Jason Kay semblait parfois dépassé par un gigantisme inadéquat. Tout n'arrive-t-il pas trop tôt pour Jamiroquai ?

STÉPHANE DAVET

► Le Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris (11). Tél. : 47-00-30-12. Le 1^{er} juillet à 20 heures.

► *Emergency on Planet Earth*, CD Sony, 4740892.

aguis b.
SOLDE!!

FEMME HOMME ENFANT LOLITA

Les Berlinoises au château

BERLIN

de notre correspondant

La silhouette de l'ancien château de Berlin, éliminé en 1950 par les communistes allemands, qui en avaient fait sauter les constances ruines, se dégageait à nouveau dans le ciel de la capitale allemande. Une gigantesque silhouette, grandeur nature, due à l'atelier parisien de Catherine Foff, spécialiste des bâches peintes, a été inaugurée, le 30 juin, au plein cœur de Berlin, sur la place occupée autrefois par le palais. Pour trois mois, le temps d'un été, les Berlinoises et les touristes vont vivre avec l'illusion d'avoir retrouvé les façades baroques ou rococo jaunes conques du dix-huitième siècle par l'architecte Andreas Schlüter pour le compte des rois de Prusse.

Pour l'Allemagne de l'Est, qui venait de voir le jour dans la zone d'occupation soviétique, le château, symbole du militarisme, devait être définitivement rayé des mémoires allemandes. Sur une partie de l'espace libéré, le long de la Spree, les communistes édifiant leur palais de la République, à la fois siège de la Volkskammer, l'exécutif est-allemand, et temple de la culture populaire. En 1990, lors de la réunification des deux Allemagnes, la bâtisse, d'une architecture moderne classique, a été fermée, officiellement pour cause de pollution à l'amiante.

La sort du palais de la République à l'aménagement de la

place de parade, conçue par le régime est-allemand, au bout de la fameuse avenue Unter den Linden, sont au centre des discussions sur la reconstruction de Berlin historique. Si tout le monde est d'accord sur la nécessité de retrouver un équilibre rompu par la disparition du château, sa reconstruction a été, en principe, écartée, à la fois par peur de réveiller des fantômes et parce que beaucoup estiment qu'il est illusoire de réédifier un pastiche. Mais elle a des partisans qui font feu de tout bois.

Entièrement financée par des contributions privées, l'édification de la maquette grandeur nature est née de la rencontre de deux idées. Celle de l'historien Gerd Peschken et de l'architecte Frank Augustin, qui souhaitaient reconstruire des volumes pour faciliter les discussions, et celle de l'honnête homme hambourgeois Wilhelm von Boddien, tenant de la reconstruction, qui s'est occupé de réunir les 4 millions de marks nécessaires. Pour obtenir l'aval du Sénat berlinois, M. von Boddien a présenté la proposition comme un apport supplémentaire au débat. Au centre de l'opération, délimitée par les 10 000 m² de façades en trompe-l'œil, une exposition présente aux visiteurs une histoire de Berlin et huit des projets d'aménagement réalisés par des équipes d'architectes internationaux.

H. de B.

DANSE

OMBRE à Montpellier Danse

Un bouquet empoisonné

Exhumation d'un succès romantique
par le Ballet de Nancy

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Saint-Petersbourg, 1839. L'illustre Marie Taglioni, idole des balletomanes romantiques, remporte un nouveau triomphe avec *Ombre*. L'auteur est son papa, Filippo, qui avait déjà conçu pour elle l'immortel *Sylphide*, sept ans auparavant : on ne change pas une équipe qui gagne. Ni un thème à succès : l'apparition d'êtres de l'au-delà dans notre monde « réel », l'amour plus fort que la mort.

L'ombre n'est pas une créature fantastique comme la Sylphide, mais le fantôme d'Angelica, morte le jour de ses noces pour avoir respiré un bouquet empoisonné offert par sa rivale, la duchesse Eudoxie. Celle-ci croit avoir le visage libre pour épouser le chevalier Loredan. Mais l'ombre viendra troubler leurs tête-à-tête, comme le grand bal donné pour le mariage : au moment où Eudoxie s'apprête à signer le contrat, elle lui arrache la plume des mains, puis lui offre elle-même un bouquet empoisonné. La criminelle est punie. Eclairci, tonnerre, le palais s'écroule, tout le monde meurt, les amants sont emmenés au ciel par un ange.

Après Saint-Petersbourg, *Ombre* enthousiasma Londres, Berlin, Vienne, Varsovie, la Scala de Milan. Puis tomba dans l'oubli, contrairement à la Sylphide et à *Giselle*, dont se maintiendra plus ou moins fidèlement, ici ou là, une tradition permettant de les remonter sans s'écarter des antipodes de l'original. Mais que subsiste-t-il d'*Ombre* ? Des dessins, des morceaux de partition annotés, des critiques extrêmement détaillées décrivant les danses et la mise en scène, répond Pierre Lacotte, directeur du Ballet de Nancy, qui a patiemment récolté ces vestiges dans toutes les villes où *Ombre* est passé. Mais de la chorégraphie de Taglioni, à peu près rien. Aussi annonce-t-il honnêtement dans le programme : « Adaptation et chorégraphie de

Pierre Lacotte » (ainsi que les décors et les costumes).

Très érudit en matière de ballet romantique (ces versions de la Sylphide, de *Giselle*, de *Marc Spada* n'ont fait que renforcer), Lacotte reconstruit habilement, surtout pour les solistes féminines, le style de l'époque, dans les positions typiques des bras que nous ont montrées ces photographies et dans le travail volontaire du bas des jambes, sans de chat, échappés, retirés, etc. Ses ensembles sont plus banals et les variations de Loredan, démonstration de pas d'école virtuose, pourraient sortir de n'importe quel ballet classique ultérieur. Sa mise en scène est signée, l'action est racontée de façon très claire, même lorsqu'il faut faire comprendre ce qu'est en rêve que Loredan revit le drame et apprend le forfait.

Sans mystère

Mais le Ballet de Nancy n'apparaît pas dans sa meilleure forme, les ensembles cafonillent souvent. On a parfois les danseuses du pas de quatre de l'acte III, Yvette Galambos, Lara Fernandez, Marie-Laure Brime et Lydia Tendon, ainsi qu'Anne Salmon (Eudoxie) malgré quelques incertitudes dans les pirouettes. André Fedotov (Loredan) montre une belle technique mais manque d'éclat et semble terriblement s'enfermer. Quant à la jeune Amaya Iglesias (l'ombre), elle danse de façon quasi irréprochable sans dégager une once de mystère, d'émotion, de poésie. Enfin, surchargé d'épisodes et de divertissements secondaires, le spectacle s'étire sur trois heures (deux entractes compris) : c'est beaucoup pour une « curiosité », attendrissante certes, mais qui n'atteint pas la magie de sa sœur aînée et modèle, la Sylphide.

SYLVIE DE NUSSAC

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Juillet/Aout 1993 - Numéro spécial

Les conflits
du Proche-Orient

En vente chez votre marchand de journaux - 17 F

كتاب من الاصل

CULTURE

ARTS

BALTHUS à Lausanne

Les incertitudes du regard

Une très vaste rétrospective pour un peintre sans cesse en mouvement

LAUSANNE

De notre envoyé spécial

C'est dans une petite salle, quelques dessins et une huile sur un motif simple, un paysage de Montecarlo, une tour perchée sur une arête rocheuse au-dessus d'une vallée qui s'élève. Dans la pleine, des champs, des chemins, des arbres. Au fond, d'autres collines. En dessous de la tour carrée, la pente est striée de ravins parallèles séparés par de minces reliefs de couleur claire. Quoique le point de vue change peu d'une œuvre à l'autre, elles ne se ressemblent pas. L'un des dessins est si complètement enfoncé dans l'ombre qu'il ne reste du paysage que les lignes de l'érosion dans l'argile, semblables à des cicatrices blanches. Un autre pourrait être d'un peintre chinois, tant il pousse loin l'élimination du superflu et la réduction de l'espace à quelques brunes colorées flottant sur le papier marbré. D'un troisième, le céramisme presque linéaire déconcerte — céramisme qui se souvient des aquarelles de la Sainte-Victoire et du jas de Bouffan. La peinture est d'une autre facture encore, où des harmonies de gris et de givre délicatement frottées sur la toile corrigent la raideur géométrique des réminiscences issues du Quattrocento. Au centre, réseau de lignes serpentine, les plus du terrain semblent les plus d'une nappe froissée.

Etrange réunion d'œuvres dans cette petite salle. On la croirait méditée de manière à rendre plus manifeste que Balthus, devant le motif, ne craint pas de varier ses procédés, qu'il a élu la diversité des effets pour règle. Plutôt que de tourner autour du modèle, il le fixe fermement et fait, si l'on peut dire, tourner la peinture autour de lui. On ne sait si les organisateurs de l'exposition lausannoise ont voulu le démontrer ou si, plus vraisemblablement, l'œuvre d'elles-même impose cette réflexion. L'appareil jusqu'à l'évidence que Balthus, tout

en représentant des nus, des natures mortes, des paysages et intérieurs, ne cesse de douter des moyens et des moyens de la représentation. Dans la plupart de ses toiles et de ses dessins, quelques indices, quelques traces, suggèrent l'insatisfaction et que la peinture ne se mesure pas sans peine ni danger à son sujet. De rétrospective en exposition, en dépit des légendes et des malentendus, ce point se vérifie. Balthus n'est pas, comme un mode le prétend, le restaurateur de la « grande » peinture ou un « réactionnaire » confiné dans l'anachronisme — mais un peintre entêté et inquiet, d'autant plus entêté qu'il est plus inquiet.

Variation stylistique

Inutile de faire à son propos l'apologie convenue du beau métier, du glacis, des vernis ou de la tradition. Les élans de style ne l'intéressent pas. Il ne craint pas de laisser visibles reprises et recouvrements, pas plus qu'il n'hésite à laisser la toile inachevée par places quand c'est bien — ou mieux — ainsi. Dans la tradition, si large qu'elle embrasse l'Occident et l'Extrême-Orient, il s'approprie ce qu'il lui faut pour transformer ou à les abandonner avec une parfaite désinvolture. A Lausanne, dans les trop vastes salles du Musée des Beaux-Arts, la diversité éclate, la métamorphose règne. Leur révélation est d'autant plus puissante que l'exposition, qui n'aurait pas dû être, est si riche que les toiles des collectionneurs suisses, rassemblées en vérité presque tout le meilleur de l'œuvre. Les musées new-yorkais ont, par exemple, des toiles de Balthus des années 30, les musées parisiens ne se sont pas montrés chiches ni les amateurs américains et français. Voilà donc, assez à l'improvise, une anthologie balthusienne « érudite », une anthologie qui ne néglige aucune époque,

aucun genre, aucune technique — une excellente rétrospective en somme, en dépit de la solennité délicate et de l'immensité des salles qui l'habillent.

Le regard y circule entre des toiles qu'aucun système, aucune méthode établie ne détermine. Balthus peint mince et sec, quelquefois. Il peint grumelleux et épais, quelquefois. Il a affecté les terres, les acares, les bistres et le gris. Il lui est arrivé aussi bien de se souvenir des couleurs aigres de Bonnard, et sa toile la plus récente — *Le Chat au miroir III* — est un fusil à tir unique ébauché par Matisse. Pour les dessins, l'exemple de Montecarlo, sa tour et ses pentes érudites par l'orage, suffit. Les séries de croquis et d'aquarelles de nus ne font que confirmer l'étrange prédisposition de leur auteur pour la variation stylistique.

Au jeu des références, il en va de même : valise, tourbillon, trouble, effacement pour finir. Courbet ? A l'occasion. Corot encre. Et Morandi, Caravage, les Lorenzetti. Menet, les paysagistes hollandais du dix-septième siècle, Giacometti, Bonnard, Cézanne, Memling. Tout sert, rien ne demeure. Quelle logique là-dedans ? Celle du motif et de ses exigences. Il faut savoir comment, par quels ruses, à l'aide de quels artifices l'œil et la main du peintre pourraient capturer la proie qui les fuit. Selon le genre de la proie, pièges et procédés s'adaptent.

Collection d'anatomies

Sait un genre majeur, le nu. Dans les années 30 et 40, Balthus exerce autour du corps déshabillé un ballet de pas en avant et de pas en arrière. Il ôte un vêtement, décide d'une pose indécente et dissimulée qu'elle révèle. Il se bavarde, ou feint de se hasarder, précise le motif, laisse le regard avancer vers le sexe que Courbet a osé figurer et ne le figure pas cependant. Le sujet se dérobe et s'efface alternativement. La peinture le fixe et le perd. Plus tard, elle le capture à nouveau — capture le mot, tant les effigies d'adolescentes nues accrochées en série semblent les éléments d'une collection d'anatomies. Les poses mettent en évidence le galbe des membres et l'arrondi du ventre. Rien, désormais, ne s'oppose à l'indiscrétion du voyeur. Le grain des empâtements limite le grain de la peau, le bleu des veines trise le blanc des chairs, les filaments de couleurs s'entre-tissent et échevelent. Derrière le corps, un mur nu, une fenêtre close, à peine un rideau ou une porte. Rien ne doit déranger l'observation, ni détails ni contrastes de lumière trop accentués. Un jour neutre et égal éclaire les formes afin que rien n'en soit dissimulé. Chambres que ces pièces vides, prétendent les titres. Ateliers en vérité.

Avec autant de précautions et autant de lente minutie, Balthus étudie les modèles de ses portraits, les fruits ronds et denses de ses natures mortes. Il ne tâche pas prise, il travaille et retravaille quelques motifs. A mesure que le temps passe, les sujets sont de moins en moins nombreux, les compositions de plus en plus restreintes, la focalisation sur le sujet de plus en plus obsédante. Il ne reste plus, occupant la plus grande partie de la toile ou du papier, que des corps écartelés et étirés, des pèches vues de très près, des visages scrutés à quelques centimètres. Les traits ne fixent plus la ligne trop simple d'un contour, ils se brouillent. Les dessins ne relèvent plus seulement de la vue mais du toucher. Ils suggèrent une caresse, des doigts qui tâtent les formes, estiment leur poids et leur densité, éprouvent la dureté ou l'élasticité des surfaces — perception aveugle, éveillée plutôt, volontairement aveuglée. Il faut encore, en dépit des doutes, trouver le moyen de continuer, d'observer et de représenter. Malgré tout, malgré les incertitudes du regard, malgré les réminiscences dont il faut déjouer le piège, malgré ce qu'il sait et ne peut oublier, Balthus continue à peindre.

PHILIPPE DAGEN

► Musée des Beaux-Arts, 6, place de la Riponne, Lausanne; tél. : 21-312-53-32. Jusqu'au 29 août.

LES VIVIAN GIRLS à Lausanne

Sade dans la nursery

Une rébellion contre l'ordre imposé par les adultes

La Collection de l'art brut à Lausanne a pris date en exposant les Vivian Girls, ces nymphettes ou charme pervers et à l'androgynie naïve qui se rebellent contre les forces du Mal, c'est-à-dire contre l'ordre imposé par les adultes.

Les aventures des Vivian Girls ont été relatées par Henry Darger dans douze volumes géants comportant près de vingt mille pages. Ce manuscrit fut découvert à sa mort, en 1973, et depuis, John MacGregor, auteur du monumental *Discovery of the Art of the Insane* (Princeton University, 1989) travaille à sa transcription, ainsi qu'à un ouvrage sur Henry Darger. Personne ne sait où est né Darger. Peut-être au Brésil. Peut-être en Allemagne. D'orbelinats en hôpitaux, il aboutira à Chicago où il faisait les poubelles, accumulant chez

lui des montagnes de déchets et assistant régulièrement à la messe, seule activité sociale pour cet homme solitaire et mutique, vêtu comme un clochard. Il gagnait sa vie en vidant les ordures d'un hôpital catholique. Et il occupait son temps en découplant et en décalquant les magazines pour enfants, notamment le célèbre bande dessinée *Little Annie Ronnie*.

C'est avec des figures prélevées dans l'imagerie populaire, dans la culture des pauvres, qu'il constitue sa mythologie personnelle. Chez Darger, il y a détournement d'une imagerie généralement lénifiante, édifiante, idyllique, dans un sens pervers. C'est Sade dans la nursery pour le contenu et, sur le plan formel, le contraire même de Balthus. Darger ne dessine pas les Vivian Girls, il les découpe, les décalque, les fait photocopier et

agrandir ou réduire au drugstore de son quartier, puis met en scène, dans des paysages paradisiaques aux harmonies subtiles, une dramaturgie de la révolte. Ses Vivian Girls sont toutes affublées d'un petit pénis. On glosa longtemps encore sur cette œuvre immense qui émerge vingt ans après la mort de son auteur et qui a pour principale valeur de n'en avoir visé aucune, hormis celle de signifier la démiante obsession d'un clochard céleste, d'un anarchiste qui rêvait dans les églises à l'enfance qui lui avait été volée et qui sur son tas de fumier faisait pousser des fleurs de lotus.

ROLAND JACCARD

► Collection de l'art brut, avenue des Bergières 11, 1004 Lausanne. Tél. : 021-37-54-35. Jusqu'au 26 septembre.

CINÉMA

Le triomphe des « Visiteurs »

Avec plus de deux millions de spectateurs parisiens et banlieusards et 8709411 entrées dans les 416 salles françaises où il est présenté, *Les Visiteurs* est un succès historique. Il faut remonter à *Trois hommes et un couffin*, sorti en 1985, pour trouver un score supérieur (2,195 millions d'entrées à Paris, et 10,17 millions en France), mais la comédie de Jean-Marie Poiré semble désormais en mesure de faire jeu égal, voire de dépasser celle de Coline Serreau.

Les Visiteurs deviendrait alors le meilleur résultat enregistré en France par un film depuis le début des années 70, étant entendu qu'une comparaison avec les époques antérieures n'aurait aucun sens, les conditions du marché

ayant radicalement changé : pas question d'envisager de rivaliser un jour avec les 17,2 millions d'entrées sur le territoire national de la *Grande Vadrouille* (1986).

Mais, au-delà des communiqués de victoire de Gaumont (producteur-distributeur) ou du Centre national du cinéma, on ne manquera pas d'essayer de comprendre les raisons de pareil succès, et d'en tirer des leçons. Or tous les exemples précédents incitent à penser qu'il n'y a pas d'explication susceptible de généralisation. Les comédies fournissent traditionnellement un fort contingent de champions du box-office, mais le genre lui-même a, semble-t-il, perdu ses vertus, et on ne compte plus les échecs, relatifs ou absolus.

Les seuls à obtenir régulièrement des scores considérables sont Jean-Jacques Annaud — l'adepte du défi « olympique » — et Claude Berri — l'illustrateur de textes fameux. Mais leurs stratégies requièrent des investissements extraordinaires, qui les exemptent à demeure des exceptions à l'échelle du cinéma français. Berri poursuit sur la même voie (son *Germinal* tantara est automne d'atteindre de parades hauteurs, et de tenir tête au *Jurassic Park* de Steven Spielberg). Annaud, lui, est désormais parti se faire financer par les Américains de Columbia.

JEAN-MICHEL FRODON

CETTE SEMAINE DANS
Observateur

REISER

Qui mieux que DDT
pouvait retracer avec
autant de poésie,
complicité, humour, la vie de

Son article présente douze pages de dessins
inédits, et d'autres encore que vous retrouverez
chaque semaine dans "l'Obs" tout au long
de vos vacances.

VIVE LE
SOLEIL!

PHILIPPE DAGEN

► Musée des Beaux-Arts, 6, place de la Riponne, Lausanne; tél. : 21-312-53-32. Jusqu'au 29 août.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 5 JUILLET

S. 5 - Tableaux et sculptures des XIX^e et XX^e s. - M^{me} PICARD.
Thierry Picard, expert.

S. 6 - Livres anciens et modernes. - M^{me} OGER, DUMONT.

MARDI 6 JUILLET

S. 3 - Décorations, insignes, armes. - M^{me} BARON, RIBEYRE.

S. 4 - Estampes, tableaux modernes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 7 - 14 h. Collection Roger PAULTE. Livres des XVI^e et XVII^e siècles illustrés de gravures sur cuivre de l'école de Fontainebleau au baroque. - M^{me} ADER, TAJAN. Experts : M^{me} C. Guérin et D. Courvoisier, P. Berts. Expo. jusqu'au 3 juillet. Librairie Pierre Berts, 14, av. de Friedland 75008 Paris. Tél. : (1) 45-61-00-99 - Fax : (1) 45-59-73-13. Expo. à Drouot (salle 7) le 5 juillet de 11 h à 18 h.

S. 16 - 14 h. 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN. Expo. : le 5 juillet de 11 h à 18 h.

MERCREDI 7 JUILLET

S. 11 - Livres. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 8 JUILLET

S. 9 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

S. 10 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN. Expo. le 7 juillet de 11 h à 18 h.

S. 13 - Tapiss. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 14 - 14 h 15. Tableaux modernes et contemporains. Sculptures. ARMAN, ARNAL, CÉSAR, G. DIAZ, HERBIN, HUFTIER, KUNO, LÉGER, PASCIN, SCHNEIDER. Expo. à l'étude : le 2-07 10 h/13 h et le 4-07 11 h/18 h, le 3-07 11 h/18 h et le 5-07 10 h/13 h et le 6-07 10 h/12 h. Expo. à Drouot : le 7-07 11 h/18 h et le 8-07 11 h/12 h. Catalogue à l'étude : 50 F. - M^{me} LOUDMER.

LUNDI 12 JUILLET

S. 1 - Montres, bijoux, bibelots, meubles. - M^{me} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

S. 3 - 14 h. Bibliothèque Mica SALABERT (3^e vente). Livres anciens et modernes. Partitions musicales. - M^{me} HOEBANX-COUTURIER et M^{me} ADER TAJAN. Experts : M^{me} J. Vidal-Megret, M. A. Nicolas. Expo. à Drouot (salle 3) le 9-07 11 h/18 h et le 12-07 11 h/12 h.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-30-07.
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BARON, RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-37-37.
HOEBANX-COUTURIER, 10, rue Chauchat (75009), 47-70-62-66.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.

guis b.
SOLDE!!

HOMME ENFANT

ÉCONOMIE

BILLET

La coopération dévoyée

Chargée traditionnellement par le gouvernement de financer le développement économique des pays du tiers-monde, la Caisse française de développement (CFD) se veut un organisme bancaire respectable. Le financement de projets aussi grandioses qu'inutiles qui fleurissent ici ou là lui est étranger. Tel est le message que s'est efforcé de faire passer son directeur général, Philippe Jurgensen, en présentant les comptes 1992 de l'établissement public qu'il dirige. Aéroports sans trafic, instituts d'enseignement en quête d'étudiants, hôpitaux sans malades, hôtels de luxe en mal de clients, usines à l'arrêt... Aucun des «éléphants blancs» africains répertoriés par Philippe Jurgensen n'a bénéficié des deniers de la CFD. Ils ont été financés par des banques étrangères ou des crédits à l'exportation.

La Caisse, comme on l'appelle, ne reconnaît s'être trompée dans ses investissements qu'à deux occasions : la construction d'un cimetière, commune à la Côte-d'Ivoire, au Ghana et au Togo, et celle d'une usine de phosphates au Sénégal. Dans les deux cas, le projet se justifiait, mais la récession économique, difficile à prévoir, est passée par là, transformant en mauvaise affaire ce qui a priori avait toutes les apparences d'un investissement rentable.

Pour autant, la CFD prête le flanc à une autre critique, plus fondamentale : elle s'écrite de sa mission officielle qui est de participer au développement économique des pays du tiers-monde via le financement de projets agricoles ou industriels. Or ceux-ci n'ont représenté que la moitié à peine de la dizaine de milliards de francs de crédits consentis par la Caisse en 1992 (DOM-TOM exclus). Le solde a été utilisé à des «aides hors projet».

L'expression est volontairement sibylline. Il s'agit de crédits accordés à des États engagés dans des «politiques d'ajustement structurel». En clair, cela signifie que l'argent de la CFD a servi, pour partie, à rembourser des prêts consentis par la Banque mondiale à des États incapables d'honorer leurs dettes. Le comble est atteint lorsque la Caisse

se «auto-rembourse», faute de pouvoir se tourner vers les pays débiteurs. L'argent de la coopération reste donc à Paris ou se retrouve aux États-Unis. Tout en déplorant cette monté des aides «hors-projet», Philippe Jurgensen a raison de souligner qu'il n'y a pas d'autres solutions si l'on veut que les organismes internationaux continuent à accorder des crédits à l'Afrique. Le procédé n'en illustre pas moins de façon caricaturale le dévoiement d'une partie de l'aide française à la coopération.

JEAN-PIERRE TUQUOI

La dégradation de l'emploi et les difficultés d'insertion des jeunes diplômés

29 200 chômeurs de plus en mai

Selon les statistiques du ministère du travail, rendues publiques mercredi 30 juin, le chômage a encore augmenté à la fin du mois de mai. Avec 3 141 200 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, la hausse, qui correspond à 29 200 chômeurs supplémentaires, est de 0,9 % en un mois et de 8,3 % en un an. En données brutes, le nombre de personnes inscrites à l'ANPE s'élève à 2 994 100, en baisse de 1,4 % en un mois mais en augmentation de 8,1 % en un an. D'après les critères du BIT (Bureau international du travail), il y aurait 2 899 000 chômeurs en France, soit 0,9 % de plus qu'en avril et 12,5 % de plus qu'il y a un an. Le taux de chômage par rapport à la population active, qui progresse de 0,1 point en un mois et de 1,2 point en un an, s'établit désormais à 11,5 %. Un sommet jamais atteint. Ce sont les hommes jusqu'à 49 ans, qui font les frais de

cette aggravation. Les emplois d'ouvriers qualifiés (+ 17,7 % en un an), d'agents de maîtrise (+ 26,8 %) et de cadres (+ 20,4 %) sont les plus touchés, à la suite de licenciements économiques dont le volume reste élevé. Au cours du mois, 45 438 salariés ont perdu leur travail pour cette raison, c'est-à-dire 17,9 % de plus que l'août passé.

Les nouvelles entrées dans le chômage se sont accrues de 4,1 % en un an tandis que les sorties, continuent de diminuer (- 3,1 %). Avec 352 500 inscriptions dans le mois et seulement 326 400 disparitions des listes, le chômage ne peut que croître. D'ailleurs, au temps contenu, le chômage de longue durée se développe à nouveau. La durée moyenne de présence s'est allongée de dix jours en un mois pour atteindre les 361 jours et on compte 920 253 personnes, soit 30,7 % de l'ensemble, qui ont une ancienneté supérieure à un an.

En regard, les différentes mesures de traitement social semblent toucher leurs limites et plafonnent, en volume. Les retours dans un emploi baissent de 9 % en un an et, signe des difficultés actuelles, les offres déposées auprès de l'ANPE restent quasiment stagnantes. De 89 100 en mai, elles augmentent certes de 0,5 % en douze mois, mais 58 % d'entre elles sont des contrats à durée déterminée et 11 200 ce sont que des CES (contrats emploi-solidarité, successeurs des TUC). Plus symptomatique encore, la dégradation s'amplifie maintenant dans une demi-douzaine de régions, dont le taux annuel de progression du chômage dépasse les 10 %. Il y a trois mois, seules les régions «riches» de l'Île-de-France, de l'Alsace et de Rhône-Alpes étaient dans ce cas.

A. L.

L'impuissance des bonnes intentions

par Alain Lebaube

De mois en mois, il se confirme ce que personne n'aurait dû ignorer et que l'évolution de la conjoncture économique laissait pressager : le chômage s'aggrave, inéluctablement. Rien n'y fera, et pour un très long moment encore, quelles que soient les orientations politiques ou les espoirs mis dans le retour à la confiance. Pour M. Balladur, comme pour tous ceux qui avaient cru qu'un changement de majorité apporterait une amélioration sur le terrain de l'emploi, la déconvenue peut être profonde. A ce rythme, les effets de la dégradation continueront à se faire sentir au-delà de 1994, même si une croissance se manifestait à nouveau d'ici-là.

Les chiffres du mois de mai, qui atteignent une fois de plus des sommets jusqu'alors inconnus, illustrent bien le drame, qui ne cesse de se nouer et sur lequel les gouvernements successifs n'ont aucune prise réelle. A mesure que le temps passe, il devient évident que la crise actuelle, transformée depuis en une récession qui fait craindre à certains le menace d'une dépression, emporte tout sur son passage. Dans cette spirale, le chômage détruit l'emploi et le climat de sinistres justifie des comportements qui vont à l'encontre du marché du travail. A preuve, le nombre de licenciements économiques, de l'ordre de 45 000 dans le mois, qui est en hausse de 17,9 % par rapport à l'exercice précédent. Mais l'on pourrait tout aussi bien en trouver la démonstration dans l'état de faiblesse des recrutements ou des offres d'emploi.

Dans le premier cas, ainsi qu'en témoigne la hausse du chômage chez les ouvriers qualifiés, les agents de maîtrise et techniciens ou les cadres, les décisions d'ajustement des effectifs frappent dans les

forces vives. Les entreprises prennent le risque de se priver d'un main-d'œuvre performante et formée. Acculées, déstabilisées, elles ont à hypothéquer leur avenir pour survivre, aujourd'hui. Ce qui ne sera pas sans conséquences, quand on constate que sont ainsi écartés de l'emploi, au moins temporairement, des hommes, surtout, et dans la force de l'âge.

Dans le second cas - celui de la raréfaction des embauches - c'est d'abord le nécessaire renouvellement du personnel qui est en cause et dont les conséquences n'apparaîtront que plus tard. Dans l'immédiat, cela signifie aussi que les jeunes - et singulièrement les hommes - sont écartés du marché du travail et, pour la première fois, y compris quand ils sont diplômés. L'enquête annuelle de l'INSEE, rendue publique le 30 juin, révèle que cette fracture était déjà intervenue au cours de l'année 1992, la proportion de bacheliers ou chômeurs étant passée de un sur quinze à un sur dix de mars 1992 à mars 1993 (lire ci-dessus). Force est de constater que le phénomène s'est, depuis, amplifié.

D'éventuels bienfaits tardifs

En toile de fond, la même étude montre, certes, l'ampleur du désastre, au même temps qu'elle souligne la gravité des enjeux, insurmontables. En un an, de mars à mars, la population active s'est accrue de 150 000 personnes, disponibles pour un emploi. Dans la même temps, le nombre des emplois perdus a été de peu supérieur, accentuant ainsi le déficit. Sur la tendance actuelle, les deux phénomènes pourraient évoluer en sens opposés et l'on voit bien que, s'il devait y avoir une correction ou un inféchissement, ass

biens ne se manifesteront que tardivement. S'ils se produisent.

Est-ce pour cette raison que le premier ministre a progressivement réintroduit du traitement social ou confirmé des mesures de soutien, là où, pour des motifs à l'origine électoraux, il n'en voulait plus ? Sans aucun doute. La reconduction de l'exonération de charges pour l'emploi de jeunes va dans ce sens. Mais il n'est pas certain que cette révision apporte les résultats escomptés. A bout de souffle depuis des mois, les diverses formules d'aide ne sont plus aussi efficaces et, en volume, paraissent plafonner. Malgré les incitations accordées pour les aider les dispositifs tels que les contrats de qualification, d'adaptation, sans parler des contrats d'orientation, n'attendent plus les rendements antérieurs. Les employeurs, qui multiplient les emplois à temps partiel (27 % des embauches) ne se lassent pas de le dire.

Pour le gouvernement, cela revient à observer qu'il se trouve privé de ses moyens habituels d'intervention au plus mauvais moment. Il devra, par suite et à défaut, développer une pédagogie dont il est malheureusement certain qu'elle laisse insensible une large partie du patronat, trop préoccupé de l'instant.

La situation devient critique. La mois dernier, le nombre d'allocataires du régime d'assurance-chômage a connu une forte hausse (+2,9 % en données corrigées). Or, on le sait, l'UNEDIC est gravement en difficulté et son déficit, qui devrait atteindre les 32 milliards à la fin de l'année, pourrait dépasser les 60 milliards à la fin de 1994. Avec la dégradation de l'emploi, c'est le système de protection sociale contre le chômage qui se trouve placé au cœur de la tourmente.

Un bachelier sur dix était sans travail au mois de mars selon une enquête de l'INSEE

Avec 2 781 000 sans-emploi comptabilisés en mars 1993 (1), le chômage s'est accru de 285 000 personnes en un an et représentait 11,1 % de la population active contre 10,1 % un an auparavant. Selon les résultats de l'enquête annuelle de l'INSEE publiée mercredi 30 juin, cette augmentation affecte en priorité les plus qualifiés, alors que ces derniers étaient jusqu'à épargnés. En outre, en dépit des politiques de lutte contre le chômage de longue durée, 50 000 personnes supplémentaires étaient, par rapport à 1992, à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an.

«Si les diplômés supérieurs continuent toujours le meilleur about contre le chômage sur le marché du travail, la garantie qu'ils assurent s'atténue», relèvent les auteurs de l'enquête. Ainsi, en mars 1993, près d'un bachelier sur dix se retrouve au chômage contre un sur quinze un an plus tôt. De même, près de 24 % des personnes au chômage depuis moins d'un an ont au moins le baccalauréat (contre 18 % en 1992 et 15 % en 1990). Enfin, 140 000 cadres avaient perdu leur emploi à la fin du premier trimestre, contre 96 000 il y a un an.

Cette dégradation de la situation de l'emploi, qui est d'une ampleur comparable à celle de l'année précédente, est liée tant à l'augmentation de la population active (+150 000 personnes) qu'à la diminution du nombre d'emplois (-130 000). Cette

baïsse est particulièrement sensible pour le nombre d'emplois stables, puisque, parallèlement, le nombre des embauches aidées (contrats emploi solidarité et stages) a augmenté de 24 % en un an : 400 000 personnes en bénéficient. De même, le travail à temps partiel a concerné 27 % des personnes embauchées depuis moins d'un an (contre 22 % en 1992). Toutefois, le nombre de personnes contraintes au travail à temps partiel a augmenté de 39 % en un an. Et, s'agissant des emplois à temps plein, 301 000 personnes ont été victimes de baisses temporaires d'activité, soit une progression de 63 % des mises en chômage technique en un an.

Cette diminution sensible du nombre d'emplois stables explique, en particulier, pourquoi l'aggravation du chômage à la fin de la période concerne avant tout les hommes, contrairement aux douze mois précédents. Le taux de chômage masculin atteint ainsi 9,4 % de la population active (+1,5 % en un an) alors que le taux de chômage féminin (13,3 %) ne progresse que de 0,5 point. Enfin, les jeunes sont particulièrement touchés : entre quinze et vingt-quatre ans, plus d'un actif sur cinq et plus d'une active sur quatre sont au chômage.

(1) Révisée après 70 000 ménages en mars 1993, l'enquête annuelle de l'INSEE comptabilise les chômeurs selon la définition fixée par le BIT.

Par un protocole signé avec l'Etat

ACCOR s'engage à créer 500 postes supplémentaires en dix-huit mois

Edouard Balladur, et Michel Giraud, ministre du travail, devaient signer, jeudi 1^{er} juillet, à l'hôtel Matignon, avec les présidents du groupe hôtelier ACCOR, Paul Dubrule et Gérard Pélissier, un accord portant sur la création de 500 emplois supplémentaires en France et la formation de 1 200 autres salariés recrutés en priorité parmi les publics défavorisés.

Six mois après avoir signé le «Manifeste des entreprises contre l'exclusion», les dirigeants d'ACCOR ont donc joint le geste à la parole. Mettant en avant leur «responsabilité collective d'employeur vis-à-vis du pays», Paul Dubrule et Gérard Pélissier, les deux présidents du premier groupe hôtelier mondial, ont donc décidé de «s'associer aux efforts du gouvernement» en faveur de l'emploi. Par l'accord signé, jeudi 1^{er} juillet, avec l'Etat et ratifié ensuite par chacune des régions - en commençant, jeudi, par la région Rhône-Alpes - les dirigeants d'ACCOR s'engagent en effet à augmenter de 500 personnes leurs effectifs nationaux (46 000 salariés) d'ici à la fin de l'année 1994. «Pour préparer la reprise, nous devons protéger nos ressources humaines, notre principal actif, et ne plus nous contenter d'être de très bons gestionnaires», estiment les deux dirigeants.

Des contrats à durée indéterminée

Ces salariés seront donc embauchés sous contrat à durée indéterminée et pourvoieront en priorité des emplois d'employés et d'agents de maîtrise dans les nouveaux établissements du groupe. Ils se verront également proposer 150 postes de «conseillers commerciaux et touristiques» destinés à offrir un service d'accueil supplémentaire à la clientèle. Enfin 50 autres emplois vont être créés à l'étranger. «Nous sommes dans une profession où nous avons la possibilité de créer plusieurs milliers d'emplois à condition que les formalités administratives soient allégées et que la formation soit faite convenablement», assure Gérard Pélissier. Sur le premier point, l'Etat et les conseils régionaux s'engagent à désigner chacun un interlocuteur unique ou un ou plusieurs pour piloter cette opération.

Dans le domaine de la formation, le groupe Accor s'engage parallèlement à recruter 1 200 employés, en priorité parmi les publics en difficulté (jeunes sans qualification, chômeurs de longue durée, handicapés...) et à leur donner une véritable qualification biennale.

Par ce protocole, «nous nous donnons les moyens de leur fabriquer un emploi à vie ou sein d'Accor ou ailleurs», relève encore Gérard Pélissier. Certains de ces salariés devront toutefois à terme rester dans le groupe et remplacer une partie des quelque 4 000 personnes qui, chaque année, quittent l'entreprise. Chacune de ces 1 200 recrues sera suivie par un tuteur.

«Nous ne demandons rien d'autre à l'Etat que de bénéficier des avantages concrets que les différents plans gouvernementaux», précise Paul Dubrule, par ailleurs maire (UDF) de Fontainebleau (Seine-et-Marne).

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Le Sénat propose un gel des seuils sociaux. - La majorité RPR-UDF de la commission des affaires sociales du Sénat a adopté mercredi 30 juin un amendement permettant, «à titre temporaire», aux PME de ne pas procéder à l'élection de délégués du personnel, de représentants du comité d'entreprise ou du comité d'hygiène et de sécurité. Proposé par Jean-Pierre Fourcade, président (républicain indépendant) de la commission, ce texte prévoit un relèvement des seuils sociaux (de 10 salariés aujourd'hui à 15 pour la désignation de délégués du personnel et de 50 salariés à 60 pour la constitution d'un comité d'entreprise) jusqu'au 30 septembre 1995. La commission souhaite ainsi «éviter que les effets positifs des mesures d'aide à l'emploi ne se trouvent annulés par les conséquences financières de l'application des seuils».

Reforme des retraites bancaires : poursuite des négociations. - La négociation consacrée à la réforme du régime de retraites des établissements appartenant à l'Association française des banques (AFB) a été interrompue jeudi 30 juin par les partenaires sociaux, qui reprendront les discussions le 2 juillet. L'AFB, qui entend obtenir que les avantages de retraite spécifiques des banques soient progressivement supprimés, n'a pas encore trouvé de terrain d'entente avec les syndicats.

ÉTRANGER

Les dépenses sociales sacrifiées

Le gouvernement allemand veut économiser 25 milliards de marks en 1994

Alors que le conseil central de la Bundesbank se réunissait jeudi 1^{er} juillet à Leipzig comme il le fait deux fois par mois, le gouvernement allemand annonçait d'importantes économies budgétaires pour 1994.

FRANCFORT

de notre correspondant

Les partis de la coalition au pouvoir en Allemagne ont accepté, mardi 29 juin, le programme d'économies budgétaires présenté par le gouvernement. Les dépenses de l'Etat fédéral seront diminuées de 21 milliards de marks en 1994 (70 milliards de francs) et de 27 milliards en 1995. S'y ajouteront des économies dans les Länder et les communes pour 4 milliards en 1994 et 7 milliards environ en 1995. Pour consolider les finances publiques, les dépenses devront peser pendant plusieurs années être

inférieures de moitié à l'augmentation attendue du PIB.

Le gouvernement entend ainsi limiter le déficit budgétaire à 68 milliards en 1994. Il espère rassurer les porteurs de l'Allemagne avant le 7, le 7 juillet à Tokyo, et les milieux financiers internationaux, qui s'inquiètent des dérives budgétaires depuis la réunification, comme en témoigne la faiblesse du mark. Les milieux patronaux allemands craignent que le programme gouvernemental soit insuffisant.

Violentes critiques

L'essentiel des coupes porte sur le domaine social. Le Bundesrat (parlement fédéral) et le ministère du travail verront leurs crédits réduits de 14 milliards de marks, ce qui provoque de violentes critiques de la part des syndicats et de l'opposition social-démocrate (le Monde du

29 juin). La diminution des allocations-chômage atteindra progressivement 3 %, les salaires des fonctionnaires seront bloqués et les aides à l'éducation abaissées.

Afin de ne pas pénaliser la reprise par la contraction des dépenses publiques, le gouvernement prévoit d'accélérer le rythme de ses engagements de dépenses. Une nouvelle loi sur le travail, plus souple, sera également présentée.

Enfin, l'impôt sur les sociétés sera ramené de 50 % à 45 % pour les bénéfices non distribués et de 36 % à 30 % pour les bénéfices distribués. Le taux de la tranche maximale de l'impôt sur les revenus professionnels passera à 47 %. Ces décisions ont été prises, cette fois-ci, en accord avec les sociaux-démocrates, pour renforcer la compétitivité des firmes et éviter les délocalisations.

E. L. B.

Le Monde ÉDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ÉCONOMIE

Entre 1982 et 1990

Le salaire net moyen
des fonctionnaires de l'Etat
a progressé de 0,1 % par an

Entre 1982 et 1990, le salaire net moyen par tête des quelque 2 millions d'agents titulaires des services civils de l'Etat a progressé de 4,9 % par an, soit une hausse annuelle de 0,1 % en francs constants, selon l'étude que vient de publier l'INSEE (1). Cet indicateur est le reflet de deux phénomènes : l'évolution des salaires des agents (primes comprises) et aussi de leur répartition aux différents niveaux de qualification. Il fait toutefois apparaître des distorsions dans les progressions de salaires - en francs constants - des différentes catégories de fonctionnaires : -0,3 % par an pour les agents de catégorie A (niveau licence), +0,1 % pour ceux de catégorie B et C (niveaux BAC et BEPC) et -0,4 % pour les agents sans diplôme (voir le graphique ci-dessous).

A corps, grades et échelons constants, le salaire net moyen des seuls titulaires (et non des contractuels), selon cette enquête, diminue de 0,5 % par an en francs constants en huit ans. Si, de 1982 à 1988, cette baisse a atteint 0,8 % par an, la situation s'est redressée à partir de 1988, le salaire net moyen par tête enregistrant sur les deux années suivantes une progression de 0,7 %. Cette amélioration est liée à la part croissante des revalorisations catégorielles (réformes des rémunérations des enseignants et de la grille de traitements). Les primes ont, en particulier, augmenté de 18 % par an entre 1988 et 1990.

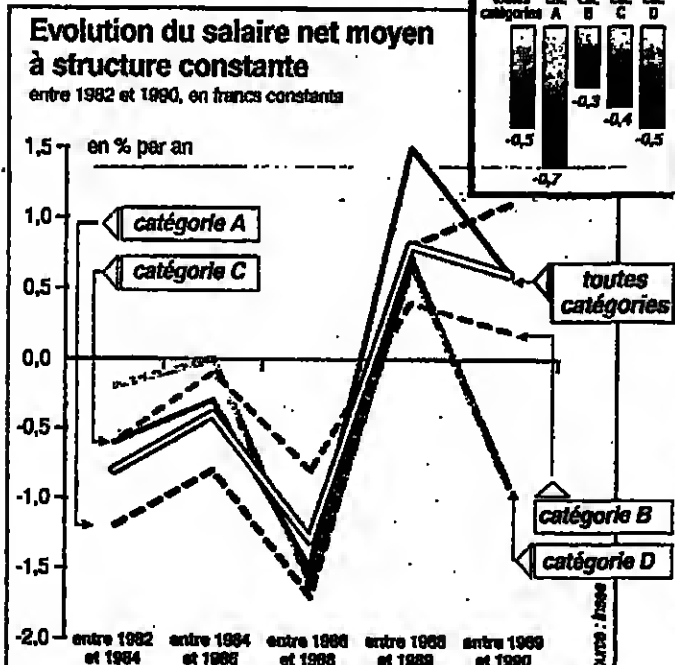
En l'absence de toute revalorisation des rémunérations, le salaire moyen a augmenté de 0,6 % par

an, car les emplois les plus qualifiés sont plus nombreux. Ainsi, « de 1982 à 1990, le poids de la catégorie A est passé de 26,2 % à 29,4 %, coïncidant avec l'INSEE. En revanche, celui de la catégorie B a reculé de 32,3 % à 31,2 % et celui des catégories C et D de 41,5 % à 39,4 % ». Cet « effet de structure » a en tendance à s'accroître en huit ans : il représentait 0,8 point par an entre 1982 et 1988. La raison de cette forte croissance est simple : on a moins recruté et l'ancienneté moyenne des fonctionnaires en place est plus forte. Ainsi, entre 1982 et 1988, le flux des entrants est passé de 5,1 % des effectifs totaux en 1983 à 3 % en 1987 et 1988.

Entre 1982 et 1990, l'effet des promotions individuelles et de l'ancienneté s'est, parallèlement, élevé à 1,8 % par an en moyenne (2,1 % en 1990). Toutefois, le profil de carrière des fonctionnaires de l'Etat se révèle plus avantageux pour les cadres (2,3 %) que pour les fonctionnaires sans diplôme (+1,2 %). Par ailleurs, cet « effet de carrière » diminue avec l'âge : de 2,8 % par an pour les agents de moins de vingt-cinq ans à 1,1 % par an pour ceux âgés de plus de cinquante-cinq ans. A catégorie et âge équivalents, ces effets ont été quasiment identiques pour les hommes et les femmes.

V. D.

(1) Les Salaires en 1990 (tome 2 : La fonction publique de l'Etat), de Guillaume Hourcade, département Édition-Promotions de l'INSEE, 99 p., 88 F.



Le salaire net moyen des fonctionnaires, calculé en tenant compte de l'inflation, a suivi des évolutions divergentes selon les années et les catégories. Les fonctionnaires de catégorie A (niveau licence) ont perdu davantage de terrain que les autres.

AFFAIRES

Pour 690 millions de francs

Pinault rachète
le grand cru bordelais château-latour

Le château-Latour, un des quatre grands crus classés du Médoc en Bordelais, avec les châteaux-margaux, lafite-rothschild et mouton-rothschild, est redevenu français. François Pinault, actionnaire majoritaire du Pinemont, l'a racheté au groupe britannique Allied Lyons, acquérant 94,5 % de la propriété pour 690 millions de francs, par le truchement de sa société holding Arténis.

En 1962, les descendants du marquis de Ségur avaient cédé, pour 13 millions de francs de l'époque (un peu moins de 100 millions de francs d'aujourd'hui) 76 % du château-latour à deux investisseurs britanniques, le conglomérat Pearson, propriétaire notamment du Financial Times, pour 51 %, et le groupe alimentaire Allied Lyons, pour 25 %. En avril 1989, Allied Lyons, désireux de renforcer son portefeuille de marques de spiritueux, qui comprenait déjà le cognac Chuvostier et le whisky Ballantine, rachète pour 56,2 millions de livres sterling (605 millions de francs de l'époque) la part de Pearson, ce qui assignait à château-latour une valeur de 1,2 milliard de francs.

Aujourd'hui, la transaction ramène à 755 millions de francs

(pour 100 % du capital, compte tenu des 20 millions de francs de dividendes à verser et de stocks importants) la valeur du château, soit une chute sensible par rapport aux exigences initiales du vendeur (un milliard de francs). Le marquis régnant sur le marché des vins depuis deux ans et la baisse très sensible du prix des vignobles après la folle hausse de la fin des années 90, ont contraint le groupe britannique à accepter un rabais.

Les négociations, menées par la banque Lazard, ont été longues, plusieurs candidats s'étant refusés, notamment le groupe d'assurances Axa, déjà propriétaire de plusieurs vignobles en Bordelais, et un groupe familial américain. Il est possible que la remontée du dollar, favorable aux exportations de vins français, la baisse des taux d'intérêt et les frémissements enregistrés à Vinexpo, la foire du vin qui s'est tenue la semaine dernière à Bordeaux, aient relancé l'intérêt des acheteurs pour les châteaux bordelais. Ajoutons également le fait que la propriété était exceptionnellement disponible, les détenteurs des trois autres grands crus classés du Médoc n'ayant nullement disposés à vendre.

FRANÇOIS RENARD

La préparation du sommet des sept principaux pays industriels à Tokyo

Les négociations commerciales franco-américaines
provoquent des frictions entre l'Elysée et Matignon

L'un surveille les bagages, l'autre fait le voyage. La répartition des tâches entre le président François Mitterrand et le premier ministre Edouard Balladur dans la perspective du sommet des sept principaux pays industriels, du 7 au 9 juillet à Tokyo, ne se fait pas sans heurts. La présentation faite par M. Balladur lors du conseil des ministres du 30 juin d'une communication sur la préparation du sommet a donné lieu à des griefs de la part de l'Elysée : car le premier ministre, qui avait déclaré deux jours plus tôt avoir mieux à faire que de « s'apaiser » à Tokyo, a défini très précisément la ligne de conduite de la France en matière commerciale. En laissant

au président, porteur d'une ligne très dure sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le soin d'affronter ses partenaires.

« La conclusion d'un accord ne peut se faire sans le règlement des litiges commerciaux en cours, notamment celui ouvert sur l'acier », précise la communication de M. Balladur. La France a toujours fait savoir qu'elle ne lâcherait pas de lest sur le volet agricole du cycle de l'Uruguay Round, jugé dans son état actuel dommageable pour les agriculteurs de l'Hexagone. En mai, M. Balladur a défini une stratégie de mouvement, et présenté à ses partenaires européens un mémorandum précis sur la position française sur l'ensemble

des sujets du GATT. Le premier ministre s'est rendu le 15 juin à Washington, pour s'expliquer directement avec le président Clinton (le Monde du 17 juin).

Loin de mettre de l'huile dans les rouages des relations franco-américaines, ces différentes démarches ont au contraire jusqu'à présent plutôt avivé les tensions. Car à Washington, M. Clinton a exclu l'hypothèse d'une renégociation du pré-accord agricole de Blair House, et le dossier de l'acier sert aujourd'hui de terrain d'affrontement.

Le sommet de Tokyo ne tombe donc pas au meilleur moment pour la France. Et si l'Elysée approuve les positions de M. Balladur sur le

connaître 1 % de taux de croissance, et l'Allemagne, ainsi que nombre d'autres pays européens, en pleine récession.

La démarche américaine s'explique par un relatif optimisme de l'administration. Les Etats-Unis, eux, sont sortis de la récession ; même si l'activité n'a que timidement repris, ils enregistrent vraisemblablement un taux de croissance de 2,5 % à 3 % cette année, et sans doute autant l'an prochain. Ils estiment avoir fait leur devoir en matière de politique de croissance en adoptant un programme de réduction du déficit budgétaire qui s'est soldé par une baisse substantielle des taux d'intérêt. Ils aimeraient donc voir les autorités allemandes en faire autant et le Japon décider d'un programme de relance des dépenses publiques encore plus élevé que celui que le gouvernement Miyazawa a voté (qui dépense pourtant les 100 milliards de dollars).

Désaccord encore entre l'administration Clinton et ses partenaires du G7 sur le montant d'un fonds d'aide à la privatisation en Russie. Les Etats-Unis s'étaient engagés auprès de Moscou à fournir quelque 4 milliards de dollars. Les alliés, européens et japonais, renâclent. On arrivera sans doute à 1,5 milliard, qu'on présentera comme « une première tranche ». Seul motif de satisfaction pour l'administration en ce qui concerne l'aide à la Russie, un des thèmes du sommet de Tokyo : le Fonds monétaire international a annoncé mercredi qu'il débloquent en faveur de Moscou une première tranche de crédit de 1,5 milliard de dollars, comme Washington le réclamait à cor et à cri depuis quelques semaines.

ALAIN FRACHON

FRANÇOISE LAZARE

Les Etats-Unis
durcissent leur attitude

Suite de la première page

Pour le premier ministre, qui ne se rendra pas à Tokyo, « il est exclu que nous négociions (...) en nous soumettant à une loi nationale (...) qui n'est pas le respect d'une règle internationale ». Ce sont là « provocations de mauvaise foi » de la part de M. Balladur, a répondu Peter Watson, « des propos », a-t-il encore dit, « qui doivent être révisés » et « donner lieu à des excuses ».

Car, pour le responsable américain, la « procédure » suivie par la commission « est d'ordre quasi judiciaire ». Elle présente nombre de garanties, elle est « conforme aux règlements internationaux » et peut servir de base à une décision très différente de celle prise par le département du Commerce. La polémique incarne un des points sur lesquels s'achève la pénible négociation de l'Uruguay Round, qui depuis plus de six ans cherche à obtenir un nouvel accord de libéralisation du commerce mondial dans le cadre du GATT.

« Pratiques artificielles »

Nombre de partenaires commerciaux des Etats-Unis - pas seulement la France - leur reprochent de refuser d'accepter ce mécanisme multilatéral de règlement des contentieux commerciaux. Au lieu de quoi, ils entendent imposer comme dans l'affaire de l'acier - leur législation nationale, une législation qu'ils veulent d'ailleurs encore renforcer de manière à protéger davantage leurs industriels (le Monde du 25 juin).

L'administration Clinton réplique à M. Balladur sur un plan strictement juridique : elle ne peut rien faire puisque la procédure relève, dit-elle, d'un organisme en principe indépendant du département du Commerce, la fameuse commission dont M. Watson est le vice-président. Elle entend distinguer ce dossier de l'Uruguay Round pour lequel le Sénat, après la Chambre, vient de renouveler la procédure dite du fast track, qui donne à l'administration un large mandat pour poursuivre la négociation.

Les relations avec le Japon ne sont pas meilleures. M. Clinton aurait aimé pouvoir annoncer au sommet de Tokyo que les Etats-Unis et le Japon s'étaient entendus sur une stratégie commerciale destinée à réduire le déficit que l'Amérique enregistre - 49 milliards de dollars - dans ses échanges avec son allié nippon. Deux longues séances de négociations, l'une à Washington, l'autre à Tokyo, ne l'ont pas permis. Les

Americains entendaient que le Japon accepte dans une demi-douzaine de secteurs un volume donné de produits et services en provenance des Etats-Unis. Le Japon a dit non, estimant que ces objectifs quantifiés étaient atteints au principe de la liberté des échanges.

Argument auquel le représentant des Etats-Unis pour le commerce, Mickey Kantor, répond en faisant valoir, dans le Wall Street Journal, que les « marchés japonais ne font pas les décisions » mais relèvent de « pratiques artificielles qui ne permettent pas aux forces du marché de fonctionner » et qu'il faut donc « une initiative pour ouvrir lesdits marchés ». Les négociations doivent reprendre fin de l'été. En cas de nouvel échec, les Etats-Unis pourraient décider une série de sanctions auxquelles les Japonais ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils répondraient à leur tour.

Un relatif optimisme

Japonais et Allemands ont, d'autre part, repoussé le projet de l'administration d'introduire dans la déclaration finale du G7 un objectif de croissance précis - en l'espèce 3 %. Les Etats-Unis y voyaient une manière de susciter une dynamique de croissance. A en croire des propos cités dans le New York Times, japonais et Allemands voyaient une cible impossible à atteindre et donc de nature à entamer un peu plus encore la crédibilité du G7 : au mieux, le Japon

COMMUNICATION

A partir de septembre

Rectangle blanc contre la violence
à la télévision américaine

Bill Clinton a écrit, mercredi 30 juin, aux responsables des principales chaînes de télévision américaines pour leur demander de « prendre la responsabilité » de limiter le nombre des scènes de violence dans leurs émissions. Le président des Etats-Unis a qualifié de « premier pas louable » l'engagement pris par ces chaînes d'annoncer à l'écran la présence de violence dans les programmes.

WASHINGTON

de notre correspondant

Sur le petit écran américain, certaines émissions vont bientôt être précédées d'un rectangle blanc. Oh ! il ne s'agit pas de prévenir contre l'apparition d'un sein ou du gaine d'une cuisse... Curieusement, dans un pays où Madonna est l'idole d'une partie de la jeunesse, la télévision est restée étonnamment, tristement, prude. Il s'agit de lutter contre la violence à la télévision, car si, sur le petit écran, on s'aime avec pudeur, on s'y entretient, au contraire, beaucoup et dans une débâcle de violence hyper-réaliste.

Le rectangle blanc encadrera une phrase d'avertissement, appelant l'at-

tention des parents sur « le contenu violent » de l'émission. Les parents sont alors supposés chasser leurs enfants de devant la boîte magique. Le rectangle blanc figure dans la grille des programmes soumise à la presse et réapparaît dans les bandes-annonces des émissions à venir. Ainsi en ont décidé, avec réticence, les dirigeants des quatre grands réseaux de télévision hertzienne. La mesure, qui ne concerne pas les programmes d'information, entrera en vigueur en septembre pour une période d'essai de deux ans. Il a fallu des mois de pressions du Congrès, qui menaçait de légiférer, pour que les réseaux acceptent de se mettre d'accord sur ce fillet de protection de la jeunesse.

Controverse et scepticisme

Si, dans certains pays latins, l'antériorité féminine illustre presque toutes les publicités télévisées, la violence imprègne la télévision américaine : des dessins animés pour enfants aux films de l'après-midi, en passant par les inviolables séries policières. A toute heure, on pressent que l'écran s'anime de mitraillages sanglants, avec gros plans sur l'impact des projectiles et les corps déformés des victimes. Sachant qu'un jeune Américain passe plusieurs heures, chaque jour, devant le télé-

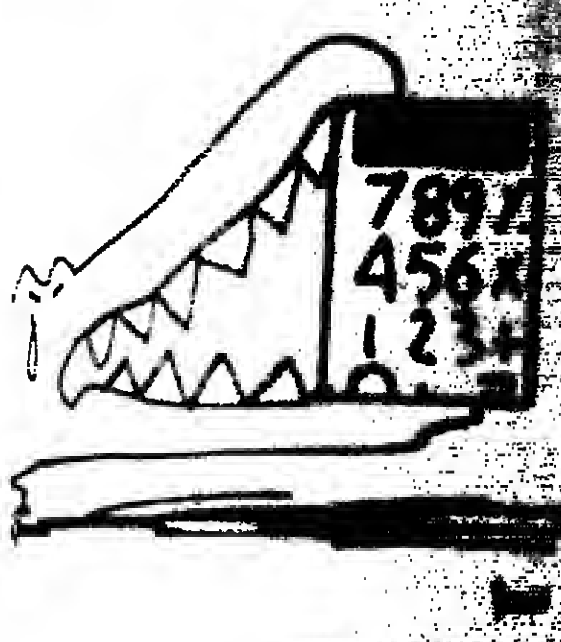
seur, les statisticiens ont calculé qu'il avait à dix-huit ans déjà vu quarante mille meurtres sur le petit écran.

« Je refuse de croire que tous les malheurs de la société viennent de la télévision. Nous vivons dans une société violente, née dans la violence, portée par la violence », tonne Jack Valenti, patron de la Motion Picture Association of America. Argument partiellement faux et largement simpliste, répliquent les policiers : ils disent avoir à faire face à une jeunesse totalement désensibilisée à la violence tant celle-ci est omniprésente et banalisée à la télévision. Ils citent des types de criminalité directement inspirés de la télévision. Ils évoquent une jeunesse qui a parfois du mal à faire la différence entre la réalité électronique et celle du feuilleton télé - et la réalité - tout court.

Les sceptiques font valoir que le rectangle blanc aura peu d'effet : les enfants sont de plus en plus souvent seuls devant le téléviseur. L'avenir est à l'informaticien, à la puce qui permettra aux parents de préprogrammer la télécommande de manière à empêcher les enfants de regarder telle ou telle émission. Les bambins seront alors renvoyés à leurs jeux électroniques. Ils pourront programmer sur leur écran de charnières massives « interactifs ».

AL F.

Le rapport

Les services financiers
La Poste en ligne de mire

ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Le rapport public 1993 de la Cour des comptes a été remis, mercredi 30 juin, au président de la République et présenté au Parlement par Pierre Joxe, premier président de cette institution depuis le 10 mars, en remplacement de Pierre Arpaillange, atteint par la limite d'âge. Dans cet ouvrage, plus volumineux que celui de l'année précédente (580 pages contre 447 précédemment) mais vendu au même prix (160 francs à la direction des Journaux officiels), aucun fil directeur ne guide vraiment la lecture.

Si le cru 1991 relevait l'importance croissante des chambres régionales des comptes, et si la cuvée 1992, Europe oblige, intégrait la dimension communautaire, la récolte 1993 ressemble à un vaste patchwork sans thème ni sujet dominant. Un rapport qui symbolise

bien l'année d'intérim qu'a vécue la Cour des comptes entre deux présidences. Pierre Arpaillange a participé au lancement des travaux, Pierre Joxe a constaté leur achèvement. Pour bien marquer sa distance et souligner le fait accompli, le nouveau président n'a pas rédigé d'avant-propos comme le faisait son prédécesseur et n'a pas non plus présenté les grandes lignes de cette publication à la presse. Ce détachement, jugé par certains désobligeant, ne serait-ce qu'à l'égard des rédacteurs du rapport, ne fait que renforcer le caractère rébarbatif de cette somme.

Divisé classiquement en quatre rubriques (Etat et établissements publics, collectivités territoriales, protection sociale et entreprises publiques), cet ouvrage présente, en préambule, un bilan de la juridiction.

« En 1992, la Cour a rendu 387 arrêts, dont 38 sur appels de jugements des chambres régionales. En matière de protection sociale, elle a examiné les rapports des comités départementaux d'examen (CODEC) compétents à l'égard de onze cents organismes de sécurité sociale. »

Un suivi des observations

La Cour recense également le nombre de rapports qui lui ont été présentés (660 contre 643 l'année précédente), les référés aux ministres (148), les notes du Parquet à des autorités diverses (235) et les rapports particuliers aux entreprises publiques (31).

Dans un souci de suivi de ses travaux, la Cour des comptes s'est à nouveau

penchée sur le crédit d'impôt pour voir si ses observations formulées en 1989 avaient été suivies d'effets. Une démarche analogue a été adoptée pour la Caisse régionale d'assurance-maladie d'Île-de-France (CRAMIF).

De même, elle a étendu ses investigations en élargissant ses enquêtes dans les services et établissements publics. Elle s'est de nouveau intéressée au fonctionnement de l'Opéra de Paris et, à la disparition du mobilier national, plus précisément cette fois-ci dans les ministères sociaux.

Ses enquêtes ont concerné tant le soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique et aux programmes audiovisuels que le coût de l'organisation des Jeux olympiques d'Albertville.

Outre le règlement de l'Etat à l'Agence centrale des organismes de sécurité

sociale (ACOSS), les investigations en matière sociale ont porté sur la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi, sur le régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle et sur le contrôle par les URSAFF des clubs de football. Concernant les entreprises publiques, la Cour s'est intéressée aux problèmes financiers de La Poste et aux financements des professionnels de l'immobilier.

Enfin la partie traitant des collectivités locales ressemble elle aussi à un inventaire à la Prévert, traitant des placements obligataires de Paris, du Palais des festivals à Cannes, ou encore de la chaufferie du quartier du Val-Fauré à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

D. G.

pays industriels à Tokyo

franco-américaines

Elysée et Matignon

Le premier tour de la 13^e journée de la Coupe du monde de football a été joué à Tokyo.

Le président de la République a reçu, à l'Elysée, le premier ministre, le 1^{er} juillet, pour lui remettre le rapport annuel de la Cour des comptes.

Le président de la République a reçu, à l'Elysée, le premier ministre, le 1^{er} juillet, pour lui remettre le rapport annuel de la Cour des comptes.

Le président de la République a reçu, à l'Elysée, le premier ministre, le 1^{er} juillet, pour lui remettre le rapport annuel de la Cour des comptes.

Le président de la République a reçu, à l'Elysée, le premier ministre, le 1^{er} juillet, pour lui remettre le rapport annuel de la Cour des comptes.

ALAIN FRACHON

FRANÇOISE LAJAE

ICATION

le septembre

contre la violence

on américaine

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

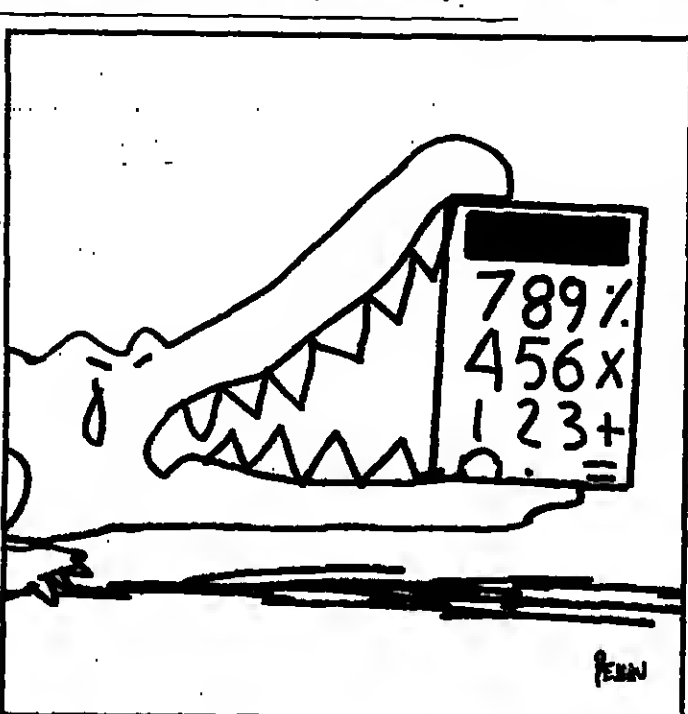
Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.

Le 1^{er} septembre, les Américains ont célébré le jour de l'indépendance.



Les services financiers

de La Poste en ligne de mire

Tout d'abord, les services financiers de La Poste ont été mis en ligne de mire. La Cour des comptes a examiné les comptes de La Poste pour l'année 1992. Elle a constaté que les services financiers de La Poste ont connu une croissance importante, passant de 1,5 milliard de francs en 1991 à 2,6 milliards en 1992.

La Cour des comptes a également constaté que les services financiers de La Poste ont connu une augmentation de leur chiffre d'affaires, passant de 1,5 milliard de francs en 1991 à 2,6 milliards en 1992.

La Cour des comptes a également constaté que les services financiers de La Poste ont connu une augmentation de leur chiffre d'affaires, passant de 1,5 milliard de francs en 1991 à 2,6 milliards en 1992.

La Cour des comptes a également constaté que les services financiers de La Poste ont connu une augmentation de leur chiffre d'affaires, passant de 1,5 milliard de francs en 1991 à 2,6 milliards en 1992.

Lourdeur des contraintes

Les magistrats mettent également en lumière d'énormes problèmes de gestion qui pèsent sur la rentabilité. L'exemple le plus flagrant est celui des découverts accordés de façon quasi automatique aux clients. Le non-respect de règles élémentaires de prudence, le paiement demandé avec retard des agios et l'inefficacité des procédures de recouvrement font que la proportion des échéances en retard atteint 16 %.

Cela coûte environ 150 millions de francs par an. Voilà qui ne milite pas pour que La Poste

puisse un jour distribuer des crédits.

La Cour insiste enfin sur la nature structurellement déficitaire des activités financières de l'établissement public, liée à la fois à la lourdeur de ses coûts, à une insuffisance de revenus provenant des produits nouveaux et au changement de mode de rémunération par l'Etat.

Face à l'avalanche de critiques, La Poste se défend avec énergie et considère qu'elle est victime d'un mauvais procès. Sur le fond, elle ne conteste pas la plupart des analyses de la Cour, mais elle considère qu'elles ne prennent pas en compte les bouleversements de l'environnement financier qui ont rendu peu compétitifs ses produits traditionnels et les contraintes considérables qui sont les siennes.

Ainsi 70 % des recettes liées aux services financiers dépendent de l'Etat. La modification unilatérale, entre 1991 et 1992, des conditions de rémunération a coûté près de 4 milliards de francs. La rémunération par le Trésor des dépôts des CCP, que l'Etat utilise pour ses dépenses courantes (4,5 % en 1991 et 5,5 % en 1992 et 1993), ne couvre toujours pas les charges d'exploitation estimées à 7,8 %. Plus grave, la gestion des Livrets A et B est devenue structurellement déficitaire. Ces fonds, bien supérieurs à ceux des CCP puis qu'ils représentent une moyenne de 260 milliards de francs d'encours contre 150 milliards pour les CCP, sont désormais rémunérés au taux de 1,5 % contre 4,5 % en moyenne dans les années 80.

La Poste insiste par ailleurs sur son rôle social, qui pèse sur sa rentabilité. Elle n'exerce pas d'action dissuasive envers les petits clients et respecte le « droit au compte », même pour les intermédiaires bancaires. Pour de nombreuses personnes vivant dans des conditions précaires, elle reste le seul moyen d'existence financière avant l'exclusion.

Enfin, dans un registre différent, la Cour souligne que l'Etat n'a pas honoré ses engagements envers La Poste en matière de transport de la presse. Le coût est réparti en théorie entre les entreprises de presse pour 33 %, l'Etat pour 37 % et La Poste pour 30 %. En 1991 et 1992, l'Etat n'a honoré que 25 % de cette dette. L'établissement public se trouve donc « durablement engagé dans la voie d'un déficit structurel de l'ordre de 2 milliards de francs par an ».

E. L.

Les errements de la gestion

du Fonds d'action sociale pour les immigrés

Provocation ou coup de projection salvateur, l'étatage au grand jour des dysfonctionnements du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) vient à point nommé, en plein débat national sur l'immigration et au seuil d'un été potentiellement chaud dans les banlieues. Mécénat, le FAS est l'établissement public qui verse les subventions de l'Etat à une multitude d'associations œuvrant, en principe, pour l'intégration des étrangers.

En 1991, quelque 4 000 organismes ont ainsi bénéficié de ses deniers pour un montant global de 1,35 milliard de francs, sur un budget total de 1,87 milliard de francs. Du soutien scolaire aux foyers d'immigrés, des spectacles culturels aux émissions télévisées, de l'antiracisme au folklore portugais, de l'alphabetisation aux concerts de rap, rien de ce qui concerne les immigrés n'est à priori étranger au FAS.

Ce discret établissement, fondé en pleine guerre d'Algérie pour aider au logement des travailleurs algériens immigrés en métropole, a vu ses compétences s'élargir progressivement à tous les étrangers. Depuis la libéralisation du statut des associations étrangères en 1981, le FAS est devenu, avant tout, un gendarme de subventions associatives. Le lancement de la politique de la ville, en 1991, a encore accru son domaine d'intervention. Depuis des années, le FAS est l'objet de critiques aussi virulentes que contradictoires : certains lui reprochent de contraindre l'intégration des immigrés en perpétuant, par son existence même, un circuit financier et de communautés spécifiques, d'autres critiquent la largesse du FAS qui, au nom de l'intégration des immigrés, finance des interventions sociales aux contours imprécis.

Des subventions automatiques

La Cour des comptes adopte elle-même successivement ces deux optiques dans son rapport sur la gestion de l'établissement public entre 1985 et 1991. La Cour met en cause la « dispersion » des interventions du FAS qui l'aurait amené à financer « des actions qui touchent un public beaucoup plus large que les populations immigrées ou issues de l'immigration ».

Les magistrats doutent aussi du caractère intégrateur d'actions subventionnées comme l'enseignement des langues et cultures d'origine, « actions aux objectifs ambigus » dont les animateurs « ne sont pas soumis à un contrôle pédagogique ». Ils brocardent les aides accordées au titre des « camps de vacances et des placements familiaux à l'étranger », qui, sous couvert de rapprochement des communautés, finissent « dans certains cas (...) le séjour annuel au pays d'origine de quelques familles d'habitants ». Sont également critiquées certaines actions culturelles de faible diffusion, comme des émissions télévisées confidentielles et une expédition calamiteuse de programme ciblé. La Cour, après d'autres, met en cause les aides spécifiques qui contribuent à maintenir des immigrés dans des foyers ségrégatifs au lieu de les inciter à rejoindre les HLM de droit commun.

Le manque de rigueur et l'extrême lenteur dans l'instruction des demandes de subvention sont reprochés. L'« insuffisance des contrôles » aboutit à un renouvellement quasi automatique des subventions d'année en année, même si, dans plusieurs cas cités, l'association bénéficiaire n'a fourni aucun justificatif, voire n'a plus d'existence réelle.

Sans être nommés, les associa-

tions SOS-Racisme et France Plus son visées. La première a été subventionnée par le FAS, entre autres, en dépit d'« anomalies comptables, dissimulation de salaires en frais de mission et de réception ou en honoraires, incapacité à fournir des informations fiables sur l'emploi d'une bonne partie des fonds ». La seconde est visée pour des dépenses de caractère « somptuaire ».

Les « trucs » des administrations

Le « laxisme » du FAS et son opacité sont encore mis en cause à propos de sa vie interne. Les dépenses de fonctionnement sont maquillées en « interventions sociales », la mise à disposition de l'établissement de personnels par des organismes qu'il subventionne, font partie des « trucs » couramment utilisés par les administrations pour contourner la rigidité

des règles budgétaires et la lenteur des financements.

Plus originales sont les critiques sur le fonctionnement de la direction du FAS et de son conseil d'administration, lourde assemblée qui réunit les représentants des communautés immigrées, des syndicats, des associations familiales et des quinze administrations concernées. La Cour relève que la direction a saisi le conseil d'administration certains dossiers de subventions et a modifié, dans certains cas, ses procès-verbaux à son insu. Le marché de matériel informatique de 1,9 million de francs passé en 1990 est tout particulièrement visé. Marqué par « des infractions répétées aux règles de la comptabilité publique », il a abouti à « des prestations dans l'ensemble insuffisantes, voire défectueuses », et à un nouvel allongement du délai de traitement des dossiers.

Tout en dénonçant ces graves dysfonctionnements, la Cour mon-

tre que les erreurs du FAS reflètent les errements des autorités de tutelle et l'imprécision des politiques gouvernementales, « en dépit de la multiplication des instances » chargées de la politique d'intégration.

Dans leur conclusion, les magistrats plaident en faveur du « maintien d'un établissement chargé d'introduire, dans la politique globale, les préoccupations spécifiques à l'insertion de cette catégorie de bénéficiaires (la population étrangère) ». Une manière de réponse préventive à ceux qui voient déjà dans les bêtises du FAS, et dans la politique d'immigration zéro proclamée par Charles Pasqua une nouvelle justification à la disparition de cet établissement public.

Ph. B.

(Nous publierons demain la suite de l'analyse du rapport 1993 de la Cour des comptes.)



UNE RÉPONSE SURPRENANTE !

LES MAUVAIS ARGUMENTS

DE LA COMMISSION DE BRUXELLES

Alarmée par le large soutien public et politique dont bénéficie la campagne de presse de l'UIT en faveur de l'industrie du textile et de l'habillement, la Commission des Communautés européennes a tenté d'y répondre dans un placard inséré récemment dans « le Monde » daté du 23 juin.

Le lecteur quelque peu averti des choses du textile est surpris par la pauvreté des arguments invoqués. Pourquoi donc la Commission est-elle réduite à recourir à d'aussi piètres arguments pour défendre ses positions ? Par exemple :

La Commission dénie scandaleusement l'industrie textile française et prétend que cette dernière a subi en 1992 des pertes de production SIX fois supérieures à la moyenne européenne. La vérité est à l'opposé des allégations de la Commission : la production textile française a reculé de 1,8 %, contre une moyenne européenne de 3 %.

Évoquant la lutte contre la fraude, la Commission rappelle qu'un des rôles positifs du GATT est de définir des règles de concurrence loyale. Mais à quoi bon définir des règles, si on ne les fait pas respecter ? Ainsi, on a laissé la contrefaçon devenir un véritable cancer économique, qui porte sur des centaines de milliards de francs français et génère d'importantes pertes d'emplois en Europe. De plus, dans la défense de sa politique en la matière, la Commission omet prudemment de signaler l'essentiel, à savoir qu'elle a avalisé le projet du GATT qui confère à de nombreux pays tiers le droit de copier, pendant dix ans, tous les produits occidentaux.

La Commission insiste sur la nécessité de moderniser l'industrie européenne du textile et de l'habillement. Elle semble ignorer que l'industrie textile européenne est globalement la plus moderne – et la plus copiée – du monde. La Commission rappelle à ce propos l'existence de son nouveau programme d'aide, Retex. Ce programme, qui a été décidé sans concertation avec l'industrie, est récusé par de nombreux professionnels, et notamment par l'industrie française. On peut donc s'étonner que la Commission engage allégrement l'argent des contribuables européens dans des programmes contestés. Par ailleurs, elle devrait mieux relativiser les choses : Retex attribue à la France un montant de 30 millions de francs par an pendant cinq ans. Ce qui représente une aide de moins de 5 000 francs par an et par entreprise. Comment, dans ces conditions, la Commission peut-elle exiger de ses efforts en matière de modernisation ?

En résumé, il est significatif de constater que la Commission ne trouve pas d'arguments recevables pour justifier sa politique à l'égard du GATT et des industries européennes du textile et de l'habillement. Mais la difficulté qu'éprouve la Commission à défendre sa politique tient essentiellement au fait que sa politique est in défendable.

Tous les arguments de la Commission, quelque maladroits qu'ils soient, étudent toutefois l'essentiel. A savoir que l'industrie textile européenne, alors qu'elle est le leader mondial incontesté de sa profession, perd de nombreux emplois chaque année parce qu'elle se heurte à une concurrence déloyale, tolérée par le GATT comme par la Commission. Parce que la Commission s'est enlisée dans le dogme suranné du mondialisme commercial et n'a pas de politique industrielle et commerciale cohérente face à des pays souvent prêts à tout pour assurer leur croissance économique et conquérir nos marchés.

L'UNION DES INDUSTRIES TEXTILES

37-39, rue de Neuilly. 92113 Clichy Cedex

VIE DES ENTREPRISES

Alors que la croissance de son activité se ralentit en 1992

France Télécom a déga-
gné un profit record de 3,3 milliards de francs

France Télécom n'est pas imperméable au ralentissement général de l'activité. Certes, au vu des comptes 1992 présentés mercredi 30 juin, l'opérateur français de télécommunications n'a pas de quoi s'en faire. A 3,3 milliards de francs, son résultat net progresse de plus de 40 % par rapport aux 2 milliards enregistrés en 1991. Et n'était son imposition particulière - le prélèvement forfaitaire de l'Etat s'est élevé à 15 milliards de francs l'an passé, soit une surcharge de 5 milliards de francs par rapport au régime normal d'imposition des sociétés selon les données fournies par la direction financière - France Télécom ferait sans doute figure de recordman de la rentabilité.

Cette véritable machine à profits, qui n'est pas vraiment le producteur de peur d'avoir les tentations de sa ténacité, explique l'augmentation de ses résultats par la maîtrise des charges d'exploitation et surtout par la réduction de son endettement. L'opérateur public s'est endetté à hauteur de 9 milliards, ramenant le total, encore considérable, de ses engagements, à 111,6 milliards de

francs. Le rapport dettes financières sur fonds propres est, pour la première fois, passé sous la barre des 100 %, à 93 % fin 1992 contre 103 % fin 1991 et 106 % fin 1990. A 122,6 milliards de francs, le chiffre d'affaires a progressé de 3,9 % en 1992. France Télécom s'est hissé ainsi au cinquième au quatrième rang mondial des opérateurs de télécommunications derrière le japonais NTT, l'allemand Deutsche Bundespost, l'américain ATT, mais devant le britannique BT (ex-British Telecom). Malgré cela, l'opérateur français connaît un tassement réel de son activité. Les progressions de chiffre d'affaires étaient respectivement de 8 % en 1990 et de 6,8 % en 1991. Sur les cinq premiers mois de l'année 1993, la croissance est de 4,5 %.

Ces comptes n'intègrent pas les résultats de Cogeco, holding qui gère l'ensemble des filiales de l'opérateur public. Cogeco a réalisé, l'an passé, un chiffre d'affaires de 15,4 milliards de francs et un résultat net de 367 millions de francs.

C. M.

L'endettement de Fiat pourrait
atteindre 37 milliards de francs

La récession n'arrange guère les résultats du groupe Fiat. Lors de l'assemblée générale de ses actionnaires tenue le 30 juin à Turin, le président de Fiat, Giovanni Agnelli, a indiqué que l'endettement net du groupe se situerait vers la fin de 1993 à 10 000 milliards de lire (37 milliards de francs), soit environ 50 % de l'actif net. Il a cependant ajouté que cet endettement pourrait être diminué de 2 à 3 000 milliards de lire, si le groupe procédait à la cession d'activités non stratégiques.

M. Agnelli a ainsi confirmé sa stratégie de recentrage sur l'automobile (le Monde du 11 mai).

A. K.

Accord dans la chimie

Le conglomérat anglo-américain Hanson
acquiert Quantum Chemical

Le conglomérat anglo-américain Hanson a annoncé mercredi 30 juin le rachat du premier producteur américain de polyéthylène, Quantum Chemical, pour 3,2 milliards de dollars (18,2 milliards de francs). Aux termes d'un accord conclu avec la direction du groupe chimique, le prix d'acquisition inclut la reprise d'une dette de 2,5 milliards de dollars. Le reste sera payé sous forme d'actions Hanson distribuées aux actionnaires de Quantum.

Cette firme chimique, qui détient plus de 20 % des marchés américains du polyéthylène haute densité, de l'acide acétique et de l'acétate de vinyle, est également le deuxième distributeur de gaz propane aux États-Unis. En 1992, cette entreprise, qui emploie 8 700 personnes, a réalisé un bénéfice d'exploitation de 61 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 2,4 milliards. Toutefois, ce résultat a été grevé par des frais financiers de 262 millions de dollars. Quantum vient d'achever la construction d'une usine d'éthylène à La Porte, au Texas, pour un montant de 1,6 milliard. Il s'agit d'une excellente opportunité au moment

où l'industrie chimique approche du fond du cycle», a déclaré lord Hanson en commentant cette nouvelle acquisition. Déjà présent dans ce secteur aux États-Unis avec le rachat mouvementé de la SCM Chemicals en 1986, le conglomérat s'était un moment intéressé voici deux ans au géant britannique ICI. Mais sa tentative de rachat échoua.

Ce rachat de la quatorzième entreprise américaine est la première opération d'importance effectuée par Hanson depuis l'acquisition en 1989 du groupe minier britannique Consolidated Goldfields pour 3,5 milliards de livres (36 milliards de francs à l'époque). Depuis lord Hanson semblerait hésitant. Malgré quelques rachats de moindre importance comme le premier producteur américain de charbon, Peabody, des intérêts forestiers, Cavenham, et la filiale américaine du groupe de matériaux de construction Beazer, le groupe a subi l'an dernier la première baisse de ses bénéfices en vingt-neuf ans. L'autorité de lord Hanson, soixante et onze ans, était même contestée par certains actionnaires.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ Cogifer augmente de 73 % ses bénéfices en 1992. Le groupe Cogifer, leader européen des installations ferroviaires fixes, filiale du groupe français De Dietrich, prévoit une augmentation de son résultat en 1993, après avoir réalisé en 1992 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 41,7 millions de francs, en hausse de 73 % par rapport aux 24,1 millions de francs réalisés en 1991. Le chiffre d'affaires déclinait lui aussi en hausse en 1993 par rapport à 1,51 milliard de francs réalisé en 1991.

□ Les comptes de British Rail plongent dans le rouge. Les pertes de la compagnie nationale des chemins de fer britanniques, British Rail s'élèvent à 164 millions de livres (1,4 milliard de francs) pour l'exercice 1992-93, contre 31 millions de déficit en 1991-92. Ce déficit record (il n'avait été que de 24,6 millions de livres l'année précédente) s'explique en partie par la hausse de 19 % des investissements réalisés pour moderniser les infrastructures et le service. Ils ont dépassé pour la deuxième année le milliard de livres, à 1,4 milliard, dont 1,1 milliard de subventions gouvernementales. Les pertes de British Rail rendent plus difficile le processus de privatisation des chemins de fer britanniques qui vient de lancer le gouvernement conservateur.

□ Immobilière Phénix: pas de changement attendu en 1993. La Compagnie Immobilière Phénix (CIP, groupe Générale des Eaux) connaît en 1993 un exercice largement comparable à celui de 1992, a estimé mercredi 30 juin, son PDG, Jean-Marc Oury. L'an dernier, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaires de 4,99 milliards de francs en progression par rapport à 1991 (3,29 milliard) et avait enregistré un résultat net part du groupe en baisse à 136,5 millions contre 254,29 millions en 1991. L'immobilière Phénix ne versera pas encore de dividende cette année, « pour des raisons prudentielles », a indiqué M. Oury. Des obligations avec bons de souscription d'actions étant susceptibles d'apporter 500 millions supplémentaires, la CIP devrait bénéficier de 1,2 à 1,7 milliard de fonds propres ou capitaux permanents supplémentaires. De plus, la cession de titres Saint-Jobin (fin mine) et Blenheim (ces derniers jours), procureront 1,1 milliard de nouvelles liquidités.

DÉLOCALISATION

□ Philips délocalise son quartier général audio à Singapour. La multinationale néerlandaise Philips a annoncé, mardi 29 juin, la délocalisation de son quartier général pour le secteur audio de Eindhoven, son siège aux Pays-Bas, à Singapour. Dans un communiqué, Philips précise également que ses activités dans le domaine de l'audio portable seront gérées depuis Hongkong. Pour justifier sa décision, Philips indique que « pour renforcer sa position comme acteur-clé dans le marché global de l'audio », la compagnie « devait faire partie des économies qui se développent le plus rapidement dans le monde, où de nouvelles tendances audio se développent et où tous les principaux concurrents du secteur sont installés ». L'activité audio représente 6 625 personnes dans le groupe néerlandais.

CRISE

□ Libération du président de Veau

Clignet et séquestration de cadres chez Renault et Moët et Chandon. — Joseph Henriot, président de Veau Clignet (groupe LVMH), retenu pendant vingt-sept heures par les salariés de l'entreprise rémoise a été libéré mercredi 30 juin dans l'après-midi. En contrepartie, la direction s'est engagée à négocier un nouveau plan social sur d'autres bases, ont annoncé les syndicats. Ce plan, présenté la veille aux salariés, prévoyait 94 suppressions d'emplois dont 41 licenciements. Au même moment quatre séquestrations déboutées dans deux autres maisons de champagne du groupe LVMH. Deux cadres de Moët et Chandon à Epervy (Marne) et deux autres de la maison Ruinart, dont le directeur général de l'entreprise, étaient « gardés » par leurs employés.

RACHATS

□ Guyonmarc reprend deux sociétés de nutrition animale dans le Sud-Ouest. — Guyonmarc Nutrition Animale, filiale du groupe agroalimentaire breton Guyonmarc (groupe Paribas), a repris à la coopérative CANA d'Ancois deux sociétés de nutrition animale, Rental et Rougerie Aliments, pour un montant non dévoilé, a annoncé, mardi 29 juin, Guyonmarc. Les deux sociétés, implantées respectivement à Colomiers (Haute-Garonne) et Villanave-de-Rouergue (Aveyron), représentent un chiffre d'affaires de 120 millions de francs et produisent environ 70 000 tonnes d'aliment par an. Rental est l'un des principaux fournisseurs d'aliment pour les bœufs de Rouergue.

□ La Générale des Eaux reprend à la CIP une partie de ses titres Blenheim. — La Compagnie générale des eaux a repris à la filiale Compagnie immobilière Phénix (CIP) la plus grande partie de sa participation dans l'opérateur britannique de salons Blenheim Group plc. La Générale des eaux a acquis 10,9 millions d'actions Blenheim (11,8 % du capital). La Compagnie immobilière Phénix conserve en portefeuille 2,7 millions d'actions, détenues par sa filiale Sofopro SA, soit 2,9 % du capital. La Générale des eaux, qui contrôle 43,1 % des droits de vote de la Compagnie immobilière Phénix, décide de ce fait, directement et indirectement, 14,7 % des actions ordinaires de Blenheim. En juillet 1991, la CIP avait conclu un certain nombre d'engagements vis-à-vis de Blenheim dont la validité est maintenue après ce rachat, notamment sur le montant maximal de sa participation (20 %).

DÉMISSION

□ Arturo Ferruzzi quitte la présidence du holding Ferruzzi. — Le changement au sommet du groupe Ferruzzi a été parachevé, mercredi 30 juin, avec la démission d'Arturo Ferruzzi de la présidence de Ferruzzi Finanziaria (Ferruzzi, holding financier du groupe) et l'élection au sein du nouveau conseil d'administration de son successeur désigné, Guido Rossi, ancien président de la Commission de contrôle de la Bourse. Arturo Ferruzzi, fils du fondateur de « l'empire » agro-industriel Ferruzzi, avait déjà démissionné lundi de la présidence de Montedison, holding industrielle du groupe, qui lui a succédé également Guido Rossi (le Monde du 30 juin).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 30 juin ↓ Faiblesse

La tendance était à nouveau orientée à la baisse mercredi 30 juin à la Bourse de Paris dans un marché assez actif où le taux résistait à la volatilité des cours des actions d'importation lors de la prise en pension. En fin de journée, l'indice CAC 40 restait stable tout au long de la journée et affichait en fin de séance une petite perte de 0,28 % à 1 971,87 points.

Si le marché des actions doit éminemment bénéficier de la baisse des taux d'intérêt enregistrés ces dernières semaines, les investisseurs restent toutefois prudents. Les économistes craignent que la récession soit encore plus sévère que prévu et affecte la rentabilité de la production. Ils s'attendent également à la poursuite des tensions sur l'industrie des métaux, à la suite de la réduction des commandes de la sécurité sociale.

Toutefois, ajoutent ces experts, le succès de l'emprunt Balleur auprès des épargnants devrait permettre à l'Etat de mobiliser plus de 40 milliards de francs. Le surplus et surplus il y a, sera sans doute réajusté dans l'économie, estiment-ils. La très légère détente des taux d'intérêt attendue mercredi lors de la prise en pension (7,58 % - 7,59 % contre 7,60 - 7,61 %) n'a suscité que peu de réactions sur les marchés. Les spéculateurs ont attendu le début du conseil de la Bundesbank, qui détermine sa politique monétaire. Les analystes restent partagés sur l'attitude qu'adoptera l'Institut d'émission. D'autant que le président de la Bundesbank, Helmut Schmidt, a déclaré que la Banque centrale est déterminée à « tout faire pour maintenir la stabilité intérieure et extérieure du mark ».

NEW-YORK, 30 juin ↓ Incertaine

La tendance a été incertaine mercredi 30 juin à Wall Street, des acheteurs d'investisseurs institutionnels à la fin du deuxième trimestre absorbant les ventes provoquées par les inquiétudes sur la reprise de l'économie américaine. L'indice Dow Jones des valeurs victorieuses a atteint 3 518,08 points en baisse de 2,77 points, soit un repli marginal de 0,08 %. Quelques 277 millions de titres ont été échangés. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de onze contre huit : 1 118 contre 833 alors que 891 titres restaient inchangés.

Les commandes aux entreprises ont reculé de 1,4 % en mai, alors que les experts tablent sur une baisse de 0,8 % seulement. Ce recul a contribué à alimenter les inquiétudes sur la solidité de la reprise économique, au lendemain de la publication d'une baisse plus forte que prévu de l'indice composite des principaux indicateurs économiques et des ventes de logements en mai ainsi que d'un recul de la confiance des consommateurs en juin.

Mais les achats des investisseurs institutionnels ont produit un bon score sur le marché, d'autant que, ce trimestre,

les géants de portefeuilles, qui avaient voté sur une baisse de Wall Street, se sont ralliés avec un montant élevé de liquidités à investir, selon Alfred Goldman, directeur chez A. G. Edwards and Sons.

VALEURS	COURS DU 29 juin	COURS DU 30 juin
Alcoa	88	87
AT&T	63 1/8	63
Boeing	27 3/4	27
Chemical Bank	21 1/8	22 1/8
De Post de New York	42 1/2	42 1/8
General Motors	50	50
IBM	102 1/2	102 1/8
Ford	61 1/2	62 1/8
General Electric	46 5/8	46 1/2
Goldman Sachs	44	44 1/2
Goodyear	42 3/8	42 1/4
IBM	102 1/2	102 1/8
ITT	84 3/4	84 1/4
Medco	75 1/8	74 3/4
Rockwell	88 1/4	87
Schlumberger	63 3/4	63 1/2
Texas	63 3/4	63 1/2
Union Carbide	123 1/4	123 1/8
United Tech	54 1/4	54
Westinghouse	47 1/2	47 1/8
Xerox Corp.	60 1/2	59 7/8

LONDRES, 30 juin ↑ Progression

Après un départ lent, la Bourse de Londres a redressé la tête sous l'impulsion des achats à terme sur indices mercredi 30 juin, dans un marché peu actif. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 14 points, soit 0,6 %, à 2 900 points. Les échanges ont porté sur 840,8 millions de titres contre 859,2 millions la veille.

Le marché a tenu à honorer l'essentiel du soutien et permis de compenser la hausse de la livre et le morcellement de Wall Street. Les opérateurs ont prêté peu d'attention à l'accroissement des obligations d'Etat, qui a dépassé 1,1 milliard de livres, et à la dégradation de la note de la dette publique, notamment les banques et les

assurances, à l'exception des textiles, de la construction et des magasins. Le conglomérat Hanson, qui a repris le rachat du groupe chimique américain Quantum Chemical pour 3,2 milliards de dollars, a progressé de 4 points à 226,5.

VALEURS	Cours du 29 juin	Cours du 30 juin
Abel Lytle	6,40	6,57
B.P.	3,04	3,09
B.T.A.	2,25	2,29
C.A.T.	4,02	4,06
De Beers	11,12	11,26
De Beers	11,12	11,26
G.I.L.S.	3,50	3,51
ICI	8,80	8,86
Imperial Chemical	12,00	12,10
ICI	8,74	8,72
Shell	8,31	8,30
Shell	10,35	10,31

TOKYO, 1^{er} juillet ↑ Vive hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé en forte hausse jeudi 1^{er} juillet, l'indice Nikkei finissant à son meilleur niveau du jour, dans des échanges peu fournis. Au terme de la séance, l'indice Nikkei a gagné 334,61 points, soit 1,71 % à 19 924,81 points. Le marché a bénéficié de la hausse des valeurs non boursières et des sociétés de la haute technologie, mais l'heure restait à la prudence en raison des incertitudes politiques.

« Le marché est fondamentalement haussier, avec notamment des flux

hors notables sur certains valeurs », a dit un boursier. « Mais dans l'ensemble, le marché n'a pas été très actif en raison de la situation politique », a-t-il ajouté.

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 1 ^{er} juillet
Aluminium	1 340	1 390
Boeing	1 210	1 200
Canon	1 310	1 330
De Beers	1 120	1 130
De Beers	1 120	1 130
De Beers	1 120	1 130
De Beers	1 120	1 130
De Beers	1 120	1 130
De Beers	1 120	1 130
De Beers	1 120	1 130
De Beers	1 120	1 130

CHANGES

Dollar : 5,7540 F =

Le deutschemark se dépréciait à 3,3698 francs jeudi 1^{er} juillet au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3735 francs dans les échanges interbancaires de mercredi soir (il s'inscrivait à 3,3728 francs, selon le cours indicatif de la Banque de France). Le dollar est stable à 5,7540 francs contre 5,7537 francs dans les échanges interbancaires de mercredi soir (5,7540 francs cours Banque de France).

FRANCFORT	30 juin	1 ^{er} juillet
Dollar (en DM)...	1,6895	1,7075
TOKYO	30 juin	1 ^{er} juillet
Dollar (en yen) ..	166,51	168,10

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (1^{er} juillet) : 7 716-7 715 %
New-York (30 juin) : 3,59 %

BOURSES

29 juin 30 juin
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 542,71 538,42
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 977,30 1 971,87

NEW-YORK (indice Dow Jones)

29 juin 30 juin

Industrielles 3 518,05 3 516,08

LONDRES (indice Financial Times)

29 juin 30 juin

100 valeurs 2 866 2 900

20 valeurs 2 263,20 2 270,90

Mines d'or 201,90 202,80

Fonds d'Etat 97,13 97,22

FRANCFORT

29 juin 30 juin

Dax 1 708,33 1 697,63

TOKYO

30 juin 1^{er} juillet

Nikkei Dow Jones 19 924,81 19 924,81

Indice général 1 588,25 1 596,03

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devise	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,7455	5,7475	5,8000	5,8040
Yen (100)	164,51	166,10	164,51	166,10
Deutschemark	3,3698	3,3735	3,3698	3,3735
Franc suisse (1000)	3,7970	3,8010	3,8151	3,8212
Livre sterling (100)	9,1116	9,1216	9,1116	9,1216
Livre sterling	5,1316	5,1516	5,1316	5,1516
Franc suisse (100)	8,5719	8,5919	8,5719	8,5919
Franc suisse	4,4050	4,4083	4,4050	4,4083

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIRES

Devise	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 3/16	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	7 3/16	7 3/16	7 3/16	7 3/16	7 3/16	7 3/16
Deutschemark	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8	6 13/16	6 15/16
Franc suisse (1000)	7 5/8	7 3/4	7 3/8	7 1/2	7 1/16	7 3/16
Livre sterling (100)	5 1/8	5 1/4	4 13/16	4 13/16	4 13/16	4 13/16
Livre sterling	9 1/16	9 1/16	9 5/8	9 5/8	9 3/8	9 5/8
Franc suisse (100)	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
FRANC FRANÇAIS	11 3/8	12	10 5/8	11 1/8	10 3/16	10 11/16
	7 5/16	7 7/16	6 15/16	7 1/16	6 5/16	6 11/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé

à Paris, 12, rue M. Gaudou

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-0317

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les révisions

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourme

Directeur général : Michel Cys

Membres du comité de direction :

Jacques Guin, Philippe Dupuis,

Isabelle Tardif

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-72-72

Téléc : 40-65-72-72

Le Monde est membre de l

MARCHÉS FINANCIERS

• Le Monde • Vendredi 2 juillet 1993 21

Cours relevés à 11 h 15

NEW-YORK, 30 jun 4 Incertaine

CHORES, 30 Jun 1 Progression

OKYO. 1. juillet ↑ Vive hausse

UNGES BOURSES

INTERBANCAIRE DES DEVISES

D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

姓名	性别	年龄	籍贯	职业	住址	电话
王德胜	男	45	山东	教师	北京路10号	1234
李小红	女	32	江苏	医生	文化路5号	5678
张志强	男	28	河南	工程师	建设路8号	9012
刘小明	男	38	四川	工人	工厂路3号	3456
陈丽娟	女	42	湖南	会计	商业路7号	7890
赵国强	男	50	河北	干部	政府路2号	2345
孙文娟	女	35	浙江	记者	报社路6号	6789
周大伟	男	40	湖北	农民	农村路1号	1011
吴小芳	女	25	广东	学生	学校路4号	4567
郑为民	男	55	陕西	退休	公园路9号	9876
冯秀英	女	30	山西	护士	医院路11号	1122
马建军	男	48	安徽	商人	市场路13号	1314
宋玉华	女	33	江西	作家	书店路15号	1516
李建国	男	52	福建	教授	大学路17号	1718
王秀珍	女	27	广西	歌手	音乐路19号	1920
张宏伟	男	43	云南	画家	美术馆路21号	2122
刘小梅	女	31	贵州	舞蹈家	剧院路23号	2324
陈志强	男	47	海南	运动员	体育场路25号	2526
赵国强	男	53	宁夏	科学家	研究所路27号	2728
孙文娟	女	36	内蒙古	作家	书店路29号	2930
周大伟	男	41	甘肃	商人	市场路31号	3132
吴小芳	女	26	青海	学生	学校路33号	3334
郑为民	男	56	新疆	退休	公园路35号	3536
冯秀英	女	34	四川	护士	医院路37号	3738
马建军	男	49	重庆	商人	市场路39号	3940
宋玉华	女	32	湖南	作家	书店路41号	4142
李建国	男	54	湖北	教授	大学路43号	4344
王秀珍	女	28	江西	歌手	音乐路45号	4546
张宏伟	男	44	安徽	画家	美术馆路47号	4748
刘小梅	女	32	江苏	舞蹈家	剧院路49号	4950
陈志强	男	48	浙江	运动员	体育场路51号	5152
赵国强	男	54	山东	科学家	研究所路53号	5354
孙文娟	女	37	河南	作家	书店路55号	5556
周大伟	男	42	河北	商人	市场路57号	5758
吴小芳	女	27	山西	学生	学校路59号	5960
郑为民	男	57	陕西	退休	公园路61号	6162
冯秀英	女	35	广东	护士	医院路63号	6364
马建军	男	50	广西	商人	市场路65号	6566
宋玉华	女	33	云南	作家	书店路67号	6768
李建国	男	55	贵州	教授	大学路69号	6970
王秀珍	女	29	海南	歌手	音乐路71号	7172
张宏伟	男	45	宁夏	画家	美术馆路73号	7374
刘小梅	女	33	内蒙古	舞蹈家	剧院路75号	7576
陈志强	男	49	甘肃	运动员	体育场路77号	7778
赵国强	男	55	青海	科学家	研究所路79号	7980
孙文娟	女	38	新疆	作家	书店路81号	8182
周大伟	男	43	四川	商人	市场路83号	8384
吴小芳	女	28	重庆	学生	学校路85号	8586
郑为民	男	58	湖南	退休	公园路87号	8788
冯秀英	女	36	湖北	护士	医院路89号	8990
马建军	男	51	江西	商人	市场路91号	9192
宋玉华	女	34	安徽	作家	书店路93号	9394
李建国	男	56	江苏	教授	大学路95号	9596
王秀珍	女	30	浙江	歌手	音乐路97号	9798
张宏伟	男	46	山东	画家	美术馆路99号	9900

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

30/6

Second marché (sélection)

Marché des Changes

Marché libre de l'or

LA BOURSE SUR MINITE

Marché à terme international de France MATIF
Cotation du 30 juin 1993

ET DEVISES					Cotation du 30 juin 1955				
	prec.	30/6	achet	vente	prec.	30/6	NOTIONNEL 10 %		
France Unif (1 unit).....	5 718	5 885	5 4	5 6	68800	69000	Nombre de contrats estimés : 115 356		
Belgique (100 grs).....	336 880	337 280	328	346	69050	69350	CAC 40 A TERME		
Allemagne (100 dm).....	16 368	16 412	15 9	16 6	392	392	Volume : 32 417		
Autriche (100 sch).....	300	300	298	309	Pièce 20 fl.....	332	COURS	Sept. 93	Déc. 93
Italie (1000 lire).....	3 709	3 711	3 5	3 6	Pièce 10 fl.....	332	Dernier	119.82	119.22
Danemark (100 kr).....	67 650	67 710	64	62	Pièce Suisse (20 fl).....	391	Précédent	119.82	119.20
Grèce (100 drachmes).....	8 217	8 222	7 9	8 7	Pièce Latine (20 fl).....	391			
Grèce-Bresle (1 fl).....	9 541	9 552	9 1	9 9	Souverain.....	459			
Grèce (100 drachmes).....	2 473	2 475	2 6	3	Pièce 20 dollars.....	2235			
Suisse (100 francs).....	379 580	380 440	367	387	Pièce 10 dollars.....	1180			
Saline (100 g).....	78 730	78 780	75	84	Pièce 5 dollars.....	590			
Norvège (100 kr).....	79 730	79 780	75	84	Pièce 50 pesos.....	2555			
Autriche (100 sch).....	47 868	47 828	48 3	49 3	Pièce 10 florins.....	399			
Espagne (100 pes).....	4 035	4 014	4 1	4					
Portugal (100 esc).....	3 540	3 545	3 2	4					
Canada (1 \$ can).....	4 483	4 448	4 2	4 7					
Japon (100 yens).....	5 318	5 394	5 1	5 3					

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 30 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue des travaux, le service de presse du premier ministre a publié un communiqué, dont voici les principaux extraits :

Conventions internationales

Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant la ratification des accords européens établissant une association entre les Communautés européennes, leurs États membres et respectivement la Hongrie et la Pologne.

Ces deux accords ont été signés le 16 décembre 1991, après que le Conseil européen se fut prononcé, en avril 1990, pour la conclusion d'accords d'association avec chacun des États d'Europe centrale et orientale.

Les accords visent à nouer des relations plus étroites entre la Communauté européenne et, d'une part, la Hongrie, d'autre part, la Pologne, en créant un cadre approprié pour le rapprochement progressif entre ces États et la Communauté.

Les accords prévoient l'établissement graduel d'une zone de libre-échange d'ici dix ans. Ils organisent l'assistance technique et financière que la Communauté apportera à la Hongrie et à la Pologne. Ils fixent le cadre du développement des relations politiques avec ces États.

La mise en œuvre de ces accords correspond à la phase transitoire d'adaptation des économies hongroise et polonaise au marché européen. En même temps, un dialogue politique facilite l'intégration des deux États dans la communauté des nations démocratiques et le rapprochement des positions sur les questions de politique internationale.

Le préambule de chacun des deux accords indique que l'objectif ultime des deux États est d'adhérer à la Communauté européenne. Le conseil européen de Copenhague a fait l'objectif d'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale qui auront mis en œuvre des accords d'association.

Réduction du déficit du budget de l'État

Le ministre du budget, porte-parole du gouvernement, a présenté un projet de loi d'orientation quinquennale relatif à la maîtrise des finances publiques.

La stabilisation puis la réduction de l'endettement de l'État est l'objectif prioritaire de la politique budgétaire. Elle est la condition de la poursuite de la baisse des taux d'intérêt, déjà largement amorcée. Elle implique notamment de

LOTTO									
11	14	26	34	48	36				
5	9	23	29	32	35	581 035 F			
1	2	10	17	20	25	54 145 F			
3	7	12	18	21	27	5 740 F			
4	6	11	13	16	22	114 F			
8	15	19	24	28	31	3 833 290 F			
10	12	17	20	25	27	71 260 F			
11	14	26	34	48	36	5 855 F			
13	16	19	21	22	28	108 F			

Le Monde ÉDITIONS

L'INDÉPENDANCE DES BANQUES CENTRALES

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

N 22

248 pages, 160 F

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Éditions 15, rue Falguière 75015 Paris

PHILATÉLIE

Bicentenaire du télégraphe Chappe

La Poste mettra en vente générale, lundi 12 juillet, un timbre à 2,50 F Bicentenaire du télégraphe Chappe.

Le 12 juillet 1793, Claude Chappe (1763-1805) présente aux commissaires désignés par le Comité d'instruction publique son système de transmission par signaux optiques - le télégraphe - approuvé par la Convention quelques semaines plus tôt. Il a fait installer une ligne expérimentale de vingt-cinq kilomètres entre Moulins et Saint-Martin-du-Tertre. Le principe : sur un point haut, un poteau avec à son sommet trois bras articulés commandés par cordes et poulies. Les différentes figures géométriques dessinées par ces bras constituent un langage dont les signaux sont lus à la longue-vue et répétés par les « stations ».



Le succès est tel que le télégraphe aérien étend son réseau (5 000 kilomètres) sur tout le territoire et finit par compter plus de cinq cents stations. En France, la dernière création de ligne est celle de Narbonne à Perpignan, inaugurée en juin 1840. Elle ne fonctionnera que treize ans : le télégraphe Chappe disparaît en effet peu à peu entre 1847 et 1854, devant la concurrence du télégraphe électrique Morse.

Le timbre représente la tour centrale de Paris, construite en 1840, à l'emplacement de l'actuel numéro 103 de la rue de Grenelle, d'où

partaient cinq lignes vers Lille (Calais), Strasbourg, Brest, Toulon et Bayonne. A noter que l'effigie de Claude Chappe orne déjà un timbre émis le 14 août 1944. Au format vertical 22 x 36 mm, dessiné par Jean-Paul Vêret-Lemarinier, gravé par Raymond Costantini, il est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée à Saint-Martin-du-Tertre (Val-d'Oise), les 10 et 11 juillet, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à La Martinière, salle Jacques-Brel, place du 19-Mars 1962 : le 10 juillet, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste.

► Souvenirs philatéliques : la Société des amis du Musée de la Poste en Roussillon (SAM-RO) célèbre la ligne Narbonne-Perpignan, le 17 et 18 juillet, avec exposition, maquette au 1/10^e et bureau de poste temporaire au château de Salses (66). Carte et enveloppe 15 F pièce (UP PTT Auvergne, BP 200, 63006 Clermont-Ferrand Cedex 1).

Une association : Fédération nationale des associations de personnel des postes et télécommunications pour la recherche historique (FNARH), à l'origine de la restauration de la tour de la Chappe, 7, rue Pierre-Chelnot, BP 4007, 54039 Nancy Cedex.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, téléphone : (1) 49-60-33-28. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

« Les filigranes de 1991 ».

Le supplément 1991 au catalogue des philatélistes mécaniques à filigranes illustre ce thème. Ce fascicule répertorie (par ordre alphabétique, par département, puis par pays) les bureaux de poste de France et de Monaco en 1991. Cette édition présente plusieurs nouveautés : des listes thématiques de toutes les filigranes illustrées depuis les origines sur le rail, le golf, les oiseaux ; un point sur le changement de dénomination, au printemps 1990, des Côtes-du-Nord en Côtes-d'Armor, quarante-neuf filigranes ayant subi un changement de dénomination, l'illustration demeure inchangée.

Supplément 1991 au catalogue des philatélistes mécaniques, brochure n° 267, 85 F, port gratuit jusqu'au 1^{er} septembre. Commandes à adresser au Monde, vente au numéro, 15, rue Falguière, 75015 Paris Cedex 15.

► Ventes. Parmi les résultats de la vente sur offres Robineau du 3 juin, à noter les 102 900 F, 134 925 F et 232 050 F pour les 1 F vœux sur le type Cérés sur lettres, le dernier prix pour une des trois paires connues à ce jour. Autre bon prix : 13 125 F pour un 20 c noir

Cérés sur lettres du 2 janvier 1849 : oblitération « pierre » et cachet à date Paris 60 (J).

Vente à prix nets Rivoil Philatélie (Paris), tél. : (1) 42-60-15-12. Au catalogue de juin, six cents lots dont 1 F cern. Cérés oblitération grillo, premier choix, à 3 500 F ; n° 14 poste aérienne neutre à 5 900 F ; 50 F bureau bord de feuille à 5 000 F ; nombreux non-dentelés de France.

Vente à prix nets Kotzky Paris, tél. : (1) 42-02-75-82 spécialisée entiers postaux. Plus de sept cents lots, dont intéressantes reliques thématiques (tsar, tsarine et Félix Faure).

Le Louvre à Wallis-et-Futuna. Le Musée du Louvre fête son bicentenaire avec un timbre, dessiné et gravé par Claude Andréotto, émis par Wallis-et-Futuna le 12 avril d'une valeur de 315 FCFP (100 FCFP = 5,50 F), en attendant l'émission prévue en métropole avant le fin de l'année.

CARNET DU Monde

Naissances

Serge et Suzanne PICARD, et leur fils Raphaël ont la joie d'annoncer la naissance de Alban,

le 24 juin 1993.

82, avenue du Général-Ledoux, 92100 Boulogne-Billancourt.

Daniel et Valérie BÉRAUD ont la joie d'annoncer la naissance de Margaux,

le 18 juin 1993, à Neuilly-sur-Seine.

174, Grande-Rue, 92310 Sèvres.

Mariages

François et Thérèse SAND-CUBADDA, Christian et Françoise DUVAL-BRETEL, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Isabelle et Hervé,

le 3 juillet 1993, à 15 h 30, en l'église de Couches-en-Ouche (Eure).

Décès

M^{re} Robert Delarue, Le docteur et M^{re} Roland Delarue, le docteur et M^{re} Pierre Delarue, et leurs enfants, Camille et Arnaud, Frédéric Meier, Ses amis, ont la peine de faire part du décès du docteur Michel DELARUE,

survenu le 30 juin 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 3 juillet, à 8 h 30, en l'église Saint-Thomé d'Aquin, Paris-7.

4, rue de Solferino, 75007 Paris.

M^{re} Alain Guillard, son épouse, Jean-Charles et Véronique Guillard, Olivier et Odile Marteau, Olivier et Claire Charvin, François Guillard, ses enfants, Matthieu, Pauline, Camille, Pierre, Charlotte, Louis et Baptiste, ses petits-enfants, M^{re} et M^{re} André Fabre, M^{re} et M^{re} Alain Pissard, ses amis et connaissances, ont la douleur de faire part du décès de professeur Alain GUILLARD, médecin de l'hôpital Tenon, président de la Société française de neurologie,

survenu le 30 juin 1993, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 3 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16.

101, avenue Mozart, 75016 Paris.

Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Et le président de la commission médicale d'établissement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, Le président de la commission de surveillance, Le directeur, Et le président du comité consultatif médical de l'hôpital Tenon, à Paris, ont le regret de faire part du décès survenu dans la nuit du 29 au 30 juin 1993 de

M. le professeur Alain GUILLARD, professeur des universités, praticien hospitalier, chef de service de neuro-psychiatrie de l'hôpital Tenon.

Nous apprenons le décès de

Julien HERMANT,

conseiller général d'Aubigny-en-Artois (Pas-de-Calais),

survenu dimanche 27 juin 1993.

Il a le 19 janvier 1928 à Issy-les-Moulineaux (Paris), Julien Hermant, retraité des services de l'équipement, membre du Parti socialiste, élu député 1970, conseiller général d'Aubigny-en-Artois (Pas-de-Calais), commune dont il était conseiller municipal depuis 1989, après un précédent mandat de 1971 à 1983.

Geneviève Rotenstein, son épouse, Paul Rotenstein-Hazemann, Denise Rotenstein et Bernard Minols, ses enfants, Yves et Laurence Amélie Hazemann, Julie-Laurence Hazemann, Thérèse Schneider, Thomas Rotenstein, ses petits-enfants, Marjane, Auguste, Max et Nina, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du docteur HANCI ROTENSTEIN, né à Gazerie (Roumanie) en 1905,

survenu le 30 juin 1993 à son domicile.

18, allée des Deux-Chênes, 92120 Draveil.

Rachef Sindres, son épouse, François et Marc Sindres, Myriam et David, Michelle et François-Xavier Morillot, Olivier et Richard, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Marcel SINDRES,

survenu le 30 juin 1993, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 juillet, à 10 h 45, à Paris, au cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

10, rue Mérimée, 06110 Le Cannet, M. et M^{re} Lucien Soria et leurs enfants, M. et M^{re} Lucien Soria et leurs enfants, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Soria, Nizer, Bouhika, Barakat et alides, ont la douleur de faire part du décès de

Mamuel SORIA, avocat, ancien directeur général des services juridiques du groupe Frimtemp, survenu le 29 juin 1993, dans sa quatre-vingtième année.

93, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Nous apprenons le décès de

Lucien STEINBERG, conseiller général de la Drôme,

survenu le 24 juin 1993.

Il a le 12 juillet 1927 à Buzanet (Roumanie), Lucien Steinberg, médecin, était conseiller général de la Drôme (1970-1976) et maire de Saint-Barthélemy d'Albi depuis 1989.

Remerciements

M^{re} Gaston-Charles Sagot, son épouse, et leurs enfants, ont tenu à remercier toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, envois de fleurs, ont témoigné leur sympathie et leur affection envers leur cher défunt.

Gaston-Charles SAGOT.

Ils les prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

Anniversaires

Il y a cinq ans, le 2 juillet 1988,

André GESKIS

quittait l'affection des siens.

Pour que son souvenir demeure, nous pensons et demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

9, rue Valentin-Hally, 75015 Paris.

Soutenances de thèses

Télécom-Paris, département Économie, 46, rue Baraillat, Paris-13, le jeudi 8 juillet 1993, à 17 h 30, salle F 900, Eva Kalman : « L'analyse économique du spectre hertzien », sous la direction de M. le professeur Laurent Bezzou.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23-94 ou 40-65-23-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F Abonnés et adhérents : 90 F Communiqués divers : 106 F Thèses étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Pompes Funèbres

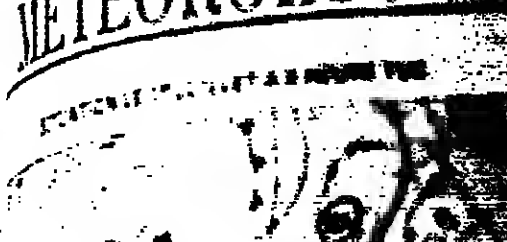
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET 1993

La démobilisation des enfants-soldats

ROD MAC JOHNSON

... ..

هكذا من الأصل

Le philosophe Jean-Toussaint Desanti explique comment fut accueilli, en 1943, le maître-livre de Sartre

Le philosophe Jean-Toussaint Desanti explique comment fut accueilli, en 1943, le maître-livre de Sartre

25 juin 1943. C'est la date – il y a donc tout juste cinquante ans – de l'achèvement d'imprimer de l'Etra et la Néant, essai d'ontologie phénoménologique, de Jean-Paul Sartre, dans la « Bibliothèque des Idées », dirigée par Bernard Groethuyse, chez Gallimard. Le livre fut mis en vente la 11 août, Jean-Toussaint Desanti, alors jeune philosophe engagé dans la Résistance dès 1940, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ami de Sartre et de Merleau-Ponty, avec qui il a participé à un groupe de résistance intellectuelle en 1941 avant d'entrer en 1943 au Parti communiste, eut l'ouvrage dès sa parution et en a discuté avec Sartre. Il est l'un des derniers et des meilleurs témoins de cette première réception d'un ouvrage qui allait, après la guerre, sortir largement du cercle des philosophes, auquel il paraissait destiné. Il évoque le destin du livre, dont les parties III et IV étaient au programme de l'agrégation de philosophie 1993.

« Quel est l'effet de cette date, 1943, sur la lecture d'un traité de philosophie aussi technique ? »

— 1943, c'est le moment où la guerre change de sens. La date compte donc en tant que telle. A vrai dire, nous attendions *l'Etre et le Néant*. Nous, c'est-à-dire les gens qui gravitaient autour de Sartre, rentré de captivité en 1941.

» Nous avions commencé à travailler ensemble dans le groupe Socialisme et liberté, et nous savions qu'il se consacrait à une grande catérisse philosophique. Mais je ne savais pas qu'il allait l'appeler *l'Etre et le Néant*. Merleau-Ponty me l'avait dit peu de temps auparavant, et je m'étais fait la réflexion : « *Tiens, il veut faire un Sein und Zeit autrement.* »

» Nous attendions ce texte d'autant plus que nous avions déjà lu *l'Imagination*, son premier livre, la *Transcendence de l'ego*, *l'Esquisse d'une théorie des émotions*, *l'Imaginaire*. Il y avait donc une attente impatiente. Lorsque le volume a paru, on s'est précipité dessus. Je me rappelle l'avoir lu d'un trait, en une semaine.

» J'étais abasourdi par cette abondance, par cette générosité de pensée. Sartre n'était pas un homme avare de sa créativité conceptuelle : il y avait chez lui une surabondance

Sartre en juin 1944 : une « euraubondance naturelle »

naturelle. Il aurait pu dire, comme Victor Hugo, qu'il peosait par « *abondance de nature* ». Il y avait, dans cette abondance, un côté parfois surprenant. Trop, en somme, beaucoup trop. Je me rappelle qu'on m'avait demandé de faire un article pour la *Revue de métaphysique et de morale*. Bien entendu, j'ai écrit l'article, uoe quarantaioe de pages, et

évidemment on l'a refusé, parce que l'establishment n'a pas bien reçu *L'Être et le Néant*. Pour plusieurs raisons. D'abord, parce que Sartre s'était déjà fait remarquer, par son roman *La Nausée*, comme quelqu'un qui déränge. Et puis on savait qu'il allait s'occuper de théâtre, et ça paraissait suspect : comment pouvait-on faire tout cela à la fois ?

- **Qui était l'establishment philosophique en 1943 ?**

- C'étaient les gens autour de Le Senne et de Lavelle, qui avaient pris la succession de Brunschvicg, le représentant du néo kantisme critique. En 1943, cette école-là dominait encore entièrement l'institution. Ils avaient reçu ce livre d'une façon plutôt sarcastique. Ils voulaient Le Senne et Lavelle au lieu de se gausser du «visqueux». Ça les étonnait, qu'on puisse s'occuper du visqueux !

- **Il y avait longtemps que n'était apparu en France un traité de philosophie de cette ampleur.**

- Groethuyzen, l'ayant lu, m'avait dit : « C'est absolument prodigieux ». En effet, c'était tout à fait prodigieux. Les philosophes professionnels l'ont lu ; en tout cas, ils l'ont feuilleté. Le livre a été très vite célèbre dans le milieu philosophique. Jean Wahl, lorsqu'il est recteur des Etats-Unis, a fait un article dans lequel il a épluché les cinquante ou cent premières pages, d'une façon assez tatillonne, si je me souviens bien (!).

- **Le premier compte rendu, semble-t-il, a été celui d'Alexandre Astruc dans Poésie 44, et c'était une déclaration d'admiration à Sartre, mais elle venait d'un tout jeune homme, futur cinéaste, pas d'un philosophe professionnel.**

- Oui, mais le livre, il n'y a aucun doute, a été reçu comme une chose absolument étonnante.

— *Ce que étaient les projets naturels », pour reprendre l'expression de votre article de 1990 sur Sartre et Husserl (2), que vous perceviez dans l'Être et le Néant ?*

— Ce n'était pas une entreprise husserlienne, une entreprise de refondation. C'était une entreprise d'enracinement de l'expérience avec ensemble instruite, cultivée, mais aussi de l'expérience dans son vécu le plus profond et le plus immédiat, au cœur de ce qu'il appelait finalement l'exister (le Da-sein), et il cherchait les formes de cet enracinement.

— *Avez-vous pressenti dans le livre ce qu'on y discerne souvent aujourd'hui : une forme d'autobiographie ?*

— Oui, c'est une mise en scène de situations. Une mise en situations de la pensée, de l'attaché même du travail de la pensée, laquelle se trouve toujours incarnée dans des situations et des personnages.

Propos recueillis par
Michel Contat
Lire la suite page 31

(1) Jean Wahl : « Essai sur le néant d'un problème » (sur les pages 37-84 de *l'Être et le Néant* de J.-P. Sartre), *Deuxième*, n° 1, 1946.

(2) Jean-Toussaint Desanti, « Sartre et Husserl ou les trois culs-de-sac de la phénoménologie transcendantale », *Les Temps modernes*, n° 531 à 533, octobre à décembre 1990, « Témoins de Sartre », vol. 1, n° 350-364.

par Denis Slakta

Les joies de l'homonymie

Si elle pose des problèmes aux enfants lorsqu'ils apprennent à écrire – quand on écoute de bonne foi, quels moyens mettra en œuvre pour distinguer *je la prends* et *je l'apprends* ? – l'homonymie procure des joies aux eudeites qui la menient habilement. Moralement condamnée quand elle sert à ridiculiser un interlocuteur, elle peut aussi devenir une arme qui allume le calembour, suscite le rire et libère l'esprit de deux redoutables fléaux : l'esprit de sérieux et sa triste épouse, la méchante humeur.

Page 29

de Pierre Lepape

De la farandole à l'Apocalypse

La parution de *Provence* la confirme : il y e bien deux Giono qui cohabitent sans cesse, l'écrivain et l'ancien employé de banque. Le second, qui rédige volontiers des chroniques pour le *Patit Provençal* ou la *Ravusa du Touring-Club de France*, possède un joli brin de piuma et compose d'égéries dictées de certificat d'étude parfumées à la farigoula. Un patit-bourgeois très ordinaire, en somme. Mais quand l'écrivain est là, dans les grands textes des ennées 50, par exemple, il souffle un vant d'une telle puissance, et si pur et si gonflé d'orages, que tous les provençalismes, toute la pacotille des gentilles farandoles et des nostalgias douteuses sont ramovés à leur insignifiance.

« Comment peut-on vivre dans un monde pareil ? », s'interroge, dans son journal, la jeune fille de quinze ans. Qui deviendra, bien des années plus tard, Mrs Virginia Woolf

« Comment peut-on vivre dans un monde pareil ? », s'interroge, dans son journal, une jeune fille de quinze ans. Qui deviendra, bien des années plus tard, Mrs Virginia Woolf

de Virginia Woolf.

de Virginia Woolf.
Traduit de l'anglais
par Marie-Ange Dulartre.
Stock, 604 p., 250 F.

LETTRES
de Virginia Woolf.
Choisies, présentées
et traduites
par Claude Demanuelle.
Seuil, 732 p., 250 F.

« Il est très dangereux de vivre
seul », dit « seul jour », son
meilleur roman de Virginia Woolf
et Mrs Dalloway, à l'écoute de
comme Mrs Woolf, à l'écoute de
cette adolescente encore nommée
Virginia Stephen, dont on peut lire
aujourd'hui le *Journal intime*, une
matrice de toute une œuvre fusion-
née comme aucune avec toute vi-
vie. Nous y découvrons certains
de ces années fondatrices vers le
quelles la romancière revieudra
sans relâche, parvenant à les re-
susciter, tentant de les déchiffrer
se déviant sans répit dans les
éblouissants troubles, les drames
notés ici au jour le jour, presque
avec froideur, avec une indiffé-
rence étrange, où font irruption
parfois, une angoisse, une rage
maladroites, anxiété contrôlée.
Tout au long de son existence, Vir-

ginia Woolf, frémissante, sembla répondre, le plus souvent avec panache, à la question posée par Virginia Stephen lorsqu'elle avait quinze ans : « Comment peut-on vivre dans un monde pareil ? »

On moude ou, stupéfiante encore, un peu bagarde, elle commence à se remettre, en 1897, de la grave dépression due à la perte de sa mère, Julia, morte deux ans plus tôt, « *telle une nageuse épuisée* ». La voici, Virginia, étrangement docile et plîée, comme sous une chape invisible, aux rites cocore victoriens de la grande maison londonienne, douillette et glauque.

Il y a quelque chose de grave et de mécanique chez elle, et pourtant, déjà, l'énergie, l'ironie fouguese, le sens de la plénitude et du rire avec lesquels, à l'avenir, elle saura se défendre contre ce qu'elle nommera souvent *« l'horreur »* — celle, par exemple, *« si ancienne, de vouloir, vouloir et vouloir et de ne pas avoir »*, évoquée dans la *Promenade au phare* (1), lorsque Lily Briscoe se beurrera à l'absence inexorable de la merveilleuse, de l'indispensable Mrs Ramsay, disparue, elle aussi, depuis des années, et à travers qui Virginia Woolf aura voulu, cette fois, faire revivre sa mère.

Peu d'écrivains se sont livrés comme elle. Tous les événements de sa vie, ses effervescences, s'inscrivent, se recoupent, se contredi-

sent dans ses romans comme dans les sept volumes de journaux intimes (2), les six volumes de la *Correspondance* ou dans les bouleversants récits autobiographiques d'*Instants de vie* (3).

**Le noyau
brut**

Mais le *Journal d'adolescence* (magnifiquement traduit) donne accès au noyau brut, à la version première, immédiate et poignante, un peu sèche, des chocs qui se répèreraient dans ces livres auxquels elle peensera « toujours comme à de la musique ». Ainsi de la nouvelle tragédie enregistrée sans aucun pathos la mort, sans larmes, et trois mois après son mariage, de sa demi-sœur Stella, qui rouvrira les blessures, laissent Virginia, comme elle le racontera bien plus tard, peu de choses sur son suicide, « assise là, avec [ses] ailes encore froissées, au bord de [sa] chrysaïde brisée » (4).

Quelque temps après ce deuil la jeune fille décidera de jeter ses journaux « à la poussière, aux souris, aux mites, à toutes les créatures qui se faufilent, rampent, détruisent et dévorent ». La suite ne sera plus qu'exercices littéraires un peu laborieux ; ils justifient moins le titre anglais de l'ouvrage, *Une apprentie passionnée*, que les confidences

jaillies auparavant. Encore dix ans, et Virginia Woolf reprendra cette relation intime avec un journal, pour ne plus l'interrompre cette fois. Elle s'y abandonnera davantage, déposant souvent le masque

tout à fait et que la vie, sous son masque mondaine, m'écoté parmi ses amis du fameux « groupe de Bloomsbury » l'obligea d'autant plus à porter qu'elle devra se défendre (même à ses propres yeux) de l'étiquette « foire » lorsque la fascination la conduira, savante, trop savante, à la disparition des limites.

Dans ses *Lettres*, elle surgit, toujours soumise, mais ardente, toujours plus obéissante, naturellement séductrice, mais d'une franchise souvent coriace ; en apparence toute livrée aux autres, qui la passionnent, elle ne leur dit rien, ou si peu, des affres, des voluptés de son travail, et dit, ou si peu, du « grand lac de mélancolie » dont il est tant question dans le journal.

Viviane Forrester
Lire la suite page 32

(1) *La Promenade au phare*, traduit par M. Lanoire, Stock.
(2) *Journal*, traduit par Colette-Marie Huet, Stock.
(3) *Instants de vie*, traduit par Colette-Marie Huet, Stock.
(4) Inédit en français : *In Moments of Being*, nouvelle édition, Hogarth Press.

ANTAN D'ENFANCE

RAVINES DU DEVANT-JOUR


**HAUTE
ENFANCE**

GALLIMARD



L'été en poche

De Vico à Hubert Selby, de Charles Péguy à C. K. Williams, des œuvres à découvrir ou à redécouvrir

Après avoir présenté une première liste (« Le Monde des livres » du 25 juin), nous poursuivons et achevons notre sélection de livres de poche pour vos lectures de vacances.

ESSAIS

ET DOCUMENTS

Michel Foucault : *Surveiller et punir* (Gallimard, « Tel », n° 225). — Une réflexion majeure sur une société de surveillance qui ne trouve pas d'autre palliatif à ses maux que la prison.

Xavier Barral I Altet : *Compostelle, le grand chemin* (Gallimard « Découvertes », n° 174). — Véritable anthologie d'art roman, à travers les différents itinéraires empruntés par les pèlerins.

James Lovelock : *La Terre est un être vivant* (Flammarion, « Champs », n° 283). — Cette étude soutient l'hypothèse selon laquelle la Terre est affectée par les systèmes vivants et qu'elle les affecte en retour, de façon à maintenir un équilibre. Traduit de l'anglais par Paul Couturier et Christel Rollinat.

Jean-Marc Drouin : *L'Écologie et son histoire* (Flammarion, « Champs », n° 272). — L'écologie, qui fut et demeure une science de la nature, est ici replacée dans un contexte historique, politique et social. Préface par Michel Serres.

Jeanne Hersch : *L'Étonnement philosophique* (Folio, « Essais », n° 216). — Cette démarche originale assigne à la philosophie l'étonnement comme objet premier, permettant de revisiter les

philosophies majeures de l'histoire de la pensée occidentale.

Giambattista Vico : *La Science nouvelle* (1725) (Gallimard, « Tel », n° 227). — Ouvrage classique de la pensée italienne, qui marque, à la fin des Lumières, le moment où la réflexion reconnaît sa dépendance à l'égard de l'Histoire et comprend celle-ci comme un processus rationnel qui, interprété, donne son sens au présent.

Gérard Mairret : *Les Grandes Œuvres politiques* (Le Livre de poche, n° 505). — Une galerie de quarante grandes pensées politiques, qui offre une mise en lumière des théories de Platon, de Spinoza, Rousseau, Kant et Clausewitz, sans oublier les contemporains, de Nietzsche à Patocka.

HISTOIRE

Georges Duby : *L'An Mil* (Folio, « Histoire », n° 52). — Le grand historien qu'est Georges Duby décrit, notamment, le passage d'une religion rituelle et liturgique à une christianisme d'action, de Charlemagne et Cluny aux pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle et du Saint-Sépulchre aux croisades.

Edouard Perroy : *Le Moyen Âge* (PUF, « Quadrige », n° 155). — Publié avec, entre autres collaborations, celle de Georges Duby, ce volume dense qu'accompagne un tableau synchrone, retrace



l'expansion de l'Orient et la naissance de la civilisation occidentale.

Jacques Heers : *Le Clan familial au Moyen Âge* (PUF, « Quadrige », n° 147). — Une étude portant sur les structures politiques et sociales des milieux urbains à cette époque.

Péguy au présent

Si l'œuvre poétique de Charles Péguy est assez bien représentée en poche (deux volumes en « Poésie-Gallimard »), il n'en va pas de même pour l'œuvre en prose, dont « la Pléiade » a récemment achevé la publication. Aussi faut-il saluer l'initiative de la collection « Babel », qui reprend la magnifique *De Jean Coste*.

Parue en 1902 dans les *Cahiers de la Quinzaine*, cette courte étude se présente comme la défense d'un roman d'Antonin Lavergne, *Jean Coste*, publié par Péguy l'année

précédente. Ce livre, qui dénonçait la condition sociale des instituteurs républicains, avait été vivement critiqué. Mais les circonstances peuvent être oubliées ou écartées.

Péguy écrivait au présent, répondait à toutes les sollicitations dont ce présent était porteur, insérant ses réponses dans l'arborescence de sa prose.

Si les circonstances ont changé, l'objet de l'indignation et de la réflexion — la seconde engendrée par la première — reste le même. Ce n'est pas parce que nous ne regardons pas la misère que la misère ne nous regarde pas. « Nous ne pouvons pas invoquer les sentiments de la solidarité pour demander à la misère de nous laisser la paix : nous sommes forcés d'aller jusqu'aux sentiments de la charité. »

Pour Péguy, si la pauvreté s'inscrit dans une échelle sociale, la misère, elle, relève d'un ordre différent, celui de l'exclusion, de l'enfer et de la mort. Il faut également lire les pages sur l'enseignement, sur le devoir politique et moral des gouvernants, sur le scandale de l'argent dilapidé dans de vaines manifestations de commémoration ou de représentation...

Benoît Denis, qui préface, d'une manière un peu tiède, cette réédition, souligne que Péguy est « irréductible aux clivages politiques institués ». Le moment historique qui a vu naître son œuvre n'est pas non plus apte à en réduire la portée. Elle vaut encore aujourd'hui.

P. K.

► De Jean Coste, de Charles Péguy, présentation de Benoît Denis, Actes Sud, coll. « Babel », n° 74.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Roland Dubillard : *Olga ma vache* (Gallimard, « L'Imaginaire », n° 297). — Recueil de trois nouvelles d'un auteur dont l'œuvre théâtrale fut en grande partie inspirée par Eugène Ionesco, Samuel Beckett et Boris Vian. Son caractère d'« humoriste lugubre » anime ici les personnages, les situations, les réflexions les plus fantaisistes et les plus désespérées.

Paul Morand : *Fermé la nuit* (Gallimard, « Tel », n° 296). — Ouvert la nuit et fermé la nuit ont apporté à Paul Morand, débutant dans la littérature en qualité de poète, son audience internationale et sa réputation de portraitiste des Années folles.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Alonso de Contreras : *Mémoires du Capitán Alonso de Contreras* (1582-1633), traduit de l'espagnol par Olivier Aubertin (Senil, « Points », n° R614). — Bréviaire de l'aventurier légé par un soldat de la guerre de Trente Ans. Meneur d'hommes et héros d'une authentique épopée méditerranéenne, Alonso de Contreras écrit comme il vit, à l'épée et à la hache.

T. C. Boyle : *la Belle Affaire*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Gérard Piloquet (Seuil, « Points », n° R605). — Chronique pastorale, dédiée par l'auteur avec humour à ses « amis épris d'agriculture », travaillant à la production lucrative de la marijuana. À travers elle se raconte une génération consummatrice de mirages.

Hubert Selby : *Last Exit to Brooklyn*, traduit de l'anglais (États-Unis) par J. Colza (10/18, « Domaine étranger », n° 2393). — La déchirure d'une société sans amour, livrée avec violence par celui qui fut nommé le « Céline américain ». L'auteur offre au lecteur le miroir où se reflètent, irréductibles, angoisse et solitude.

Yi Maoyi : *Notre héros défiguré*, traduit du coréen par Ch'oe Yun et Patrick Maurus (Babel, n° 76). — Par l'auteur le plus lu en Corée du Sud, trois récits qui, rassemblés, ont chacun valeur de fable. Découverte du règne des petits chefs, méditation sur le rôle de la création et sur le sens de l'existence se juxtaposent.

Ma Jias : *la Mendiante de Shigazhe*, traduit du chinois par Isabelle Bijo (Babel, n° 77). — Cinq récits qui dévoilent la violence et la dureté du peuple tibétain, la singularité fascinate de ses rites et de ses mœurs au sein de la grande Chine au cœur de laquelle il est censé se fondre.

Inconnus d'Orphée

CHAIR ET SANG de C. K. Williams. Traduit de l'anglais et présenté par Claire Malroux (n° 155).

POUR TOUS LES HOMMES DE LA TERRE de Julian Tuwim. Traduit du polonais et présenté par Jacques Burko (n° 154).

LA PASSION DU CHRIST SELON LES POÈTES BAROQUES FRANÇAIS. Choix et présentation de Jean Bataille (n° 158).

La collection « Orphée » à La Différence continue de proposer (en bilingue), venues de tous les horizons linguistiques et culturels, de tout pays et époques, des œuvres poétiques souvent inconnues, surprises. Arrêtons-nous sur trois titres récents.

Charles Kenneth Williams, né en 1936 dans le New-Jersey, dans une famille d'origine juive russo-polonaise, s'est imposé, à la fin des années 70, comme un des poètes importants de sa génération. Il a choisi, depuis 1986, de vivre à Paris. Paru en 1987, *Chair et sang* avait obtenu le National Book Critics Circle Award. C'est une voix pleine et habile, déployée en vers longs, qui font entendre les poèmes de C. K. Williams. Une lointaine parenté avec Whitman est perceptible, mais l'inspiration est beaucoup plus inquiète, attentive aux rapports invisibles qui se nouent entre les êtres et le monde : « L'oiseau lève la tête, masque de mort près du blanc caillé, sa pelle, son poing mortel, délicatement en l'air. » Claire Malroux a traduit et présenté ce très beau recueil.

C'est une voix toute différente que fait entendre Julian Tuwim (1894-1953), lui aussi d'origine juive et polonaise, qui joue un rôle notable dans la vie littéraire et artistique polonaise de l'entre-

deux-guerres, notamment autour de la revue *Skamander*. Personnalité complexe et paradoxale, choquée par le régime à la fin de sa vie, Tuwim, dont Jacques Burko a traduit un choix de poèmes, savait manier l'humour et le lyrisme : il s'illustra aussi bien dans la chanson, l'éphémère ou la poésie enfantine que dans la poésie d'une tonalité plus grave : « Je suis donc condamné sans rémission / À quitter des mots désespérants ? / Et les jupes, les simples jupes de ma chanson, / Jamais je ne les verrai simplement. »

La dimension du temps n'est pas plus un obstacle à la poésie que celle de l'espace. Jean Bataille présente une anthologie de poètes baroques français, rassemblée autour du thème de la Passion du Christ. Jean de La Ceppède, Zacharie de Vitry, Anne d'Urfé... témoignent, avec une superbe éloquence, de ce surmural « charnel » dont parlait Péguy.

P. K.

La onzième édition du *Marché de la poésie*. — Le *Marché de la poésie*, dont la onzième édition a été tenue du 24 au 27 juin sur la place Saint-Sulpice à Paris, est devenu le rendez-vous obligé des éditeurs, des poètes et de leurs lecteurs. Un peu perdus et invisibles au Salon du livre, ils sont là chez eux et entre eux. Quelque cinquante mille visiteurs — soit 15 à 20 % de plus que l'an passé — et quatre cents exposants se sont retrouvés (plus de cent vingt ont été refusés faute de places) durant ces journées ensoleillées. Des hommages à André Frénaud, Severo Sarduy et Marcel Béalu (tous trois récemment disparus), une « nuit noire » consacrée à Aimé Césaire, qui fête ses quatre-vingts ans, ont marqué ce rendez-vous poétique. Un prix international de poésie a été décerné, au restaurant « Aux trois canettes », à Serge Pey.

Bleu outremer

Le Seuil et l'Ecole des Loisirs coéditent, depuis le mois de novembre 1992, une jolie collection, délicieusement baptisée d'un oom un peu didactique et légèrement désuet : « L'Ecole des lettres ». Elle abrite une série de petits ouvrages à la couverture bleu outremer, dédicats comme des miniatures orientales. Sur un papier bible inhabituel en format de poche, la collection propose un éventail de textes classiques, de Balzac à Voltaire, en passant par Gogol, Poe, Madame de Lafayette, Rilke et Racine. L'appareil critique est restreint, mais les choix judicieux, les textes donnés dans leur intégralité, l'impression très soignée et les prix assortis au format. Le plaisir est vite redécouvert les *Grandes Espérances*, de Dickens — préface par John Irving — ou le *Prince*, de Machiavel, dans une présentation à la fois accessible et raffinée. Les responsables de la collection veillent à proposer, parallèlement aux ouvrages « canoniques » de la littérature, des textes moins célèbres de grands auteurs. Ainsi paraîtront, à l'automne, des œuvres comme *la Lumière qui s'éteint*, de Kipling, ou *la Mille et deuxième nuit*, de Théophile Gautier, ainsi que des titres plus connus tels que *les Fleurs du mal*, de Baudelaire, ou *la Métamorphose*, de Kafka.

R. R.

Rectificatif. — Dans l'article de René de Cocca consacré au livre d'Ishiyō Higuchi, *Qui est le plus grand ?*, publié chez Philippe Picquier (« Le Monde des livres » du 25 juin), une erreur, répétée deux fois, a retardé d'un siècle la disparition de la grande romancière, auteur d'une œuvre déterminante pour la naissance de la littérature moderne japonaise. Née en 1872, elle est bien morte à vingt-quatre ans, en 1896, et non en 1986.

L'œil
de la lettre

LE NOUVEAU CATALOGUE
est disponible chez
43 libraires

Liste sur demande au
73, rue du Moulin-Vert - 75014 Paris

PANCHOS
C'est Partit!

La course au pouvoir dans le monde entier, vue par un dessinateur placide et féroce...

le Monde des Livres

Art International Publishers

En vente chez votre marchand de journaux - 50 F

Art International Publishers
9, rue Franklin - 75013 PARIS Tél. 01 45 58 42 42
ou 45 79 93 90 Telex : FAL 200 021 - Fax : 01 45 58 03 67

Sportès, loufoque

de Louis XIV au

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

de l'Antiquité

HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'homme de toutes les rébellions

Georges Arnaud, l'auteur du « Salaire de la peur », eut une vie de fureurs inapaisées. Roger Martin tente le portrait d'un écrivain insaisissable

GEORGES ARNAUD
de Roger Martin.
Calmann-Lévy, 340 p., 120 F.

« L'état civil n'existe pas », proclamait Georges Arnaud qui, tout au long d'une existence étonnante, suscita bien des méditations. Passionné de romans noirs, Roger Martin (1) a enquêté pendant deux ans tout en sachant que jamais il ne parviendrait à débusquer le mystère d'un homme trop rebelle pour être enfermé dans une seule vérité. Sa biographie, écrite d'une plume alerte et enjouée, fourmille néanmoins d'informations et ne verse jamais, malgré une admiration évidente, dans l'hagiographie.

Né en 1917 dans une famille bourgeoise, Henri Girard — le futur Arnaud — eut une adolescence classique, de celle dont l'ennui gouverne les jours et où la lecture sert de refuge. Mais il n'eut pas vingt-cinq ans quand, d'un coup, sa vie bascula dans le tragique. Dans la nuit du 24 au 25 octobre 1941, Georges Girard, son père (un intellectuel dont il admire l'intelligence), la sœur de celui-ci, Amélie, et leur bonne, Louise Soudeix, sont assassinés à coups de serpe. Henri est immédiatement soupçonné et inculpé, après trois jours de garde à vue. Il ne retrouvera la liberté que dix-neuf mois plus tard, après avoir été acquitté lors d'un procès dominé par la personnalité de son avocat, Me Maurice Garçon, un ami de son père.

Les bruits et les odeurs du monde carcéral ne le quitteront plus. Il les évoquera dans *Schubert* (1941) (2) et *Prisons* (53). « Le souvenir qui me reste, écrit-il, est celui d'un long tunnel aux murs glacés et sombres. Entassés à étouffer, on disputait à la vermine sa pauvre nourriture. » Et qu'il en soit l'auteur, le témoin ou le chroniqueur, le fait divers ne cessera plus de marquer sa vie.

De retour à Paris, l'ancien taulard transforme l'appartement familial en on refuge. Juifs et



Georges Arnaud : provoquer pour exister.

évadés y trouvent un accueil fraternel. Henri Girard méprise le danger et, surtout, se porte instinctivement vers les victimes, les réprimés. L'argent de son héritage, il le dilapide avec une constance qui force l'admiration. Mais cela ne suffit pas pour apaiser sa fringale d'aventure. Et puis, son pays, même libéré, sent le vieux. Cet admirateur des œuvres de Jack London a besoin d'autres horizons. Dans « Je suis un dévoyé », un article publié par *France-Dimanche*, il avouera : « En quittant la prison, je m'étais aperçu que les limites de la France étaient trop étroites pour moi et j'avais peur que le monde ne soit pas assez grand pour que je m'y perde et trouve l'oubli. »

Le 2 mai 1947, Henri Girard quitte l'Europe sur le *Colombie*. Direction : le Venezuela. Il restera deux ans en Amérique du Sud et saura y respirer les éthers et les paysages. Roger Martin souligne, à juste titre, combien ce séjour nourrira son inspiration. Quatre romans — *Le Salaire de la peur* (4), *les Ombres sur le dos* (5), *le Voyage du mauvais garçon* (6), *la Plus grande Pente* (7) — un recueil de nouvelles, *Indiens par mort* (8), en témoignent. Henri Charrière, alias Papillon, contestera la véracité de certains faits relatés par Arnaud. Ce dernier, il est vrai, ne l'avait pas ménagé en faisant de lui, dans la *Plus grande Pente*, un pauvre type, un larbin.

Le prénom de son père allié au nom de jeune fille de sa mère : tel sera le pseudonyme que se choisira Henri Girard lorsqu'il entrera en littérature. Roger Martin a l'honnêteté de ne pas le transformer en un écrivain tourmenté par la vocation littéraire. Georges Arnaud écrit, en premier lieu, parce qu'il a besoin d'argent. Son premier manuscrit, *les Ombres sur le dos*, est accepté, en 1950, par les éditions du Scorpion qui, après l'avoir fait rééditer, décideront d'attendre des jours meilleurs avant de le publier. Loin de se décourager, Georges Arnaud décide alors d'écrire un roman de gare. Son ami, le poète et libraire Pierre Béarn, l'aidera à mettre au point ce livre bouclé en moins de trois mois.

Le 9 octobre 1950, Julliard lui signe un contrat, et le 1^{er} novembre, *le Salaire de la peur* est en librairie. Cette précipitation pour lequel Julliard croit pour son poulain. Aucun jury ne distinguera Georges Arnaud mais, en revanche, *le Salaire de la peur* trouvera immédiatement des lecteurs enthousiastes. Nombre de critiques partageront cet engouement. Celui du *New Yorker* donnera le ton : « A côté de Georges Arnaud, presque tous les auteurs du genre « dur à cuire » ont l'air d'enfants qui écrivent à leurs tantes vieilles filles. »

Le roman, adapté à l'écran par Henri-Georges Clouzot, échappa définitivement à Arnaud, qui n'en a cure. Sa jeune gloire n'a pas éteint ses facultés d'indignation et ses fureurs sont intactes, inapaisées. Il lui faut provoquer pour exister. La presse lui offre des tribunes. Il les accepte toutes, de *France-Dimanche* aux *Letres françaises* en passant par *Aurore*, pour mieux faire connaître ses idées sur la justice et le système pénitentiaire en France. Son « sens de la mesure » et la « modération » de ses propos lui vaudront d'être poursuivi par des magistrats pour « injures et diffamations ». Georges Arnaud ne veut pas que sa vie s'endorme sur ses lauriers littéraires. L'alcool et les amphetamines accompagnent sa course folle vers des abîmes qu'il appelle de ses vœux.

Georges Arnaud éprouvait le besoin de mettre un visage sur une cause. Viscéralement anticolonialiste, il se passionnera pour Djamil Bouhired, une militante du FLN torturée et condamnée à mort en 1957. Il préface la plaquette de Jacques Vergès (9). Son texte, véritable brûlot contre la torture, réveillera bien des consciences, dont celle de François Mauriac qui, dans *l'Express*, commentant les faits relatés par Arnaud et Vergès, écrira : « L'Histoire dira que la torture a été rétablie en France par ceux qui se sont tus. » En avril 1960, l'écrivain militant, après avoir rendu compte dans *Paris-Presse* d'une « conférence de presse » de Francis Jeanson, aura l'occasion de vérifier par lui-même l'état des prisons françaises. Écrivains, artistes et journalistes, quelles que soient leurs opinions politiques, se mobiliseront en sa faveur. Il sera néanmoins condamné à deux ans de prison avec sursis pour « non-déclaration de malversations ».

Après un séjour d'une douzaine d'années en Algérie, c'est à un homme heureux mais non assagi qui revient en France avant de s'installer en Espagne, où il succombera des suites d'une crise cardiaque, le 4 mars 1987. Ironie du sort, TF1 annoncera la disparition de Georges J. Arnaud, son presque homonyme, prolifique auteur de romans policiers, qui commentera simplement ce qui précède : « Il m'a volé mon nom, je lui ai volé sa mort... »

Pierre Drachline

- (1) Il est notamment l'auteur de *Paroles des maîtres du polar étranger*, L'Infini, 1986.
- (2) Julliard, 1953.
- (3) Julliard, 1953.
- (4) Julliard, 1950.
- (5) Julliard, 1953.
- (6) Julliard, 1951; Le Pré-aux-Clercs, 1987.
- (7) Julliard, 1961.
- (8) Delrieu, 1956.
- (9) Pour Djamil Bouhired, Minalt, 1957.

Le dandy amer

PHILIPPE JULIAN
Un esthète aux enfers
de Ghislain de Diesbach.
Plon, 438 p., 155 F.

Il y eut une tare à l'origine de la vie en zigzag de Philippe Julian, tout au moins à ses yeux : il est né pauvre, en 1919, à Bordeaux, où on a le sens des préjugés et des milieux. Du côté maternel, son arrière-grand-père avait été cependant un médecin réputé et riche, ruiné par la faillite d'une banque parisiennne. Son grand-père, universitaire pauvre, avait, historien de la Gaule, fini à l'Académie, mais sans laisser grand bien à sa fille Suzanne, qui avait pris pour époux le capitaine André Simonnet, nom que le futur écrivain abandonnera au profit de celui de sa mère. D'un physique moyen, myope, timide, Philippe a souffert d'une existence trop modeste aux yeux de ses aspirations, lui qui notait à dix-huit ans : « Je veux être à jamais un vieux monsieur très digne et respecté... » Le divorce de ses parents renforcera chez lui le sentiment de sa solitude, de ses « différences », qu'il ve déguiser en un brillant jeu d'improvisations, de poses et de provocations, fuyant la banalité, les idéologies, l'ennui du convenu.

Esthète dans l'âme, emetteur fébrile de maximes, de tableaux, d'objets anciens, entiché de l'Angleterre et des rites de la gentry, il semble voué à une existence de parade futile. Il aime les farces saugrenues et parfois cruelles, le travesti, les jeux de mots cinglants, l'acrobate raffiné et extravagant qui entoure les gens « nés », les clubs d'opérette, les amateurs d'art et de sensations fortes. Il est caustique jusqu'à l'impolitesse et indifférent jusqu'à la muflerie. « Le désinvolture était son élégance morale, l'impertinence son comportement », et la cynisme sa pudeur », note Ghislain de Diesbach en suivant minutieusement le parcours d'un homme brillant et déconcertant, avide de jouir et de plaisirs, qui, après des amours de tête pour quelques jeunes filles, ira vers

des amours moins orthodoxes pour un protestant réservé quant à son intimité.

Il multiplia les voyages, les rencontres, les déesses, les conférences, se fit l'observateur narquois d'une coterie internationale et des salons dans des nuages au souffle court, mais au trait acéré, comme dans *Café-Society*. Ses romans, de même, sont des tableaux de mœurs de la société huppée et trouble qu'il fréquente : la *Fuite en Égypte* (1) en est un exemple.

Fascinations ambivalentes

Historien d'art averti, il réserve de beaux essais à la peinture, symboliste notamment, et consacre des biographies qui ne sont pas exemptes d'erreurs à des personnages qui nourrissent ses fascinations ambivalentes : Jean Lorrain (2), Oscar Wilde, Gabriele D'Annunzio (3), Montesquieu — sans doute la meilleure (4). Il n'en reste pas moins, après des attachements qui tournent court. Une maison à Senlis, qu'il décore à son goût, puis un moulin délabré de Chaux-en-Brie qu'il restaure... Un incendie qui détruit des biens précieux de la maison, la mort dans une rixe d'un serviteur marocain qu'il considérait comme son fils, vont amener ce moraliste sombre des mondanités, lassé des jeux qu'il a bien observés et décrits, à se pendre, en 1977.

Exemplaire dans son souci de vérité, l'ouvrage de Diesbach retracera sans concession la vie d'un dandy esthète que le goût du beau, du rare et de l'insolite n'a pas su préserver du plus extrême désaveu. Son ultime geste semble renier ce qui l'a fait vivre, à commencer par la tenue dont il s'était improvisé l'amer Pétrone.

Pierre Kyria

- (1) La Table ronde, 1966.
- (2) Jean Lorrain ou le Satiricon 1900, Fayard, 1974.
- (3) Fayard, 1971.
- (4) Robert de Montesquiou : un prince 1900, nouvelle édition, Perrin 1987.

Dimanche en Ville

Jean de La Ville de Mirmont rêva d'une « vie éparse ». Avant de faire sienne une « grande vertu » : attendre

ŒUVRES COMPLÈTES
Poèmes, récits, correspondances
de Jean de La Ville de Mirmont.
Introduction et présentation
de Michel Siffert.
Ed. Champ Vallon,
coll. « Dix-neuvièmes ».
348 p., 145 F.

Dans la collection « Dix-neuvièmes » dirigée par Jean-Paul Corsetti aux éditions Champ Vallon, paraissent les œuvres complètes de Jean de La Ville de Mirmont (1886-1914), auteur d'un seul « petit roman » publié de son vivant, *les Dimanches de Jean Dérzet* (1914), et de deux livres posthumes, *l'Horizon chimérique* (recueil de poèmes, publié en 1920) et *Contes* (1929).

Jean de La Ville de Mirmont, natif de Bordeaux dont le port de la lune accueillait tant de grands bateaux exotiques, odorants et nourriciers, avait d'abord désiré une « vie éparse », agitée de « grands départs inassouvis » ; mais après l'échec de ses études de droit à Paris, il se présente sagement aux examens de la préfecture de la Seine, devient rédacteur au ministère, puis secrétaire de la commission de l'assistance aux vieillards. Pour ce rond-de-cuir à l'existence réglée, les deux années de son amitié parisienne avec François Mauriac, bordelais comme lui, furent certainement d'une grande importance — peut-être son seul moment de grand élan intellectuel partagé ; ainsi, dans une lettre à Louis Picchaud du 3 mars 1909, Jean de La Ville évoque « nos promenades nocturnes dans Paris, jusque vers 3 heures du matin, nos causeries auprès de son

feu, nos projets insensés et nos enthousiasmes ridicules ».

Mais pour mieux connaître Jean de La Ville de Mirmont, la lecture des *Dimanches de Jean Dérzet* se révèle une autobiographie subtilement ironique : « Jean Dérzet n'a fait sienne une grande vertu : il n'a rien attendu. Toute la semaine, il attend le dimanche. A son ministère il attend de l'avancement, en attendant la retraite. Une fois retiré, il attend la mort. Il considère la vie comme une salle d'attente pour voyageurs de troisième classe. » Jean Dérzet occupe donc ses dimanches de liberté avec octroi, fâché dans la capitale avec méthode.

Le temps passe vite

Par exemple, pris d'un malin désir de propreté, il se fait laver et masser par un aveugle aux Pénitentes d'Orient, rue Monge. Mais le masseur est lui-même en repos, ce jour-là, et le remplaçant n'est point aveugle, ce qui plonge Jean Dérzet dans des abîmes de perplexité. Puis il se rend au « lavatory rationnel », rue du Faubourg-Montmartre, se faire couper les cheveux ras, « à la Charles Baudelaire ». Il va déjeuner au « restaurant végétarien » au bout de la rue de Valenciennes, où il commande à une espèce d'infirmité une « auto-crème d'arachides », une « protose aux pignons de pin », un « fibrose », des gormes de soja et un « banana butter ».

A tout hasard, il va consulter une voyante, M^{lle} Thérèse de Harlem, boulevard Sébastopol, qui e toujours, de mémoire d'homme, laissé un peu d'espoir à ses clients. Puis c'est l'heure d'aller au cinéma de la rue de la

Gaîté ; mais il s'endort au beau milieu du film. « Il était déjà cinq heures du soir ; le temps passe vite lorsqu'on s'amuse. » Jean Dérzet achète la *Patrie* et lit l'article de Rochefort. Il dîne au champagne dans un restaurant de la barrière du Trône, et, dernières activités exclusivement dominicales, il assiste dans une pharmacie à une conférence gratuite sur l'hygiène sexuelle et refuse l'offre d'une prostituée. Jean Dérzet aura d'autres dimanches pendant lesquels, loin de ses cartons verts du ministère, il rencontrera au Jardin des plantes, devant le bassin des otaries (c'est dans le chapitre intitulé « L'aventure »), une jeune fille, à laquelle il se fiancera sans état d'âme, dont il se séparera patiemment.

Jean de La Ville de Mirmont — qui, dès le lendemain de l'impression à 305 exemplaires de ce petit livre, enregistra l'arrivée dans son bureau d'un nouveau rédacteur nommé réellement Jean Dérzet (« Ces affaires n'arrivent qu'à moi ») — a dû mener très exactement cette vie-là, où le seul jour de repos, de semaine en semaine, n'est qu'un gouffre à franchir, un vide à combler sans le moindre temps mort. Mais la guerre vint, comme une délivrance divine, lui donner l'ordre martial — auquel il souscrivit entièrement d'ailleurs — de défendre sa patrie : « Cette fois mon cœur, c'est le grand voyage, / Nous ne savons pas quand nous reviendrons. / Serons-nous plus fiers, plus fous ou plus sages ? / Qu'importe, mon cœur, puisque nous partons là », écrit-il dans le dernier poème que l'on ait retrouvé sur sa table de travail. En novembre 1914, il tomba « au champ d'honneur », entre Charles Péguy et Louis Pergaud.

Claire Paulhan

Régnier en exil

ROMANS COSTUMÉS
de Henri de Régnier.
Édition présentée et établie
par André Guyaux,
Mercure de France,
coll. « Mille Pages ».
957 p., 179 F.

Henri de Régnier (1864-1936) s'essentiellement publié des recueils de poèmes, au moins une douzaine entre 1886 et 1933, mais aussi des romans : neuf dont le thème lui était contemporain et huit, qui empruntaient leur cadre, leur esprit et leur style aux dix-septième et dix-huitième siècles. Parmi ces derniers, André Guyaux a choisi les quatre plus représentatifs, les *Double Maitresse*, les *Rancantes de M. de Bréot*, la *Pécheresse* et *l'Escapade*, parus au Mercure de France respectivement en 1900, 1904, 1920 et 1926.

La persécution de *la Double Maitresse*, qui fut le tout premier roman de Régnier et son « plus curieux », évoqua-t-il, fut le prétexte d'une brève avec André Gide. Celui-ci, sous l'influence de François Viéte-Griffin, avait écrit, dans la *Revue blanche* du 1^{er} mars 1900, tout le mal qu'il pensait d'une parodie facétieuse pour le romanesque et le masque : « Ce livre est un amusement d'auteur admirablement doué pour écrire. » « La grande asperge » — c'était le surnom que donnait Marie-Louise Souquet à Henri de Régnier — en fut mortifié.

Paul Laurendeau, son contraire, tout en soulignant l'influence sur Henri de Régnier des auteurs du dix-huitième, et en particulier d'Anthony Hamilton, admirait en ses intrigues habiles la qualité du style à l'usage (dont il n'était pourtant « pas fou »), l'élégance, l'esprit de la libertinage, le pittoresque même, mais surtout l'ob-

sence de thèse et de but moral : « La première impression qu'on tire des romans de M. de Régnier, c'est celle d'un individu pour qui écrire doit être un véritable plaisir. »

Exilé au cœur d'une époque brillante — ce que devait confirmer la prochaine publication, toujours au Mercure de France, de son journal intime, — l'époux déshabillé d'une des trois filles de José-Marie de Heredia se plut à déporter son imagination vers le passé : « La dix-huitième et le dix-neuvième siècles [furent] pour lui ce qu'était le gothique pour Viollet-le-Duc », écrit André Guyaux : « un style d'élégance et de récréation, une époque mi-réelle, mi-fictive. »

Le mea culpa de Gide

Et son érudition, son goût de l'anachronisme, ses mérites d'un « vrai-jeu » style d'ancien régime » vivant avec aisance soutenu des intrigues étonnantes, complexes, distribuant une foule de personnages dans des situations pleines de réminiscences et de rebondissement, ramifiées à l'infini.

Bien des années plus tard, Gide, lorsqu'il rédigea *Si le grain ne meurt*, revint publiquement sur son article de 1900, « sévère et même injuste » : il reconnut qu'il avait cédé « avec une docilité un peu naïve » aux critiques de Viéte-Griffin et qu'il avait mal jugé « ce livre exquis », la *Double Maitresse*. Quant à Laurendeau, rendu plus réservé par la lecture des romans contemporains de Régnier, il continua de défendre ces très curieux « romans costumés », soulignant leur veine imaginative pleine de « diversité » et bien supérieure au simple pastiche.

C. P.

Le temps des ph

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Le temps des ph...
Le temps des ph...

Tapisserie européenne

« Dates et lieux », « Mots et choses », « Goûts et manières » : trois volumes pour que souffle « l'esprit de l'Europe » dans sa diversité

L'ESPRIT DE L'EUROPE
Sous la direction
d'Antoine Compagnon
et Jacques Seebacher,
Flammarion, trois volumes,
351 p., 346 p. et 322 p.,
595 F les trois.

Pour présenter l'Esprit de l'Europe, dont ils sont les maîtres d'œuvre, Antoine Compagnon et Jacques Seebacher l'annoncent d'emblée : ceci n'est pas une encyclopédie. Nulle ambition donc de présenter un savoir complet, clos et circulaire. Nulle visée didactique non plus, comme si l'esprit de l'Europe, pour souffler dru, devait maintenant coaguler l'esprit de système. On fera donc appel à une métaphore décorative, de manière à sauvegarder aussi la légèreté du caprice : « Nous avons voulu faire une tapisserie, c'est-à-dire un ouvrage fondé sur une trame solide et agrémenté de variations capricieuses ».

Trop longtemps occupée à convoquer, l'Europe a bien besoin de surprendre, et surtout de séduire. Pour tenter d'y parvenir, malgré le lait déversé et le chômage, il n'est pas trop de trois volumes et d'une forte équipe de collaborateurs fascinés par « la plus célèbre de toutes les héroïnes qui ont porté le nom d'Europe », la fille d'Agénor, qui fut aimée de Zeus ».

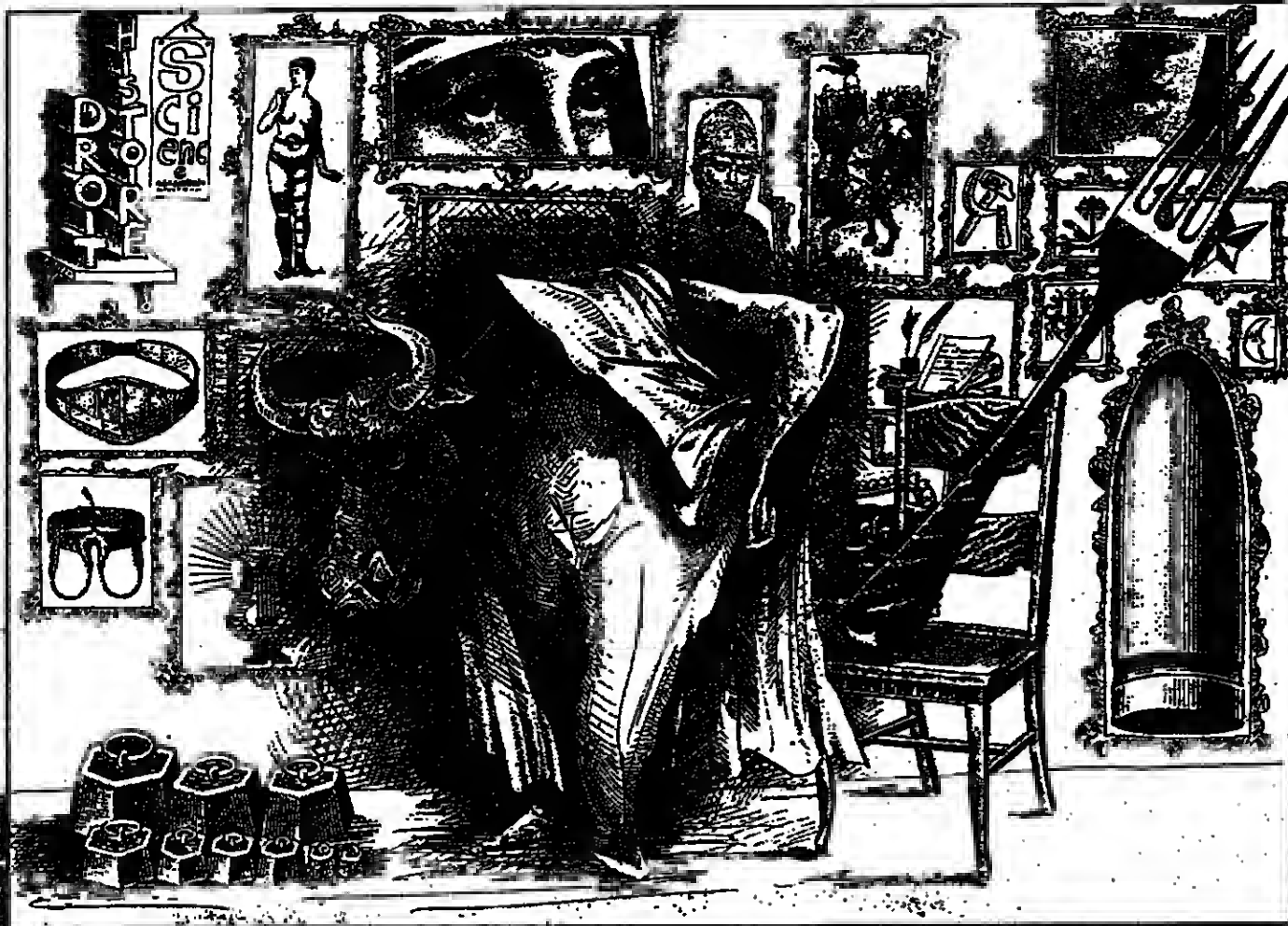
Il n'est pas indifférent que l'histoire commence par un récit mythologique : l'Europe était si belle sur la plage de Sidon que Zeus, pris d'amour, jugea galant et habile de se transformer en taureau, blanc comme on l'imagine. En bon Grec, Zeus cultivait la prudence. En ce temps-là, les jeunes filles ne craignaient pas les taureaux ; et on retrouve l'Europe assise sur le dos du bel animal qui l'emporta jusqu'en Crète : le rapt sera suivi du raptivement, à l'ombre des platanes. Depuis lors, la belle Europe ne cesse d'allumer les convoitises, de repousser les avances et, à ce que dit Pierre Grimal, les audaces des « immigrants clandestins ».

Fourchettes et chaises

Le premier volume s'intéresse « aux dates et aux lieux » ; et l'histoire réelle commence en 480 avant Jésus-Christ, quand « les Grecs repoussent les Perses à Salamine ». Mais « l'unanimité ne dura pas : ils se battirent entre eux ». C'était parti pour un bon moment. Quand ils échappèrent aux dangers de l'extérieur, les Européens se divisèrent aussitôt et cherchèrent à s'exterminer de l'intérieur. Tous les prétextes sont bons : les terres, les « races », les langues, les religions, etc. L'union fait la force : l'union se fait de force. Une folie efface l'autre ; dernier chapitre connu : « 1989-1993. La fin du communisme ressuscite la question des frontières ».

Et pourtant le désir d'union progresse vaillamment : « L'ère chrétienne crée un calendrier pour tous » ; « Le système métrique unifie les poids et mesures » ; « Flore, bestiaire et paysage composent un imaginaire commun » ; « Un grand fleuve relie l'Europe : le Danube », etc.

Le second volume, « Mots et choses », réunit, par thèmes généraux, un ensemble d'objets hétérogènes qui déterminent divers systèmes de reconnaissance, trop familiers pour ne pas devenir inquiétants. Comme on sait, l'Europe est bavarde : elle n'est pas avare de discours sur la langue, la femme, la politique, le droit, l'histoire, la foi, la philosophie, la



science, etc. Certaines expériences sont « moins sympathiques », diraient Antoine Compagnon et Jacques Seebacher. Faut-il, par exemple, se résoudre à « l'Europe pénitentiaire » et admettre « l'expérience européenne de la guerre » ?

D'autres objets, enfin, devraient étonner et — pourquoi pas ? — faire rire, tant ils s'épouvent dans leurs prétentions au naturel et à l'universalité. Ainsi les emblèmes du pouvoir, le « sceptre » et la « tiare », manifestent d'abord leur insondable arbitraire, tout comme la place réservée à la « ceinture » : être enceinte, c'est être entourée d'une ceinture ; laquelle se transforme au besoin en ceinture de chasteté, quand Monsieur fait la guerre ou chasse la ribaude en Terre sainte. Beaucoup d'Européens gardent un faible pour les croisades.

Les fourchettes ne sont pas plus universelles que les baguettes. Quant aux chaises, elles sont si peu naturelles qu'elles ruinent le dos des Européens : il fallait qu'on garde le lit des Romains, ou préserver les coussins des Arabes, ou trouver mieux encore. L'Europe ne dédaigne pas l'inconfort, quand Monsieur fait la guerre ou chasse la ribaude en Terre sainte. Beaucoup d'Européens gardent un faible pour les croisades.

Les « Goûts et manières » occupent le troisième et dernier volume, où se manifeste le charme de la culture européenne : la littérature, la musique, l'opéra, le cinéma, la B. D., etc., quand elle s'abandonne au bonheur du cosmopolitisme pour égarer les absurdités frivoles ou sanglantes des nationalismes obscurs et obtus. Alors « explorer l'empire de la rhétorique », née en Sicile après la chute des tyrans, n'interdit ni de suivre « la danse des mots » ni de se livrer à « la quête du sens », à « l'art de dire », et surtout au plaisir de la « conversation ». Fontenelle avait une bonne raison de détester la guerre : « Elle gèle la conversation ».

Rien n'illustre mieux la légèreté de l'esprit européen, quand il est libre. Quand il n'est pas ce qu'Alberto Savinio nommait, d'un trait, le « pompiérisme », auquel toutes les contributions réunies dans les trois volumes n'échappent pas toujours. On sait que les universités européennes comptent depuis belle lurette quelques beaux spécimens de « pompiers » qui rêvent de réduire l'Europe à une question de cours, et, pour les plus doués, à une leçon d'aggrégation : à juste titre, il fallait qu'ils fussent représentés ; de manière moins voyante peut-être.

Quelques domaines, il est vrai, ont l'étrange pouvoir d'alimenter le « pompiérisme ». Et au premier chef la « science », dont on connaît l'insigne faiblesse et l'émiettée dignité. « La science donne lieu à des passions, des ambitions, des mesquineries de

tous ordres. Mais en même temps elle permet à l'esprit de l'homme de s'élever dans son environnement et dans son histoire ».

La rhétorique délicate n'ignore rien de ces subtilités, et ne recule devant aucune assertion : « La foi c'est l'Europe et l'Europe c'est la foi ». Sans doute les guerres de religion, les persécutions, les exterminations sont-elles à ranger parmi les « mesquineries », tout comme « le mélange explosif des divisions nationalistes et reli-

gieuses » dans l'ex-Yougoslavie. L'Europe a connu toutes les formes de « pompiérisme », jusqu'à celle stalinienne pour qui le Parti, unique comme le Bon Dieu, « était censé incarner la connaissance, la compétence, le triomphe de l'homme sur la nature et les forces obscures ». Un mur préservait un territoire « paradis soviétique », tant les populations rêvaient de s'y installer.

Une solution inédite s'impose, parfois : suivre le « Gotha », puis-

que les « maisons princières », elles, au moins, « n'ont jamais connu de frontière ». L'Europe sera sauvée par le Gotha, à condition toutefois que « les derniers descendants de la noblesse médiévale » ne perdent pas de vue cette grande « leçon » : « Sans une base de valeurs morales reconnues par tous, sans la base d'une même foi partagée, aucun ciment unitaire ne saurait prendre ».

L'histoire du « pompiérisme » européen reste à faire, même si

plusieurs contributions ouvrent la voie. On peut admirer la reconstruction, ou « l'invention » de l'indo-européen, principe explicatif abstrait de rendre compte de la diversité et de l'unité des langues européennes.

Le « mythe aryen »

Mais, comme le montre Maurice Olender, cette langue qui ne fut jamais parlée devint en deux siècles le support du « mythe aryen », donnant naissance à une « race » « primitive », évidemment supérieure à toutes les autres. Ainsi, « les mots « aryens » et « sémites » ont pu, au moment de l'occupation nazie de l'Europe, correspondre à des catégories « juridiques », décrétant la mort ou le droit à la vie de millions d'Européens — selon qu'on les étiquetait sous l'une ou l'autre « rubrique » (1).

Le principe de supériorité d'une langue, d'une « race », d'une civilisation fonde le « pompiérisme » ; et, aussitôt, l'Europe s'abîme au mieux dans la bouffonnerie, au pis dans le sang. Au contraire, disait Alberto Savinio (2), l'Europe est « européenne » quand elle comprend que nulle idée n'est digne d'être placée avant d'autres idées. Que nulle idée ne peut être mise au centre de tout, et considérée comme la plus vraie, la plus belle, la meilleure. Telle est la « démocratie » des idées : unique condition du progrès.

Il est juste de dire que l'Esprit de l'Europe, multipliant les points de vue sans les hiérarchiser, est tout entier animé par le désir et la volonté de défendre cette « démocratie des idées ».

Denis Slakta

(1) Maurice Olender, *Le mythe aryen*, L'Esprit de l'Europe, t. 1, Flammarion, 1993.

(2) Alberto Savinio, *Encyclopédie nouvelle* (série Europe), traduit par Nina Frank, Gallimard.

Un continent en livres

Romans néerlandais ou scandinaves, poèmes tchèques ou slovénes, auteurs grecs ou portugais : les trésors de la littérature européenne réunis en une anthologie

ANTHOLOGIE DES LITTÉRATURES EUROPÉENNES

Mémoires d'Europe
Textes réunis et présentés
par Christian Biet
et Jean-Paul Brighelli,
tome I (1453-1789),
1789-1900, 1900-1993,
Gallimard, « Folio », 556 p., 552 p.
et 652 p., chaque volume 43 F.

Cette Anthologie des littératures européennes nous donne tellement à découvrir que nous en rougissons. Ses auteurs le soulignent avec raison : des littératures de l'Europe, chacun connaît quelques secteurs. Mais des domaines entiers nous échappent. De ce qui est la mémoire et la fierté de nos voisins, nous ignorons parfois jusqu'à l'existence.

Pourtant, les habitants des diverses contrées de l'Europe ne peuvent être ensemble des Européens que s'ils sont habitués de souvenirs communs. Des souvenirs qui appartiennent à la conscience et à la sensibilité intimes de chacun tout en étant partageables par tous, il n'y en a pas tant. Mais il y a d'abord le souvenir des lectures. Pas d'Europe possible si les Européens ne partagent pas leurs littératures et ne jouissent pas de les voir confrontées dans leurs similitudes et dans leur diversité. Cette anthologie est donc une belle entreprise, et une entreprise nécessaire.

Mémoires d'Europe : tel en est le titre. Mémoires au féminin ou au masculin ? Le président d'Eurotunnel, société qui a aidé à la réalisation de l'ouvrage, l'entend au féminin : « Mémoires inachevés... », écrit-il dans son texte de présentation. Il suggère ainsi une mémoire de l'Europe multipliée

en mémoires éclatées et rassemblées. Mais on songe d'abord au masculin, à des Mémoires écrits par l'Europe à travers la plume de ses enfants, Europe figurée, si l'on veut, sous les traits du personnage mythologique dont les couvertures des trois volumes montrent l'enlèvement.

D'où venait l'Europe ? Du Proche-Orient, où Zeus est allé la chercher : « Sidon l'a vu descendre au bord de ses grottes ». Quelle époque a vu naître sa légende ? L'Antiquité. En ne faisant remonter leur anthologie jusqu'à l'an 1453, les Temps modernes, les auteurs se sont privés de faire apparaître ce qui fait l'unité de la culture européenne, l'héritage gréco-latin, mais aussi ce qui est le héritage de l'autre rive de la Méditerranée.

Un choix orienté

Il dissimule aussi que cette unité a été largement réalisée au Moyen Âge, tout en donnant quelques extraits datant de cette période. Et bien qu'ils groupent les textes, à juste titre, selon les domaines linguistiques et non pas nationaux, ils négligent le domaine latin, longtemps vivant pourtant, qui ignore les frontières nationales, et qui a modelé les caractères communs aux poésies vernaculaires de l'Europe, depuis l'Italie jusqu'à la Pologne, comme la lecture de cette anthologie elle-même le révèle à chaque instant.

Qu'importe : pour la période et les domaines retenus, le choix est vaste et il est passionnant. Il est également orienté, et de deux façons. D'une part, en fonction des lecteurs français, supposés connaître leur propre littérature. Non que la place faite à celle-ci

ne soit pas proportionnée à son importance. Mais les textes choisis évitent le plus souvent les œuvres les plus marquantes ou les passages les plus connus. D'autre part, les auteurs ont cherché à donner non seulement une image des littératures européennes, mais encore une image de l'Europe à travers ses littératures. Ils n'ont pu y parvenir en privilégiant les textes à caractère politique et idéologique, ou qui se prêtent à une telle lecture. Ces deux principes éliminés expliquent, par exemple, que Victor Hugo soit représenté, en tout et pour tout, par un extrait de son *Discours d'ouverture du Congrès de la paix* de 1849 et Claudel par une critique de la République espagnole. Dans les deux cas, la littérature y perd.

Les extraits sont groupés par périodes historiques et, à l'intérieur de chacune, par domaines linguistiques classés alphabétiquement. Ce choix se justifie, bien que les hasards de l'alphabet dissimulent parfois continuités et influences en bouleversant la chronologie et que le respect absolu des dates choisies pour fournir la charnière des volumes réserve des surprises. Johnson est dans le tome I, Boswell dans le tome II : la censure de 1789 les a séparés. Walfrid von Eschenbach précède Chrétien de Troyes. Un intéressant texte yiddish sur l'affaire Dreyfus est le tome II, tandis qu'un extrait de *l'Île des pingouins*, d'Anatole France, bien sûr consacré à l'affaire, figure dans le tome III, où il est curieusement placé sous la rubrique « Envoies lyriques ». Car la table des matières donne à chaque groupement linguistique un titre à la pertinence parfois laborieuse.

Les textes de présentation constituent la seule vraie faiblesse de l'ouvrage. L'introduc-

tion générale aurait pu avantageusement être complétée ou remplacée par un texte d'écrivain ou de penseur. L'avant-propos de chaque volume paraît supposer que l'histoire politique, économique et sociale éclaire comme naturellement la littérature. Mais le pire, ce sont les sortes de pastiches qui ouvrent chacune des sections : chronique d'un moine du quatorzième siècle, lettre d'une pseudo-marquise de Sévigné, journal d'une fausse Gertrude Stein, etc.

À travers eux, les auteurs veulent donner un aperçu de la tonalité et des événements de l'époque. Lourde ment didactiques, ces textes sont généralement fort éloignés de l'esprit et du style de leurs auteurs supposés. Les propos prêtés à chacun trahissent, à tout instant, un jugement moderne, d'autant plus anachronique qu'il est volontiers moralisateur. Stéréotypes et facilités stylistiques du langage contemporain abondent. Ce sont les littératures européennes vues par Bouvard et Pécuchet.

Mais l'important est le florilège que les auteurs nous offrent, non les commentaires qu'ils y joignent. Comment leur mégarisme nous gratifie, alors qu'ils nous révèlent le trésor de nos lectures à venir, ces romans néerlandais ou scandinaves, ces poèmes tchèques ou slovénes, cette riche littérature hongroise, ces auteurs grecs ou portugais, grâce auxquels nous passerons des heures délicieuses avec la satisfaction de devenir de bons Européens ?

Michel Zink

* Signalez également la réédition de la *Civilisation de l'Europe des Lumières*, de Pierre Chanu (Arthaud, coll. « Les grandes civilisations », 570 p., 98 F).

L'œil
de la lecture

La catalogue
**LES ECRIVAINS
DES ETATS-UNIS**
vous est offert
lors d'un achat chez
43 libraires

كتاب من الشرق

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

JEAN GIONO souffre de deux maladies, la Provence et l'écologie. La première l'a attiré dès ses premiers livres. Elle

était probablement inévitable. Le virus provençal ravageait déjà la culture française depuis le milieu du dix-neuvième siècle. D'Alphonse Daudet à Frédéric Mistral et de Vincent Scotto à Marcel Pagnol, régnait une Provence d'opéra et de caricature, contre-modèle idyllique et parfaitement réactionnaire de la République jacobine. La harpe du félibre, la jovialité bavardes et gesticulantes, l'écoeur qui met du soleil sur les mots les plus ordinaires, une morale naturelle de cours simples, les vertus élémentaires de la civilisation rurale et éternelle, voilà ce qu'un oppresseur, avec une réelle efficacité, aux engouements de la France des villes et des usines, des syndicats et des intellectuels, comme la soleil s'oppose à la pluie, le sourire à la grimace, et le naïf au pervers.

Avatar et généralisation du syndrome provençal, la maladie potagère, après avoir connu de belles heures sous le Maréchal, revient en force sous le casque des gardes champêtres de l'écologie. Vintrea déjà soupçonnait Rousseau de vouloir nous mettre à quatre pattes pour mieux brouter l'herbe. Les idéologues du carré de choux rêvent d'effacer les monstrueux problèmes qui assaillent le monde par le recours à la magique triade terrienne : sémence, travail, récolte. Ils ont annexé Giono dans leur croisade, sans avoir bousillé, il est vrai, de la solliciter outrageusement.

Car enfin, les gionologues dussent-ils en souffrir, il est vrai que l'écrivain de Manosque a donné du bled à moudre et de l'olive à presser aux petits chanteurs du retour à la terre. Ce n'est pas tout à fait contre son gré — son biographe Pierre Citron la confirme (1) — qu'il a laissé à Pagnol, en 1937, un répertoire au Front populaire, le soin de tourner Regain, destiné à devenir l'emblème de la morale politique vichyssoise. Et les catéchismes de la religion sylvestre n'ont eu qu'à puiser dans son œuvre pour faire de l'homme qui plantait des arbres leur petit livre vert. Ils pourront encore trouver, ça et là, dans Provence, de quel faire leur beurre. Pas un néon qui s'allume, pas une coopérative agricole qui s'édifie sans que Giono y aille de sa distribue, de sa Provence qu'on polgona au cœur, de sa larme versée sur des millénaires de civilisation détruits.

Il faut s'y faire : quand Giono cesse d'écrire,

c'est à dire lorsqu'il redescend des nuées où il conversait avec Homère, avec Shakespeare avec Stendhal, il redescend un petit bourgeois très ordinaire. On ne s'en rend pas compte dans ses romans parce qu'il se situe, presque tous, au plus proche des sommets. On n'en redégingoie qu'avec la fin du livre. Avec ces textes non romanesques sur la Provence qu'Henri Godard a réunis ici — préfaces, articles, carnets, incantations touristiques, accompagnements d'œuvres graphiques — nous sommes soumis au régime du scenic-railway : un moment nous frôlons le ciel, le suivant nous précipitons au ras du sol, avant d'être catapultés de nouveau vers l'azur. Tout dépend si Giono a décidé d'écrire ou s'il s'est contenté de satisfaire un commanditaire.

CES différences d'altitude sont fascinantes : pour un peu, on croirait que deux hommes se sont mis à l'ouvrage. En fait, il s'agit simplement de Giono l'écrivain et de l'autre, l'ancien employé de banque, qui savait si bien embobiner les clients chez qui il plaçait des titres. Quand l'écrivain est là — dans ces grands textes des années 50 par exemple, qui ont pour titres Arcadie, Arcadie I, j'ai beau être né dans ce pays... et On n'a jamais fini de connaître... — il souffle un vent d'une telle puissance, et si pur et si gonflé d'orages, que les petites mythologies familiales et éduquées, tous les provinciaux et toutes les fleurbaes de sous-préfets aux champs sont balayés d'un revers de plume, renvoyés à leur insignifiance. Envolée la pacotille des tartarades, chassée de l'estrange Mistral, e un chantre de comice agricole, un barbu à grand chapeau, valet du trône et de l'autel, plein d'assurance, de faussement et de suffisance, congédiés les fracas de la farandole et les nostalgies linguistiques : « Si les vraies traditions de mon pays avaient été ces charnelles qu'on faisait défilier dans Arles, ces fanfaronnades qu'on claironnait à tous les échos, je me serais fait naturaliser Sarmoyade. Si ma langue avait été ce baragouin qui faisait se pincer les vieux notaires et égarait la gèrle des cours d'ouïs, j'aurais appris le chinois pour m'exprimer. »

A la place de ces cartes postales, se dresse la Provence de Giono, ou plutôt ses Provinces, coups de messe du soleil qui précipitent les hommes dans l'ombre des maisons où ils se claquent pour n'en jamais ressortir. Pays de grandeur nua, sauvage, féroce où les passions chauffées à blanc exigent des âmes exceptionnelles et des sacrifices barbares. Giono l'écrivain n'invite pas à un paisible voyage rétro dans la France rurale et patriarcale du dix-neuvième siècle, mais à un sabbat effréné qui nous projette aux origines du monde, dans le chaos initial, dans le magma des peurs, des cris et des désirs d'avant toute civilisation.

Cette Provence-là n'existe pas dans les guides touristiques. Je me suis efforcé, écrit Giono dans Voyage en Italie, de décrire le monde non pas comme il est, mais comme il est quand le m'y ajoute, ce qui, évidemment, ne le simplifie pas. Quand il néglige de s'y ajouter, quand le poète se tait, c'est M. Giono de Manosque qui prend sa place à la table à écrire. Il est brave, M. Giono, comme son ami l'épique, comme son voisin le notaire, avec qui il lui arrive de compérer leurs récoltes d'ulives. Sur la vie qui va, ils pensent d'ailleurs la même chose, qu'ils vivent dans un bien beau pays, que la vie moderne n'a pas que du bon, que les touristes sont une plaie, souvent ridicule, que les politiciens sont marrons, les intellectuels détestables, les ouvriers esclaves, que la nature est la grande institutrice et qu'on peut être le plus sage et le plus heureux des hommes sans jamais avoir ouvert un livre. M. Giono, lorsqu'il écrit des chroniques pour le Petit Provençal ou quand il rédige des articles pour l'Écho, la Revue du Touring-Club de France ou pour la publicité d'une compagnie aérienne, prend garde de ne pas s'élever au-dessus de telles médiocrités. Il possède un joli brin de plume et compose d'agréables dictées de certificats d'études, bien ornées, finement colorées, parfumées au thym et à la farigoule. Les clients sont ravis : le charmant conteur peut s'autoriser quelques acres à ses vergers.

MAIS il arrive que M. Giono rencontre dans sa rédaction un coin de paysage ou un personnage qui ne se laisse pas facilement réduire au pipeau provençal. Une autre musique s'impose, l'écrivain, sans ménagement, éjecte M. Giono de son écriture. La métamorphose coupe le souffle, le mansonge change de dimension et devient, les petites légendes malaises sont englouties dans des remous d'Apocalypse, le cœur accède à ses battements, l'œil quitte les jardins pour se perdre dans les horizons, les Alpes s'effondrent sur la Provence, des hordes de dieux occupent les vallées, des âmes immenses combattent le malheur de l'humanité ; un poète écrit, et il est des plus grands.

(1) Giono (1895-1970), Seuil, 1990, 670 p., 170 F.

* Vent de paradis, dans une très belle présentation, le Dictionnaire de Giono, sous la direction de Charles-Frédéric Béra (éd. Caillet), 120 p., 145 F. Dans la même collection, le Journal de montagnes, d'Estelle Coudant, et le Facteur Chérel, d'Alain Boppe.

De la farandole à l'Apocalypse

Les angoisses de miss Stephen

Suite de la page 25

Féroce et décapitante, elle se moque des uns auprès des autres, mais plus encore d'elle-même, et rappelle à sa sœur Vanessa, son « *dauphin bien-aimé* » (dans une lettre absente de l'édition française), leur projet de « *causer le plus de peine aiguë au plus de gens possible* ».

Mais quelle fidélité toujours envers ses chères victimes ! Quelle tendresse aussi, violente et sourde, que l'on devine souvent réprimée et qui se manifeste, par exemple, dans cette promesse déchirante : Thoby, son frère préféré, vient de mourir, à vingt-six ans, de la typhoïde ; autour de son absence, du manque qu'il suscite à jamais, Virginia écrit les *Vagues* (5) vingt-cinq ans plus tard ; mais à présent, en pleine détresse, elle invente, lettre après lettre, presque tous les jours pendant un mois, pour leur amie Violet Dickinson — qui lutte contre la même maladie et qu'elle ne veut pas bouleverser — un Thoby bien vivant et les mille détails de sa convalescence fantôme.

« Une main dans le noir »

L'édition anglaise comprend environ quatre mille lettres de Woolf. Claude Demanuel en a choisi près de trois cents, la plupart inédites en France. Un bel ensemble qui ne peut ni ne prétend restituer l'immense plongée dans l'univers de Virginia Woolf et des siens proposés en anglais, mais qui donne de la femme, de l'écrivain une vision neuve et passionnante — même si la traduction, peu fidèle, ne rend pas compte de la rigueur de Virginia, de ce ton si rapide, spontané, qu'il semble au lecteur entendre le son même de sa voix, de son rire.

Mais quelle aventure vertigineuse de découvrir comment la jeune fille effondrée près de sa chrysalide émerge et se déploie à travers les années, avec les mêmes reculs, les mêmes élans. Avec aussi l'exigence issue des blessures initiales, les dynamiques éperdues qui étaient sa fragilité, et puis ce savoir original jamais renié et grâce auquel elle

parviendra au but confiné, dès 1921, à Katherine Mansfield, sa rivale préférée : « *Je cherche à élargir le champ de la conscience* ».

Jusqu'à la fin, Virginia Woolf s'y emploie chaque jour, discipline ennemie un respirer. Ce qui ne l'empêchera pas, jusqu'à la fin, même ciblée, de faire des paquets, de parcourir les librairies de province pour la maison d'édition qu'elle a créée avec Leonard, son mari. Sur leur couple, sa personnalité, ses contentieux, elle ne se confie qu'à Ethel Smyth, vieille et grande dame, compositrice de renom, qui lui voue une passion tardive et l'agace, mais auprès de qui elle s'épanche, jusqu'à la fin, telle une enfant qui « *cherche une main dans le noir* ».

Si elle affiche souvent un parler cru, c'est à Ethel seule qu'elle parle de sexualité. Jamais à Vita Sackville-West, un temps adorée. Sa passion véritable, c'est Vanessa, devenue peintre. Manquent ici les lettres où elle avoue l'aimer « *plus qu'il ne sied à une sœur* ». Les deux femmes, si belles et si peu conscientes de l'être, dansent un pas de deux sans fin.

En privé, Virginia ne confie à personne sa pensée politique : ce n'est pas ce qu'on attend d'elle. Aussi la puissance avec laquelle elle combat, ailleurs, les fascismes ou « *la ségrégation des femmes* » démontre l'isolement d'une femme si entourée. Jusqu'à la fin, elle doctora d'elle-même, écrivant à John Lehmann de ne pas publier son dernier livre, qu'elle juge trop sot, trivial. C'est le plus beau : *Entre les actes* (6). On y lit que « *l'audience était partie, les acteurs aussi* ». On y fait le vœu « *que les ames (la) reconviennent, les ames du puits où l'on fait des vœux* ». Dans cette eau qui, depuis toujours, circule dans ses œuvres, Virginia Woolf ira, « *telle un marin noyé sur les rives du monde* » (7), se perdre. Ou se trouver.

Viriane Forrester

(5) Les *Vagues*, traduit par Marguerite Yourcenar, La Pochothèque.

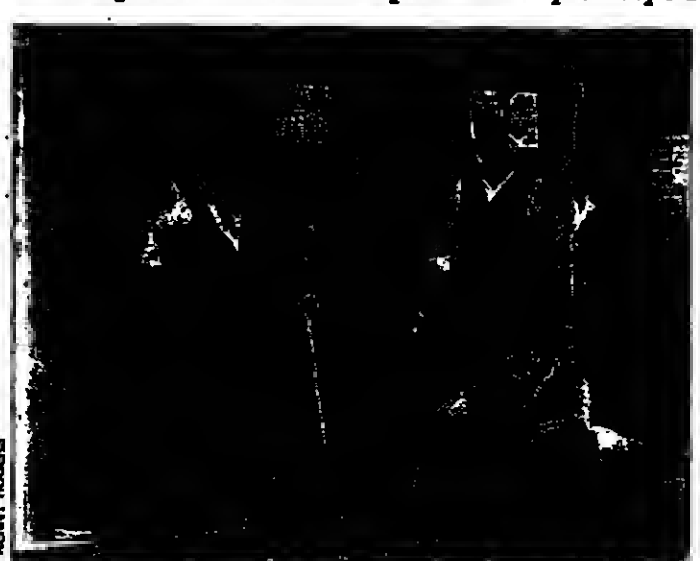
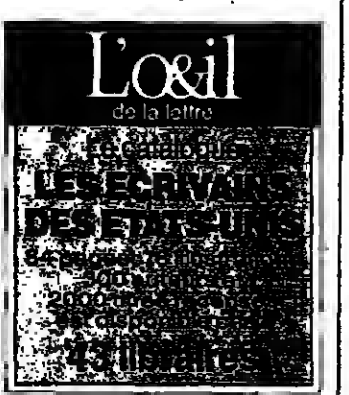
(6) *Entre les actes*, traduit par Charles Cusin, La Pochothèque.

(7) *Mrs Dalloway*, traduit par Pascale Michon, La Pochothèque.

MAQUIS
Aperçus d'un autre paysage américain de Philippe Garnier.
Payot & Voyages, 230 p., 130 F.

Larry Brown était pompier dans un bled du Mississippi ; un vrai pompier avec casque d'argent, casimur rouge et grande échelle. Un beau jour, à l'inverse de tant d'écrivains qui, gamins, ont rêvé de devenir pompier, il a décidé d'être écrivain. Lui-même ne sait pas trop comment cette idée saugrenue lui a traversé le crâne, pas plus qu'il ne savait qu'il lui faudrait dix ans de travail acharné pour réussir, en dépit de chances de succès pratiquement nulles, à faire entendre sa voix, que les critiques saluent maintenant comme une des plus originales du roman américain. Le plus étonnant, bien sûr, n'est pas le résultat de l'entreprise mais la dose de folie pure qui poussa un bouseux pratiquement illettré du Mississippi à s'y lancer.

C'est cette folie qui passionne Philippe Garnier et c'est cette étincelle de déraison qu'il a traquée et débrouillée à travers le maquis des États-Unis pour tracer, en sept portraits d'écrivains inclassables, un livre unique dont le sous-titre, *Aperçus d'un autre paysage américain*, laisse entrevoir à la fois la formidable ambi-



L'image du vieil Eldorado...

tion et l'absence totale de prétention.

L'Amérique du rock, du cinéma et de la littérature, Garnier en a fait depuis longtemps le terrain de son insatiable curiosité. Chroniqueur exigeant et souvent bougon, encombré du titre de journaliste le plus original de la presse française, il trimalle son regard d'amoureux sileur sur les secousses culturelles du Nouveau Monde et nous les raconte avec le petit sourire en coin du type qui ne parle jamais du shaw avant d'être allé fouler backstage. Autant dire que les contraintes du journalisme traditionnel devaient commencer à lui peser sérieusement. Contraint à rendre compte de l'actualité, il devait renoncer à écrire sur ceux qui n'en ont pas : « *Ceux qu'on pourrait appeler maverick writers, s'il existait un équivalent en français pour ce genre d'indépendance : celui qui ne rejoint pas le troupeau, celui qui échappe au round-up (et, par là même, au marquage, à la vaccination et à la castration). Mais qui trouve le marché quand même, au bout du chemin* ». Magnifique métaphore quand on sait qu'elle s'applique à

des écrivains dont la passion d'écrire s'accompagne d'une passion pour la vie qui leur interdit de s'arrêter de vivre pour se regarder écrire.

Le cow-boy et le géologue

En lisant *Maquis*, on comprend enfin ce qui fait la magie des papiers de Garnier. Lire un bon livre ne lui suffit pas et en parler comme d'un simple artefact livré à la consommation des ménages serait manquer à sa conception du journalisme. Encore plus que les livres, Garnier aime les écrivains. Parce qu'il est bien placé pour savoir que la création littéraire n'est qu'un mystère insoufflé, il cherche à connaître l'artisan pour le traquer dans son quotidien et s'émouvoir d'avoir rencontré un homme.

Sévère sur le premier roman de Dan O'Brien, *l'Esprit des collines*, il tombe amoureux du second, *Rites d'automne* (1), et devient l'ami d'un auteur pour qui l'écriture n'est qu'une manière quasi annexe de parler de son amour pour la fauconnerie. Trouver les romans de Joe Brown aux États-

Unis relève de la sorcellerie. Pourtant, Garnier les a lus avec suffisamment d'attention pour avoir eu de rencontrer l'auteur, et c'est un authentique cowboy qui met le bétail, les chevaux et ses œuvres au même niveau et qui pratique l'écriture comme un des beaux-arts : le plaisir pendant l'acte, le fric si les éditeurs s'en mêlent. Rick Bass était un géologue bien payé par les magnats du pétrole avant qu'il n'ait eu l'idée de raconter sa vie dans un roman qui le propulsa sur le hit-parade des glaires littéraires. Depuis, il s'est installé dans la seule vallée non électrifiée du Montana et se bat avec son rêve de créateur comme il s'était battu avec l'idée qu'il se faisait de la réussite sociale.

Tous ces gens sont des aventuriers bien avant d'être des écrivains, et Garnier, qui a choisi de l'expatrier dans le pays mythique de l'aventure, rend ainsi la monnaie à son rêve de jeunesse. En refusant de s'étendre sur l'œuvre pour privilégier l'homme, il dessine une nouvelle carte de l'Amérique et, bien au-delà des déceptions de la politique, nous restitue l'image du vieil Eldorado.

Guilleret, voire moqueur sur l'ensemble du livre, Garnier devient grave au dernier chapitre : Moritz Thomsen a joué à l'autisme le sale tour de mourir avant qu'il n'ait pu le rencontrer. En soixante pages sublimes, le journaliste capte sa faute et laisse le champ libre à l'écrivain. Moritz Thomsen est mort inconnu, mais tous les lecteurs de Garnier n'ont qu'une envie : lire Moritz Thomsen.

Rien ne ressemble à *Maquis*. Hanté par l'idée qu'il se fait du journalisme, Garnier a atteint un des objectifs des grands romanciers : parler de soi en ne parlant que des autres.

Patrick Raynal

(1) Les deux livres ont été publiés chez Albin Michel.

La traque aux écrivains

Philippe Garnier prend le maquis aux États-Unis pour déboucher sept romanciers inclassables

La France des...
Michel...
de redy



La France des...
sur le commerce international

La France des...
à l'échelle d'un pays...

